

N°20
OCT
2012
REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.28 LE GRAND
ENTRETIEN

**NOUS AVONS
CHANGÉ
DE MONDE**
par Jacques Fath

P.32 COMBAT D'IDÉES

**QUI DIRIGE
LE CAC 40 ?**
par Gérard Streiff

P.44 CRITIQUES

MICHEL VOVELLE
Un engagement
révolutionnaire pour
aujourd'hui
par Louis Gabriel



LA REVUE DU
PROJET

► **P.6** LE DOSSIER

ART ET CULTURE
LES SENTIERS
DE L'ÉMANCIPATION

Maintenant prenez le pouvoir

Les Éditions de l'Atelier, 2012

PIERRE LAURENT

PAR OLIVIER RITZ

Maintenant prenez le pouvoir travaille à dire l'état du monde et les voies de sa transformation. Pierre Laurent envisage la question du pouvoir à partir de tout ce qui fait obstacle à son exercice : en premier lieu, les forces de l'argent ; avec elles, les experts et tous les discours qui, postulant la trop grande complexité du monde, veulent exclure les peuples des lieux de décision ; en France, la présidentialisation qui réduit le débat politique au choix d'un chef. Cette concentration sans précédent des pouvoirs contraste avec un haut « niveau d'information et de qualification des citoyens ». Un tel constat interdit d'attendre les prochaines échéances électorales. Il faut refuser le rôle de spectateurs extérieurs et impuissants et « sortir de l'attente du changement promis pour en devenir des artisans exigeants et impliqués ». Pierre Laurent dénonce également la « la compétition de tous contre tous ». La militarisation des relations internationales va de pair avec la « vision guerrière » d'une Europe qui devrait être « forte et compétitive » et les idées coloniales qui postulent la supériorité de l'Occident. Aux niveaux mondial, européen et



national, « mondialisation acharnée et nationalisme exacerbé sont les deux faces de la même guerre économique ». Pierre Laurent oppose à cet état du monde aux conséquences catastrophiques (en particulier pour la question écologique, très présente dans le livre) la nécessité « d'un nouveau type de développement qui aura pour finalité la coopération et le partage » et dont la condition est la « démocratie ». Deux chapitres développent ces questions à l'échelle de l'Europe, deux autres à celle du monde, notamment à propos de l'Amérique latine et de la Chine.

Le Front de gauche apparaît comme la déclinaison stratégique de ces ambitions coopératives, puisqu'il fait converger trois grandes traditions politiques, le communisme, l'écologie et le socialisme. Pour les militants du PCF, l'ouvrage constitue ainsi une introduction stimulante au congrès à venir. La réflexion sur le pouvoir conduit Pierre Laurent à soulever deux questions qui ne manqueront pas de faire débat : les effets de la présidentialisation à l'intérieur du Front de gauche et la persistance de « rapports sociaux et culturels de domination » jusqu'à l'intérieur de notre parti. « Les chemins de l'émancipation s'inventent en marchant, ils ne se plaquent pas sur une carte d'état-major en convoquant le peuple à faire la révolution comme on déplace des petits soldats pour renverser l'armée d'en face ».

SOMMAIRE

2

4 FORUM DES LECTEURS

5 REGARD

Terry Atkins Ulukuk, 2011

6 ▶ 26 LE DOSSIER

ART ET CULTURE : LES SENTIERS DE L'ÉMANCIPATION.

Alain Hayot Qu'est-ce qu'on attend ?

Marie José Mondzain Culture et communication, un mariage contre nature

Nicolas Frize À l'écoute du travail vivant

Roland Gori Retrouver la dignité de penser dans une culture de la marchandise

Robert Guédiguian Entretien...

Alexia Morvan Éducation populaire : un enjeu de lutte

Jean-Michel Leterrier La culture dans l'entreprise : quel dialogue possible ?

Philippe Coulangeon Culture de masse ou cultures de classes ?

Michel Duffour Nouveaux territoires de l'art, un atout pour innover

Nawel Bab-Hamed La culture à l'ère métropolitaine

Jean-Jacques Barey Quand je serai grand, je serai intermittent !

Samuel Zarka L'art de l'impérialisme

Jack Ralite Accéder à l'arbitraire du signe

Olivier Barbarant Aragon, l'intime et le politique

Nicolas Monquaut et Claude Michel Les politiques publiques de la culture sont notre bien à tous

27 SONDAGES

Une nouvelle image communiste

28-31 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Jacques Fath Nous avons changé de monde

BRÈVES DE SECTEUR

Écologie Contribuer à la conférence environnementale

Enseignement supérieur et recherche Un atelier législatif décentralisé

Jeunesse Besoin de sécurisation et non de précarisation

32 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Qui dirige le CAC 40 ?

34 MOUVEMENT RÉEL

Jacques Rancière De l'art et du travail

36 HISTOIRE

Annie Burger-Roussennac Argenteuil, de nouvelles noces entre les intellectuels et le mouvement communiste français ?

38 PRODUCTION DE TERRITOIRES

François Moullé L'Union européenne, une gestion différenciée et évolutive des frontières

40 SCIENCES

Jean-Pierre Kahane La place de la science dans la société 3/3

42 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch L'austérité, vite !

44 CRITIQUES

Coordonnées par Marine Roussillon

• Michel Vovelle, *Un engagement révolutionnaire pour aujourd'hui*

• Louis Althusser, *Cours sur Rousseau [1972]*

• Isabelle Garo, *Marx et l'invention historique*

• *La Pensée* n°371, « Vatican II, 50 ans après »

• *Europe* n°996, « Gilles Deleuze »

• *Transform !* n° 10, « Europe, Démocratie en crise »

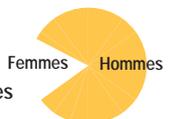
• Une : © Frédo Coyère : Acrylique sur toile

L'Humanité

Chaque mois, retrouvez *La Revue du Projet* dans les colonnes du journal de Jean Jaurès et sur le site Internet www.humanite.fr.



Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de Mediapart. <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



ON S'ENGUEULE... JE VOUS RACONTE MÊME PAS

Réunion samedi dernier du comité de rédaction de *la Revue du projet*. C'est la réunion dite de programmation trimestrielle expression pompeuse pour désigner le débat de trois heures qui fixe les prochains thèmes de la Revue.

On s'engueule... et finalement si, je vais vous raconter. Nous avons décidé d'un prochain numéro sur le progrès. Oui, le progrès cette notion qui a envahi le champ de la gauche pour finalement être rejetée à ses marges sur fond de défaites et de catastrophes qu'elles soient politiques, sociales ou techniques. Nous voulons en parler.

Et là commence le problème. Notre scientifique préféré s'échauffe (marre que des journalistes avec une licence de psycho parlent des problèmes thermonucléaires...), notre philosophe adoré commence à crier à la partialité et au scientisme... bref en quelques secondes nous assistons, nous spectateurs placides, à une sorte de débat type Cécile Dufлот versus Anne Lauvergeon. (humour ! mes deux amis).

So what ? Écoutez *l'interview* sur France inter de Corinne Lepage à propos de l'étude sur le maïs OGM NK 603 : c'est un dialogue de sourds, un salmigondis d'arguments com', de données scientifiques et de procès d'intention... Fatigant.

Je veux en venir au point suivant : une série de débats et de postures politiques de la période précédente sont épuisés. Si le débat dans le monde du réchauffement climatique

est nucléaire ou pas nucléaire, et seulement cela, cela n'a aucun intérêt. Et de la même manière sur les OGM déconnectés des conditions de production industrielle, sociale, agromomique...

Entendons-nous bien : je ne suis pas en train de dire que je suis pour ou contre, bien au contraire... Je dis juste qu'il faut retrouver un terrain rationnel ou tout du moins raisonnable de débat qui confronte les enjeux scientifiques et techniques avec les enjeux économiques, sociaux, écologiques... En bref, l'espace du débat d'idées avant le débat de ligne.

Je sais bien que c'est compliqué, tant il est vrai que le temps perpétue des oppositions et des manières de débattre dont on a oublié l'origine... Mais bon, en vieillissant nous éprouvons chacune, chacun le besoin de fonder notre action et notre pensée sur des fondations plus solides que les éléments de langage de tels ou tels...

Un prochain numéro sera consacré aux nouveaux adhérents auxquels un homonyme d'un célèbre explorateur portugais a consacré durant l'université d'été une courte étude anthropologique.

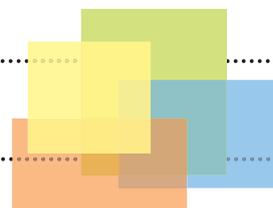
Nous en publierons de larges extraits.

Les arêtes principales sont assez simples : les nouveaux adhérents adhèrent en ayant déjà connu une socialisation avec les valeurs humanistes, de gauche ou communiste. Jusquelà rien de nouveau. Ils adhèrent à un

parti, le Parti communiste français, qu'ils considèrent comme un « parti sage », un « parti de l'histoire de France »... bref ils adhèrent en s'inscrivant dans une mythologie de longue durée (tiens, tiens, le rapport à l'histoire n'est pas que négatif...), ils et elles ont une attente fantastique d'un lieu de pensée, d'action, de valeurs (leurs attentes dépassent très largement les attentes basiques qui existent vis-à-vis des autres partis...), ils et elles sont très étonnés de la réalité du parti (ils pensaient entrer dans un parti de vieux et finalement le mot qui revient le plus est « sympa » puis « chaleureux »)... et *last but not least* ils considèrent que le nouveau communisme est déjà là...

J'entends déjà certains solistes professionnels hurler que cela n'efface pas la profondeur des transformations nécessaires, des difficultés du parti, du communisme, du mouvement, que sais-je encore... Tout cela est vrai, sans doute... Mais peut-être pouvons-nous tout de même consacrer un peu de temps à ce que disent ces nouveaux adhérents (je n'ai pas dit jeunes mais nouveaux)... Peut-être que nous apprendrions un ou deux trucs.

À bon entendeur.



Montaigne et l'art de la coopération

Bien avant les utopistes et pas très éloigné de Thomas Moore, Montaigne avait développé au XVI^e siècle le concept de coopération au milieu d'un cortège de luttes sans merci, de meurtres et de persécutions pendant les guerres de religions. En effet, dans les *Essais*, publiés en 1598, ce philosophe, posait cette question qu'il avait cherchée à résoudre depuis longtemps : « Quand je joue avec ma chatte, comment sais-je qu'elle ne joue pas avec moi ? ».

Cet animal lui servit de symbole pour son concept de coopération. En effet, il écrivait aussi : « Le soi-même est un objet plein d'insatisfaction, on ne peut y voir que misérabilisme et vanité » et il ajoutait : « Pour ne pas nous décourager la nature nous a doté de l'action de diriger notre vue vers l'extérieur. ».

Montaigne pense que l'empathie est la vertu sociale cardinale. [...]

Dans une société d'idéologie capitaliste et individualiste du « chacun pour soi » comme la nôtre où l'on raisonne souvent en termes de « eux contre nous » et de « vous êtes tout seul » qui nie toute solidarité, Montaigne apporte une bouffée d'oxygène où on se dit que l'être humain n'est pas encore complètement hominisé pour en arriver au point de ne plus considérer « l'autre » comme un rival. De ce point de vue, « l'humain d'abord » du Front de gauche est vraiment pertinent et d'actualité pour progresser vers un humanisme rénové et source d'espérance en un monde meilleur.

MICHEL

CHOIX TECHNOLOGIQUES EN DÉMOCRATIE

L'analyse des difficultés à faire des choix technologiques majeurs dans le cadre d'une démocratie, des pièges existants, ainsi que les propositions de Sylvestre Huet sont à mon sens clairs et pertinents. Je suis tout à fait en phase avec lui quant aux erreurs malheureusement faites par nos politiques de plus hauts niveaux en France, pour n'avoir pas intégré ce raisonnement : N. Sarkozy avec sa volonté farouche de vendre des centrales nucléaires à des pays non organisés pour en assurer la sûreté, mais aussi F. Hollande qui s'est permis à de maintes reprises de justifier sa volonté de fermer la centrale de Fessenheim en avançant des arguments en opposition avec l'avis de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, bafouant ainsi sa légitimité. Si un débat voire un référendum doit être organisé dans notre pays, avec une volonté de transparence et le respect des citoyens (c'est à dire sans chercher à les manipuler), il devra s'appuyer sur les éléments de cette conférence. [...]

ALAIN

La politique de la ville

La politique de la ville doit désormais effectivement prendre en compte tous les aspects de la ville. Un aspect me paraît important, celui de la reconquête par tous, citoyens, habitants, occupants, de l'espace public. À la fois pour éviter les appropriations rampantes (commerciales ou autres) ou la stérilisation/désertification qui conduisent les pouvoirs publics à installer des caméras inutiles et coûteuses pour soi-disant sécuriser les rues.

Reconquérir l'espace public, c'est rendre les rues circulables pour les piétons, les enfants,

les personnes âgées ou handicapées, les flâneurs, cesser de transformer n'importe quelle rue un peu étroite en un parcours du combattant. [...] Permettre que la notion de collectivité redonne à tous l'idée de la vie commune. L'inverse de ce qui s'est passé durant les dernières décennies. Pour cela, la politique de la ville doit accepter de prendre des risques, celui de la liberté notamment, n'être pas seulement un organe de contrôle caché, un pansement sur les plaies béantes du libéralisme. Ce n'est pas gagné ! Mais peut-être n'est-ce pas encore perdu.

BÉATRICE

Nous avons lu la *Revue du Projet* notamment consacrée à l'immigration pendant la période électorale. Cela nous a beaucoup aidés, notamment dans le cadre de l'alimentation quotidienne de notre blog de campagne, y compris sur d'autres sujets.

DOMINIQUE ET YVON

LE GRAND THÉÂTRE DE GUIGNOLS !

Les cris aigus des pièces retombent en éclats

lourds

dont l'écho frappe la poussière chaude chauffée à rouge sang

souvent innocent souvent ignorant

dealé par Halliburton et Dassault kairas d'État

comme les

Judas

au turban

rançonnant

Dieu de commandements

et

de permis d'égorger...

Seulement,

tout au bout de la corde le champ

du potier

vous désire patiemment.

JEAN-MICHEL

UN APPEL AUX BÉNÉVOLES

Un chaleureux accueil de *La Revue du projet* à l'université d'été et à la fête de L'Huma...

Mais pour vivre la version papier doit rencontrer de nouveaux lecteurs et nous devons étendre notre visibilité sur la toile pour élargir notre audience et diffuser nos réflexions. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les bénévoles qui pourraient nous apporter leur concours...

Vous êtes prêt à nous aider à renforcer la connaissance de la *Revue du projet* dans les fédérations et sections ainsi qu'au-

près des élus pour assurer une plus grande diffusion militante de la revue politique du PCF. Vous voulez nous aider à améliorer la dimension Internet de la Revue. Faites-vous connaître. Écrivez-nous : revue@pcf.fr





Terry Adkins, *Ulukuk*, 2011, de la série *Nutjuitok (Polar Star)*, After Matthew Henson 1866, 2011.

Courtesy de l'artiste

La Triennale

Alors que certains tentent de faire de l'art contemporain le domaine de chasse des industries du luxe et des grands industriels se piquant d'être des collectionneurs, la triennale d'art contemporain venant de se terminer à Paris nous a offert l'occasion de découvrir d'une manière toute différente la scène française et internationale.

Profitant de la réouverture du Palais de Tokyo et de sa nouvelle surface d'exposition de 22 000 m², la Triennale, dont le but premier était de montrer les artistes français contemporains, a fait le pari de « l'intense

Proximité » : c'est-à-dire du rapport à l'autre, de son regard, de nos ressemblances et dissemblances.

Que ce soit par la confrontation entre art et anthropologie, la mise en relation d'artistes occidentaux et orientaux, la présentation d'œuvres faisant de leur raison d'être la confrontation au réel, ou en nous montrant des pièces de Thomas Hirschhorn, Adel Abdessemed ou Bouchra Khalili, La Triennale fait plus que de confronter les formes, elle pose la création de valeurs comme le problème fondamental de l'art contemporain.

ÉTIENNE CHOSSON

Sans art et sans culture quelle humanité serions-nous ? Le dossier de ce mois-ci interroge sur les voies à emprunter pour une réalisation de soi pleine et totale, non bornée car dégagée du culte consumériste.

UNE SOCIÉTÉ DE PARTAGE DU SENSIBLE

ÉDITO

PAR NICOLAS DUTENT*

« Dès l'instant où l'on commence à répartir le travail, chacun a une sphère d'activité déterminée et exclusive qu'on lui impose et dont il ne peut s'évader ; il est chasseur, pêcheur, berger ou " critique critique ", et il doit le rester sous peine de perdre les moyens de subsistance – alors que dans la société communiste, où chacun, au lieu d'avoir une sphère d'activité exclusive, peut se former dans la branche qui lui plaît ; c'est la société qui dirige la production générale qui me permet ainsi de faire aujourd'hui ceci, demain cela, de chasser le matin, d'aller à la pêche l'après-midi, de faire l'élevage le soir et de critiquer après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. »

Dès l'*Idéologie allemande*, Marx refusait la segmentation arbitraire des activités humaines et des rôles auxquels notre condition notamment sociale nous assigne. L'idée selon laquelle l'affirmation et la réalisation de soi passent par une voie unique est radicalement écartée, voire discréditée. Le mouvement qu'appelle et génère le projet communiste ne peut effectivement se contenter de limiter ainsi l'offre des expériences au monde. Or, les logiques capitalistes à l'œuvre dans les « démocraties modernes » valident et acceptent de fait la répartition déterminée sociologiquement du savoir et l'exclusivité des jouissances intellectuelles.

L'art, s'il demeure réduit par une partie des forces réactionnaires à sa dimension purement consumériste et/ou industrielle, doit redevenir pour la gauche le lieu et les occasions par lesquelles tous les individus sont amenés à partager une expérience sensible, indistinctement de leurs capacités initiales. La défense du droit « à éprouver et cultiver le beau » en multipliant les expériences esthétiques n'est

jamais un vœu pieu ni une idée abstraite : elle incarne au contraire, à travers les gestes de la pensée et de la création, un attachement ferme à l'accès « à la citoyenneté, la liberté, l'égalité ».

Prôner une véritable démocratie culturelle, c'est revendiquer une société de citoyens épanouis et conscients, tous capables de penser et qui refusent de n'être valorisés ou considérés que sur le plan comptable. La crise économique multiforme que nous vivons s'impose avec la force d'une évidence, mais qu'est-il fait pour prévenir, éviter ou même contenir la « crise culturelle » qui se profile ?

Force est de constater que ce sont les mêmes élites qui jouissent le mieux et le plus durablement de l'offre culturelle et artistique, en qualité et en diversité. Une refondation du rapport de l'art à la société, de l'art au travail, de la politique à l'esthétique... ne peut faire l'économie d'une transformation profonde de cette relation privant de nombreux groupes sociaux (relativement) de toute possibilité d'expression et de manifestation artistiques, excluant ainsi la majorité même du corps social des fruits de cet apprentissage. Or, nous n'entrons pas dans l'art ou en art comme on pousse les portes de son supermarché. La méconnaissance des codes esthétiques, l'ignorance des pré-supposés et référents historiques, des comportements correspondant à ces savoirs et leur apprivoisement... n'en finissent pas de maintenir bien vivante cette ségrégation culturelle qui sévit sans pousser un cri ni verser une goutte de sang.

Sans les relais institutionnels, associatifs et pédagogiques que représentent l'école, les missions d'éducation populaire, les comités d'entreprise, les ateliers d'initiation... cette promesse n'est rien. Aussi, que ce soit dans l'entreprise, au sein de la famille, dès l'école élémentaire jusqu'aux bancs de l'université... la création – par-

delà les considérations et les débats portant sur la formation et la légitimité du jugement du goût – doit être approchée comme un but et/ou une fin en soi, existant pour lui-même et par lui-même. Il apparaît pourtant que les disciplines valorisant ou cultivant la formation et la consolidation de l'esprit critique de jeunes gens en capacité d'observer et de penser le monde à l'abri des discours n'offrant que la rentabilité immédiate pour toute perspective, sont volontairement bafouées ou reléguées au rôle de « supplétif culturel ». Pour lutter contre l'uniformisation de la pensée ou le tri organisé entre savoirs utiles et dispensables, il faut abandonner la croyance selon laquelle un champ de connaissances posséderait un primat sur un autre. Une éducation artistique et une ouverture culturelle véritablement partagées permettront de sortir du schéma de domination sociale persistant élites « savantes » peuple « à cultiver ».

Le moyen le plus sûr et efficace d'offrir à tous les connaissances et pratiques artistiques qu'il transportera (voire transformera) toute sa vie comme à la fois une stimulation de ses potentialités et un éveil de son imaginaire, est que l'école républicaine place chacun devant les mêmes possibles. Entendons par là des invitations concrètes incitant à devenir à la fois spectateur et acteur de la chose artistique comme de l'expérience culturelle.

Si on adhère avec Marx à l'idée selon laquelle « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », n'attendons pas, n'attendons plus pour dénoncer et dépasser « la concentration exclusive du talent artistique chez quelques individualités, et corrélativement son écrasement dans la grande masse des gens ». ■

*Nicolas Dutent est responsable des rubriques Regard, et Mouvement réel de la *Revue du Projet*. Il est le coordinateur de ce dossier.

QU'EST CE QU'ON ATTEND ?

La culture est l'expression de la solidarité humaine. Soyons ambitieux et mettons tout en œuvre pour refonder un service public de l'art et de la culture national et décentralisé

PAR ALAIN HAYOT*

« **D**éfendre la culture, ce n'est pas lutter pour ou contre une politique culturelle, c'est lutter contre l'effondrement du politique. », nous dit Marie-José Mondzain. En effet, la culture n'est pas un enjeu spécifique à un secteur d'activité qui ne concernerait que ses propres acteurs. C'est l'expression de la solidarité humaine. Sa vitalité est la condition de la vie politique elle-même. Elle est ce qui donne sa chance à la création, à l'invention, donc au changement.

Depuis des années, nous sommes engagés dans un processus d'effacement de la vie politique, des conditions de possibilité du débat, de la contradiction. C'est un phénomène qui nous concerne tous au quotidien et d'abord au travail. L'imaginaire est en souffrance. Le péril est d'ordre anthropologique. En ces temps où se bousculent et s'accélèrent tant de mutations au potentiel émancipateur considérable, du numérique à l'écologique et à la mondialisation des relations, des activités et des créations humaines, le besoin de déchiffrer le présent et d'imaginer de nouveaux horizons s'éprouve encore davantage.

« **Nous voulons libérer de la précarité l'ensemble des métiers et remettre en cause tout ce qui, dans le travail sous domination des critères capitalistes, éteint la créativité.** »

Parce qu'il s'agit de mettre en débat des alternatives, de nommer les souhaits communs de celles et ceux qui rêvent d'un monde nouveau, nous voulons faire de la culture un moteur de la transformation sociale. Les forces de la création, conjointement à celles du travail, doivent reprendre le pouvoir sur les mots et les symboles que le capitalisme financier a détournés de leur sens pour imposer ses seuls critères quantitatifs et concurrentiels à tout le champ des activités humaines.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous contenter d'interpeller le nouveau pouvoir politique, de lui demander d'avoir une « meilleure politique culturelle ». Nous devons être en première ligne pour proposer et initier une alternative. Et il en va de la crédibilité de l'ensemble de notre démarche qui peu ou prou prend la forme d'un grand chantier concomitant de création et d'éducation populaire, à l'école, dans les entreprises et dans les territoires.

LA DÉMOCRATISATION CULTURELLE

Il fut un temps où la marge tenait le cahier. Le service public de la culture, comme celui du gaz ou de l'électricité, avait pour mission de s'adresser à tous. Les expériences menées dans des territoires de l'art régulièrement réinventés pouvaient encore contester aux institutions leur capacité d'innovation pour inspirer *in fine* à celles-ci une relation renouvelée entre les œuvres et leurs publics, entre l'art et la République. Peu à peu, au corps défendant de la plupart des acteurs sincères de la démocratisation culturelle et à mesure que le libéralisme imposait son hégémonie culturelle, le consumérisme a pénétré l'ensemble de nos pratiques.

Nous partons d'un postulat simple : nous sommes tous égaux en dignité et en liberté... donc nous avons droit à la beauté, à l'émotion, aux joies. Et chacun doit pouvoir entrer en conversation avec l'autre. Il revient à la puissance publique de définir des directions et des missions. Elle doit favoriser l'expérimentation, autoriser la permanence mais aussi permettre le nomadisme, encourager la diversité et la singularité. Elle est garante de l'imprévisibilité souhaitée.

RÉINVENTER

Par un processus d'écriture démocratique, nous devons changer les paramètres en réinventant les dispositifs institutionnels que nous prendrons soin de ne pas considérer comme définitifs, car la révolution citoyenne est un processus. Nous devons opérer un retournement de pensée en conjuguant démocratisation et démocratie culturelle, c'est-à-dire prendre en compte la capacité de création de tous et de chacun dans le travail comme dans la société.

Alors que le capitalisme tente de fabriquer des humains normés, conformistes et dociles, notre projet vise l'émancipation de tous et l'épanouissement de chacun. Une politique culturelle dans cette perspective, n'est pas l'affaire seulement des artistes et des acteurs culturels, elle doit s'adresser à toute la société et mobiliser l'ensemble des citoyens. Elle a pour objectif de faire de chacune et chacun d'entre nous l'acteur de son propre destin. Pour reprendre la formule de Roland Gori, « il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle ». Notre ambition ne se limite donc pas à garantir les moyens qui permettent à l'artiste de vivre et travailler, à assurer des revenus, salariaux et autres, à l'ensemble des travailleurs de la culture et des arts. Nous voulons libérer de la précarité l'ensemble des métiers et remettre en cause tout ce qui, dans le travail sous domination des critères capitalistes, éteint la créativité. Au delà de la défense de l'intermittence nous voulons créer les conditions d'une permanence de la recherche et de la production artistique.

DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À L'IMAGINAIRE COLLECTIF

Pour cela, une politique publique de la culture doit en premier lieu garantir la liberté totale d'expression et de création pour les artistes et les acteurs culturels, dont le travail doit être protégé contre toute instrumentalisation politique ou religieuse et tout asservissement à une économie de la culture marchandisée. Il faut dans un même mouvement donner un nouveau souffle à l'imaginaire collectif en portant l'ambition d'un nouveau « partage du sensible ». Il faut enfin admettre que le vivre ensemble suppose la reconnaissance de l'autre, dans la diversité de son histoire, de sa culture et de sa langue. Répondre à ces exigences est d'autant plus urgent que le mouvement culturel est aux prises avec les ruptures régressives impulsées par la droite dans toutes ses composantes et les forces de l'argent. Cela s'est exprimé sous l'ère Sarkozy par une offensive sans précédent contre le service public de la culture et les politiques mises en place depuis le Front populaire puis la Libération, institutionnalisées et généralisées après la création du ministère de la culture et l'accompagnement des collectivités territoriales. « Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve » écrivait Hölderlin. Le temps de la résistance ne peut se concevoir

aujourd'hui que dans le temps de la rupture et de la reconstruction d'une alternative à ce monde vermoulu par l'argent, la concurrence entre les individus, la peur et la haine de l'autre. C'est pourquoi le Parti communiste et le Front de gauche opposent à cela une grande ambition et le développement de moyens nouveaux au service de la refondation d'un service public de l'art et de la culture national et décentralisé. C'est pourquoi nous proposons d'ouvrir sans

attendre un vaste chantier citoyen de coélaboration d'une loi cadre d'orientation et de programmation pour les arts, la culture et les médias. La culture est un droit fondamental. Développer les politiques publiques d'élévation, de transmission et d'appropriation permanente de la connaissance et de l'imaginaire, c'est faire vivre les valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté, c'est vouloir que la citoyenneté et la démocratie puissent pleinement s'exercer : voilà

pourquoi la culture doit être une priorité au même titre que l'éducation. À l'heure où l'obscurantisme et le populisme se conjuguent à de formidables régressions sociales, il est urgent de retrouver les chemins de l'espérance et de l'utopie. Qu'est-ce qu'on attend pour prendre le pouvoir ? ■

*Alain Hayot est responsable du collectif Culture du PCF

CULTURE ET COMMUNICATION, UN MARIAGE CONTRE NATURE

Une alliance empoisonnée de ce qui touche au plus près le domaine de la sensibilité, du sens et de la création, du savoir et de la recherche avec les instances technologiques des flux et avec le marché de la performance et du profit.

PAR MARIE-JOSÉ MONDZAIN*

Nous voici pour la énième fois dotés d'un ministre de la Culture et de la Communication... La formule est née en 1981 lorsque Mitterrand associa sans que personne bronche les anciennes Affaires culturelles aux procédures, aux techniques et technologies de la communication. Désormais c'est une seule et même institution qui gère un budget chargé de subvenir aux besoins contradictoires et pourtant désormais inséparés de la Culture et de la Communication. Nous sommes en 2012, le syntagme « Culture et Communication », si nous ne le dénonçons pas, finira peu à peu par passer pour une redondance puisque toutes les opérations symboliques, tous les gestes créatifs, les productions de la pensée et les capacités critiques relèvent d'un même pas de la Communication. Toutes les gestes de la pensée et les figures bigarrées du désir sont soumises aux exigences des TIC (Technologies de l'information et de la communication). La chose semble aller de soi ; on ne l'interroge plus. Pourtant se fait entendre depuis des années le grondement insistant, le murmure douloureux de toutes celles et de tous ceux qui sont chaque année, de plus en plus maltraités, de tous ces sujets doués de parole, de pensée et de puissance créatrice et critique qui, dans le monde de l'art comme dans celui de la science et de l'éducation, ne cessent de revendiquer et de défendre l'autonomie irréductible de leur pratique à l'égard des réquisits des industries de l'information et de la communication. C'est

le mariage contre nature de ce qui touche au plus près le domaine de la sensibilité, du sens et de la création, du savoir et de la recherche avec les instances technologiques des flux et avec le marché de la performance et du profit. Nous réclamons leur divorce.

La Com', c'est ainsi qu'on l'appelle, désigne en effet le règne technique et financier du pouvoir d'informer sur tout ce qui arrive, du pouvoir de définir le réel comme le probable, d'inscrire le nécessaire en déterminant l'impossible. Les experts de l'écran et les industriels de l'image imposent le lexique du commerce et posent sur leur pratique le masque de la démocratie, voire de la « culture populaire » alors que le pouvoir de la Com' dissout méthodiquement toutes les ressources de la parole et de la pensée de ce qui fait justement advenir un peuple.

LA PARALYSIE DE LA PENSÉE

Les experts des TIC organisent, avec les moyens remarquables de la balistique émotionnelle et d'une stratégie sans défaut, la paralysie de la pensée ; ils distribuent la jouissance et la terreur afin que nos lendemains aient forme de destin mondial sans alternative. Ce fameux « choc des cultures » nous prive de toute culture, à commencer par la nôtre.

Mais la Communication ne gère pas que le malheur, elle se veut aussi gestionnaire du bonheur. À côté du champ des catastrophes, elle doit organiser la liesse collective, les commémorations où se mêlent la rhétorique du deuil et celle de l'immortalité, les divertissements consolateurs ou le culte massifié du patrimoine. Autant

d'opérations qui sont supposées produire du partage puisqu'elles rassemblent les consommateurs de l'info, les clients du marché des choses et le public de tous les spectacles de l'entertainment. Telle est la tâche des industries de programme.

“ *Les experts de l'écran et les industriels de l'image imposent le lexique du commerce et posent sur leur pratique le masque de la démocratie voire de la « culture populaire » alors que le pouvoir de la Com' dissout méthodiquement toutes les ressources de la parole et de la pensée de ce qui fait justement advenir un peuple.* ”

Aujourd'hui le maître-mot de la Com' c'est La Crise. C'est elle qui, digne de la majuscule, fait l'objet d'une communication aussi radicale que dévastatrice : il nous faut voir et savoir que le spectacle croissant de la misère, du chômage, de l'injustice et de la violence, tous les désespoirs, toutes les ruines ne sont que la figure moderne de la fatalité, d'une nécessité intrinsèque qui rendrait dérisoire voire réactionnaire toute volonté de transformer la matière résistante, aussi inerte qu'impalpable, du néo-capitalisme mondialisé. La Crise exige deux choses : qu'on la supporte et qu'on l'oublie. La Crise, en termes de communication, est un état du monde qui produit un état des gens, leur mauvais état. Le

passif vertigineux de la finance néolibérale demande à ses victimes d'être à leur tour passives et de préférence dans l'austérité. La Com' donne des ordres destinés à nous faire accepter le désordre du monde. Il s'agit de nous convaincre que la crise n'est qu'une convulsion organique qui ne saurait en aucun cas être une crise de la culture elle-même. Il lui faut être à la fois supportée et non pensable. Pourtant il s'agit bien d'une véritable souffrance subjective, celle de tout vivant privé des ressources de sa parole, de la singularité de son désir et de sa relation intime à la dépense et à la gratuité. Mais la Com' gère la circulation des signes comme on gère le commerce des choses et dans les institutions les responsables de la Culture adoptent à présent sans vergogne le lexique de l'évaluation, de l'audimat, de l'excellence et de la rentabilité pour soumettre l'art de chercher, de perdre et d'inventer aux lois de la concurrence et du marché. Le discours du maître ne fait qu'un avec le « discours du mètre ».

“ **Le passif vertigineux de la finance néolibérale demande à ses victimes d'être à leur tour passives et de préférence dans l'austérité.** ”

QU'EST-CE QUE LA CULTURE ?

« Voilà pourquoi votre fille est muette » ! Resterons-nous sans voix ? On se souvient de Lucinde, dans le *Médecin malgré lui*, qui feint d'avoir perdu la parole parce qu'elle refuse l'alliance que son père lui impose. Il faut absolument que le mutisme général souhaité et imposé par les communicants ne soit à son tour de notre part que feinte et ruse, car nous devons impérativement refuser le destin que nous réservent les programmateurs de nos pensées, de nos désirs et de nos rêves. En effet qu'est-ce que la Culture si ce n'est d'abord et avant tout la capacité respectée, déployée et sans cesse accrue offerte à chacun sans distinction, de prendre la parole, de s'approprier sa langue, de construire sa mémoire, mais aussi de décider des figures de l'avenir, de s'emparer de la plasticité du réel pour en faire surgir l'inédit, l'inouï et l'infini des possibles. Qu'est-ce que la Culture si elle ne concerne plus notre aptitude à renoncer à la jouissance pour partager la joie ? Autrement dit, sans la culture ainsi définie, il n'est aucun partage de la pensée,

aucune construction symbolique, aucune opération innovante. Sans elle le mot politique n'est plus qu'un terme exsangue et vide. Cependant, qu'il soit clair qu'en aucun cas on ne peut séparer la culture de toutes les activités cognitives, qu'elles soient scientifiques ou de simple information. Loin de réduire la culture aux opérations du rêve et de la fiction, le ministère de la Culture, s'il doit être associé à un autre secteur institutionnel, doit bien au contraire accompagner les opérateurs de l'Éducation, de l'Enseignement et de la Recherche. Ceux qui nous informent doivent être formés. Faire savoir, faire comprendre, ce n'est pas communiquer, c'est transmettre toutes les ressources acquises sous le régime d'un partage à la fois intellectuel et sensible, celui de la critique et du questionnement. Ni la culture, ni l'éducation ne sont affaire de vases « communicants ». Le champ de la mémoire, de la transmission, celui de la découverte et de la création sont inséparables. Ce sont là les sites de la dépense, de l'incertitude et du courage qui ouvrent à la transformation du monde et au surgissement de tous les possibles. C'est au monde de la création, à celui de la pensée et à celui de la transmission des savoirs qu'il appartient de nous rendre les ressources de la transformation sociale et de la révolution politique. Car il faut bien admettre qu'un retour à la vie politique par les voies de la culture et de l'éducation ne peut être aujourd'hui qu'un projet révolutionnaire.

RETROUVER LA PUISSANCE DES MOTS ET DES IMAGES

Il est important de saisir en quoi la crise actuelle, qui provoque la misère, le chômage et la ruine de pays entiers est désormais et plus que jamais une crise de la culture elle-même. Comment transformer un monde, comment même imaginer qu'il est transformable, quand le minerai inépuisable du possible est confisqué par les dispositifs d'une croyance collective en l'inéluctable et administré par les agents de l'information et du spectacle, tous experts de l'impossible. Nous pouvons refuser la rhétorique et la mise en spectacle du désastre inévitable et retrouver la puissance des mots et des images qui nous constituent en tant que sujets actifs de notre histoire. Ce sont les créateurs, les penseurs et les artistes qui ont le don de nous faire cette offre insigne et vigoureuse. Il appartient aux responsables de la Culture de les soutenir sans compter car ce sont eux qui nous permettent

d'être libres, égaux et créatifs à notre tour. La Culture ne saurait être aux mains des comptables.

“ **C'est au monde de la création, à celui de la pensée et à celui de la transmission des savoirs qu'il appartient de nous rendre les ressources de la transformation sociale et de la révolution politique.** ”

Voilà pourquoi il est urgent d'inscrire la possibilité du changement dans le refus explicite et militant de l'association asservissante de la Culture à la Communication. Sans cette condition, nous ne pouvons qu'assister à une berlusconisation de la société tout entière dont l'Italie ne se relève pas, même après le départ de Berlusconi. Un des plus grands témoins et visionnaires de cet effondrement symbolique fut Pasolini qui décrivait jour après jour cette lente dégradation de la culture populaire, cet embourgeoisement paradoxal du regard de la misère sur elle-même qui allait conduire l'Italie vers l'actuel néofascisme du capitalisme mondial. Pasolini déplorait la dévoration de l'énergie du peuple par un marché cannibale. Il dénonçait la consommation du spectacle qui progressivement consommait les spectateurs eux-mêmes, alors qu'il célébrait, lui, dans ses films la liberté révolutionnaire qui habitait la poétique des corps et des mots. Il voyait avec autant de génie que de rage lucide et désespérée que l'Italie devenait le laboratoire européen de cette alliance empoisonnée de la Culture avec la Communication. Si la Culture c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs de transmission et de création, doit communiquer quelque chose, alors ce n'est rien d'autre qu'un mouvement, une énergie mobilisatrice, une force révolutionnaire qui fait appel, en chacun de nous tous sans distinction, à la croyance constituante en l'égalité et à la liberté. ■

*Marie-José Mondzain est philosophe. Elle est directrice de recherches émérite au CNRS.

.....
Réagissez à ce dossier
contactez-nous !
revue@pcf.fr

À L'ÉCOUTE DU TRAVAIL VIVANT

Par un raccourci de la pensée, on associe culture et art et de façon plus radicale encore, on pense art à l'endroit exclusif de la culture ! Ces raccourcis font l'impasse malheureuse, voire aveugle, sur le monde du travail.

PAR NICOLAS FRIZE*

Dans le champ de nombreuses activités professionnelles, si on parle de règles de l'art, ce n'est pas pour faire un bon mot ou gonfler le torse. C'est parce que là aussi il est question d'interprétation, d'appropriation, de déploiement sensible, de création de sens ou de perte de sens, de savoir-faire sensoriel, d'émancipation collective, de luttes comme forces imaginaires, comme lieux de pensée. Par une désagréable habitude de faire plier le réel et vouloir toujours le nommer, nous filmons le travail et croyons le voir, nous en parlons et croyons le connaître, nous nous formons à lui et croyons l'avoir appréhendé, nous nous battons pour lui et croyons le servir.

LE TRAVAIL ENGAGE DES DISPOSITIONS INTELLECTUELLES ET SENSORIELLES

Mais le travail n'est pas réductible à son apparent objet : la production (au sens générique du mot) et son répertoire de prescriptions, de savoir-faire, d'outils savants et d'ingéniosité managériale. Il engage des dispositions intellectuelles qui sont souvent invisibles, parfois secrètes, parfois inconscientes, parfois indicibles. Il engage des dispositions sensorielles difficilement transmissibles, fruits d'une expérience et d'une sensibilité personnelle, jamais réellement évaluées. Il engage une relation, une tension entre nous et lui, vécue au jour le jour et à chaque instant, qui façonne notre attention, nos intuitions, des automatismes, des micro-réflexions, des petites jubilatons et/ou perplexités, une relation qui avance sans cesse et se développe, se braque et se déplie, se noie et se nourrit. Dans cette incroyable mobilisation de l'être, que chacun de nous nie, ignore ou sous-estime, au bureau, à l'atelier, au volant du camion, au comptoir, dans les champs ou au plus profond de la carrière, des trésors de réactivité, d'invention et d'à-propos, de finesse et de justesse, de précision et de beauté du geste, de raffinement et d'astuce, d'arbitrage esthétique, se créent sans cesse...

Il y a une déperdition et des malentendus dans l'approche du travail, entre le combat pour son effectivité et le combat pour son exercice. Autour de l'activité se pres-

sent des enjeux antagonistes sur sa valeur, entre celle que lui accorde le marché du travail ou celle que le travaillant en attend. Le marché du travail, c'est l'adéquation entre son coût et ce qu'il rapporte. C'est ainsi qu'une certaine approche du travail a été confisquée par la nécessaire résistance à son organisation ou à son mobile véritable. Le besoin impérieux des donneurs d'ordre est de voir cette adéquation leur garantir des gains tangibles : la résistance a donc porté sur la durée, sur la pénibilité (les outils, le temps, les conditions), le coût horaire, les charges, les modalités de contre-pouvoir ou les monnaies d'échange, les congés, les pauses, les assurances, les retraites, les conditions sanitaires ou de sécurité, les contreparties sociales, etc. C'est la réponse nécessaire à ce qui est susceptible de détruire, à petit feu ou à grand feu, à ce qui ignore et indifférencie, normalise et minimise, à ce qui dévalorise et anéantit.

Seulement voilà, ces préoccupations militantes importantes font l'impasse sur ce qui se vit dans l'activité : ce qui est en jeu, ce qui s'y déploie et se construit, s'invente, forge du discernement est intimement lié au fait même que le travaillant a la (toute aussi impérieuse) nécessité d'être vivant, c'est à dire sensible et intelligent. Ici s'exerce la distanciation, se développe l'abstraction. Ici le travaillant joue, différencie, compare, choisit, donne le sens... Prendre la mesure de l'intuition créatrice Il faut donc parler un jour du désir et de la subjectivité. Évoquer l'attente. Prendre la mesure de l'intuition créatrice. Accepter de voir l'émancipation que toute activité professionnelle est en demeure de promettre.

Le combat du travaillant est un combat d'interprète, d'artiste, d'intellectuel ! Chaque jour se réinvente une micro-partie du travail, du côté du sens ou de l'esthétique (qu'on peut appeler aussi la justesse), du corps ou de l'idée. Et tout cela se sédimente, et se sédimente encore... C'est ainsi que peu à peu s'inventent et s'écrivent les règles de l'art !

« Quand je vais au jardin, j'arrive, au bruit que fait la bêche à bien sentir la consistance de la terre, parce qu'il y a quelque chose à la fois de palpable dans le bruit et d'impalpable. Je suis sensible à l'eau, en écoutant la grosseur des gouttes sur le

toit..., et je sens si l'atmosphère est humide en écoutant le bruit de mes pas dans l'herbe... » **Chantal V.T. (jardinière)**
« Quand une montre était exclusivement mécanique, on avait une partie de notre travail qui était pour l'œil, on voyait le mouvement du balancier, son amplitude. Si tout était correct, on écoutait ensuite les petits chuintements de métal, les frottements intempestifs. On mettait la montre à notre oreille, avec morceau de bois en guise de stéthoscope. » **Yves N. (horloger)**
« Le bruit de l'écoulement sur la coque, c'est ce qui vous permet d'avoir une idée exacte du cap que suit le bateau et de la vitesse qu'il a pris. S'il change, vous vous en rendez compte immédiatement. La nuit, vous ne voyez rien de l'extérieur, c'est le son qui va remplacer toute la vie, vous êtes dans le ventre du bateau, la coque fait caisse de résonance » **Olivier D.K. (navigateur)**

« J'aime mon atelier, je peux vous faire tourner la scie, vous allez voir. Les machines c'est mon bébé. Je suis là, les bruits sont normaux, le bébé va bien » **Jean H. (graveur)**

« La machine c'est une matière vivante. On sent la vie d'une installation au même titre qu'un individu. Un moteur qui chante, un moteur à courant continu, avec ses démarrages, ses ralentissements... je pourrais vous en parler... » **Jacques L. (ascensoriste)**

« J'aime bien entendre les gens qui parlent beaucoup, c'est la preuve que tout va bien, ils me font comprendre que l'ambiance est cordiale. Les chaises qui bougent lorsque quelqu'un part ou arrive, la fourchette qui tombe, je suis aux aguets. On aime essayer les assiettes fort, c'est un besoin dans le métier, même les tasses... ça stimule... » **Marie-Claude D. (gérante de bar)**

« Quand on rassemble tous les bruits de marteau, on dirait que c'est des tams-tams. Même avec les vibreurs, t'entends de l'autre côté là ? il y a une espèce de changement, c'est comme de la musique orientale, je t'assure... Après c'est la masette, puis le Poclair, oui..., il y a 80 ou 100 personnes qui travaillent ici, qui jouent... c'est très très organisé ! » **Tayeb A.A. (maçon)** ■

*Nicolas Frize est compositeur.

RETROUVER LA DIGNITÉ DE PENSER DANS UNE CULTURE DE LA MARCHANDISE

Aujourd'hui la nouvelle colonisation des esprits passe par l'extension du langage de l'économie, de ses valeurs, de sa fonctionnalité, de ses caractères quasi anonymes, abstraits et sans expressivité, pour abolir les particularismes culturels des classes sociales et nier chaque subjectivité.

PAR ROLAND GORI*

L'humain se transforme en « capital » que l'on doit exploiter comme « ressources », et auquel on apprend à « gérer » ses émotions, son deuil, ses « habiletés sociales », ses « compétences cognitives », au prétexte d'accroître ses « performances » et sa « compétitivité ». La vie devient un champ de courses avec ses « handicaps », ses départs, ses « deuxièmes chances » et son arrivée.

« La connaissance devient une information-marchandise, et la hiérarchie des savoirs qui la composent repose sur la capacité de leurs résultats à être traduits dans ce langage de machine. »

Au point que la notion d'handicap tend à envahir tous les champs : celui de l'école, de la psychiatrie, de la psychologie, de la médecine, du travail social, de l'économie, de la sociologie... Mais d'où vient ce mot ? Le terme provient de l'anglais *hand in cap*, « la main dans le chapeau », primitivement jeu de hasard appliqué ensuite aux courses de chevaux au XVIII^e siècle. Le terme « handicap » a été introduit en français « avec l'idée d'égaliser les chances des concurrents en imposant aux meilleurs de porter un poids plus grand ou de parcourir une distance plus longue. Par extension, le terme [...] se dit de tout désavantage imposé dans une épreuve à un concurrent de qualité supérieure. De là vient [...] le sens figuré d'« entrave, gêne », « infériorité » [...] » Le participe passé du verbe « handicaper », d'abord dans le domaine hippique et ensuite dans le champ social désigne une personne désavantagée, et notamment une personne désavantagée par une déficience physique ou mentale. C'est un concept très intimement lié à l'*esprit de compétition* établissant l'idée

de jugement comparatif de la valeur des objets, des chevaux puis des personnes. Définir la souffrance d'un individu à la lumière de ses chances à concourir dans le champ social participe d'une civilisation sportivo-managériale des mœurs. L'extension aujourd'hui du terme, « handicap », se révèle comme un symptôme de la *maladie de notre civilisation et des formes de savoir* qu'elle produit.

SAVOIR, POUVOIR ET PRATIQUES SOCIALES

Les formes du savoir à une époque donnée et dans une société donnée sont inséparables des formes de pouvoir, des pratiques sociales en œuvre à ce moment-là. Cela ne veut pas dire bien évidemment que les découvertes scientifiques soient de pures constructions sociales – conception aussi absurde que dangereuse – mais que la culture, dont elles émergent, favorise ou inhibe leur apparition et leur développement. L'historien de la médecine, Henry Sigerist, montre que la découverte de la physiologie de la circulation par Harvey est inséparable de l'histoire intellectuelle de l'Europe au début du XVII^e siècle, de l'épanouissement du *baroque*, qui donne à la science médicale ce point de vue perspectiviste ouvert à l'infini et l'infini qui permet de passer du modèle anatomique à l'idéal physiologique. J'ai également souligné que la naissance de la démocratie en Grèce au V^e siècle avant J.C., se révélait inséparable du développement de la pensée rationnelle, et comment cette rationalité s'est trouvée elle-même conditionnée par la vie sociale. La transformation des pratiques sociales des Grecs qui s'étend du VI^e au IV^e siècle avant J.C., ne concerne pas seulement la vie politique, l'*isonomie*, sur laquelle elle se fonde, se révèle comme une *matrice de civilisation* qui décompose, recompose et modèle tous les secteurs de la vie sociale et réorganise les cadres de pensée. Le savoir rationnel émerge d'une émancipation politique, et en retour le savoir favorise le développement de l'émancipation. Tant que la Loi qui gouverne une Cité ou

une Nation est fondée sur les textes sacrés ou la tradition, on peut toujours discuter et se disputer à l'infini peu importe, mais le politique s'inscrit dans l'*hétéronomie*, il dépend d'une métaphysique, d'une religion ou d'une idéologie. À partir du moment où la Cité, la Nation écarte toute référence à une Loi sacrée, le politique s'ouvre sur le *paradoxe d'une liberté qui oblige*.

Je veux dire par là que le propre et l'apport d'une société authentiquement démocratique, c'est d'inviter les citoyens à se confronter à la question : que devons-nous penser dès lors que nous refusons que quelqu'un nous dicte ce que nous devons penser et faire ? Comment trouver des critères de vérité et de justice pour décider ? La question dès lors n'est plus de savoir si ce que l'on pense ou ce que l'on fait est conforme aux prescriptions des lois religieuses ou morales, mais plutôt de soutenir l'*angoisse devant la liberté* d'un être qui, avec ses égaux, dans le débat politique autant que scientifique, cherche les critères à même de fonder une vérité qui puisse donner un ordre au chaos.

« Seuls le récit, l'art, le débat scientifique, le débat politique, avec ce qu'ils permettent du partage de l'expérience et ce qu'ils postulent du principe d'une égalité, peuvent rétablir l'humain dans ses droits. »

C'est l'enseignement de l'histoire des démocraties, de leur origine à leur renouvellement constant : « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament » écrit René Char. Tel est le lien entre la démocratie et le savoir.

AU NOM DU SAVOIR LE POUVOIR FABRIQUE DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE.

Mais qu'en est-il aujourd'hui des formes du savoir dans notre civilisation ? L'émancipation que permettait le savoir semble avoir laissé place à sa transformation en *instrument* de soumission sociale. Au nom du savoir, le pouvoir fabrique de la servitude volontaire. Le pilotage par les chiffres, dans tous les domaines de la vie sociale, marque un passage des discours narratifs de *légitimation sociale* aux discours non-narratifs. Cette transformation générale de la nature du *savoir* qui dicte aujourd'hui les manières de rendre compte du monde, de gouverner et de vivre, le rap-

proche sans cesse des lois indiscutables du sacré, nommé aujourd'hui *pragmatisme*. Cette transformation de la nature du savoir qui privilégie la part technique, instrumentale du langage – l'*information* – aux dépens de sa part fabulatrice, de ses fictions et de sa mise en récit, est un fait de civilisation, une machine de gouvernement autant qu'une fabrication des subjectivités. *Le sens se perd au profit de la forme*, le savoir est traduit et toléré uniquement dans le langage de machine. L'ordinateur qui calcule de manière prodigieuse toutes les données à sa portée, qui réalise merveilleusement toutes sortes d'opérations ne connaît pas le sens de ce qu'il fait. La connaissance devient une information-marchandise, et la hiérarchie des savoirs qui la composent repose sur la capacité de leurs résultats à être traduits dans ce langage de machine. Dans cette nouvelle forme de censure sociale des savoirs, l'art et les « humanités » sont les grands perdants.

RETROUVER LE GOÛT DE LA CULTURE ET LE SENS DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Aussi importe-t-il de retrouver l'*art de raconter et de partager nos expériences*. C'est par le « souci » du récit, comme par les pratiques des arts, que nous pourrions lutter contre ce *monde de mort*, que nous pourrions retrouver le goût de la culture et le sens de l'éducation populaire sans lesquels nous perdriions notre « humanité dans l'homme » autant que notre dignité démocratique. À la suite de Jaurès, je pense qu'il ne saurait y avoir d'émancipation sociale et politique sans émancipation culturelle.

L'ouvrier, le paysan, l'enseignant, le médecin, le juge, le chercheur etc. qui voit son savoir et son savoir-faire confisqués par la machine (ou l'ordinateur) est devenu un *prolétaire*, un artisan exproprié de son acte et à terme de son existence. Seuls le récit, l'art, le débat scientifique, le débat politique, avec ce qu'ils permettent du partage de l'expérience et ce qu'ils postulent du principe d'une *égalité*, peuvent rétablir l'humain dans ses droits. Les chiffres nous serviront pour parler, pas pour nous faire taire. N'oublions pas que : « la raison est régulière comme un comptable ; la vie, anarchique comme un artiste ». ■

***Roland Gori** est psychanalyste. Il est professeur émérite de psychopathologie à l'Université de Marseille. Il a initié l'Appel des appels.

ENTRETIEN AVEC ROBERT GUÉDIGUIAN

Nicolas Dutent : À regarder vos films, on constate un désir insistant de goûter au portrait sociologique. Le cinéma vous permet-il de prolonger votre ambition et votre curiosité universitaires ?

Robert Guédiguian : Oui. De même que j'ai étudié les sciences économiques, la sociologie, un peu l'histoire... je me suis engagé en politique. Pour moi, c'est une manière de vivre, c'est une manière de m'interroger sur le réel, m'interroger sur moi aussi. Donc c'est évident que au moment où j'ai basculé par une espèce de hasard objectif dans le cinéma je suis resté le même homme : je suis resté sur les mêmes désirs, les mêmes motivations, les mêmes curiosités. C'est pour moi une évidence absolue : faire du cinéma, c'est ma manière de vivre. Ma manière a toujours été une manière curieuse, très tournée vers les autres, cherchant à expliquer le monde, autant qu'on le peut [...].

ND : En dehors des canaux traditionnels de la politique, qu'est-ce que le cinéma en tant que tel a pu vous offrir de plus, de complémentaire ou de tout aussi déterminant pour saisir le monde ?

RG : D'abord, étrangement, c'est une parole qui est plus écoutée parce qu'elle est plus libre. Elle ne contient pas au sens strict du terme un seul message, ce que peut faire un tract – et il peut y avoir de très beaux tracts. Les tracts, a priori, ne relèvent pas de l'expression artistique : ils vont droit au but, il faut un slogan à la fin, un mot d'ordre, un message très précis, etc. Le cinéma est plus large et plus complexe que ça et il est plus écouté parce que, plus complexe, il est perçu comme plus libre. De ce fait, ça a une force de frappe extrêmement puissante. Des millions de gens voient un film. Ils peuvent y apprendre à s'interroger ou à voir le monde différemment parce qu'on le leur a présenté à travers quelque chose qui est de l'ordre de la sensualité. C'est une connaissance différente et j'allais dire qui nous remue, qui nous travaille, qui part d'une émotion. L'étymologie d'émotion, c'est mouvement. [...]

Guillaume Quashie-Vauclin : Lénine dit du cinéma que c'est l'art des masses, un art à investir à des finalités politiques parce que, même comparé aux autres arts, il a une force de frappe populaire plus forte. Mais est-ce que tout le monde va voir Guédiguian ?

RG : C'est une question importante. Un peu taboue. J'ai toujours mis les pieds dans

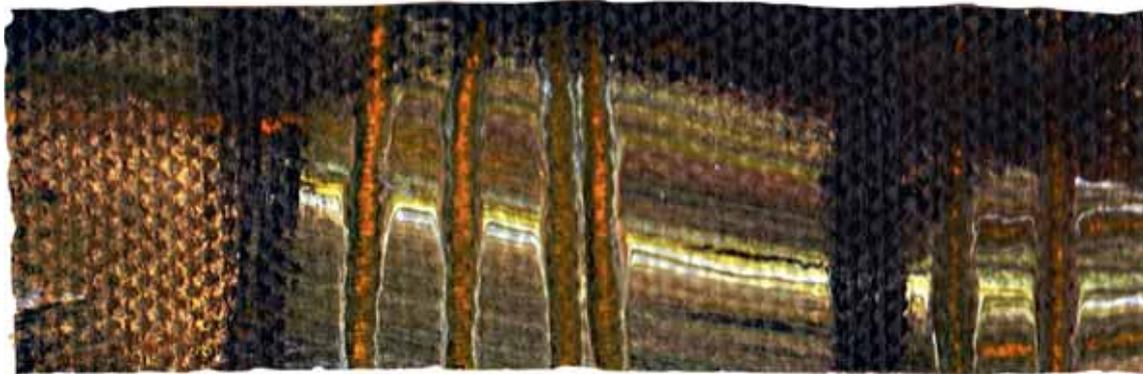
le plat pour ces questions-là. Je continue de me poser la question : comment faire pour que le public vienne voir mes films ? On ne peut pas intervenir sans se poser la question : à qui on parle ? à combien de gens on parle ? Dès lors, il faut se donner des moyens, y compris des moyens qui peuvent être internes à l'œuvre pour y arriver. Mais évidemment ça apparaît à tous les artistes échevelés comme hérésie : « L'art ne doit s'occuper de rien d'autre que de lui-même. » Je n'ai jamais pensé cela et je continue de faire des efforts. Mais alors des efforts sans concession.

Il faut faire des efforts mais il faut que le public en fasse aussi. Il faut que le public ait envie d'être réveillé, d'être secoué : on ne peut pas réveiller quelqu'un qui veut absolument continuer à dormir. Je prends le public pour un public adulte. Je considère qu'il peut tout entendre, qu'il peut tout regarder. Je veux bien faire un effort pour parler dans sa langue, pour me rapprocher de sa langue à lui, pour qu'il n'ait pas à me traduire, pour qu'il n'ait pas besoin d'intermédiaire. Pour ça, il y a différentes méthodes : j'ai toujours fait par exemple du cinéma qui contient une trame narrative lisible au premier degré. Ça, ça me semble le B-A-BA pour qu'un film soit public.

Il faut qu'il y ait une lecture au premier degré : un type qu'on présente, il lui arrive ça, ça, ça et ça. Il passe du bonheur au malheur ou du malheur au bonheur... Il faut une intrigue et un dénouement. On finit bien si c'est une comédie ; on finit mal si c'est une tragédie. Ce sont les règles du récit depuis la nuit des temps ! [...] Il y a des films sans récit que j'aime beaucoup ; mais moi je n'en ferai jamais parce que j'aurai trop peur que les gens aient trop de difficulté à m'entendre. [...]

ND : De quelle manière vous avez perçu *Marius et Jeannette*, moment de bascule à partir duquel une partie des critiques et du public vous ont découvert ?

RG : Il y avait comme une espèce de stratégie de conquête du public depuis quelques années. Je devais le penser inconsciemment avant de le faire. J'ai toujours voulu faire des films que mon père puisse regarder. C'est une formule comode mais mon père était ouvrier, en réparation navale sur les quais à Marseille : je pense qu'il a compris chacun de mes films. Je ne pense pas, j'en suis sûr. Ça, je le faisais consciemment. Mais à partir de *L'Argent fait le bonheur*, après *Dieu vomit*



les tièdes d'ailleurs, et avec *À la vie à la mort*, je préparais le terrain pour *Marius*. Inconsciemment bien sûr. *L'Argent fait le bonheur* a très bien fonctionné. C'était un conte : il tordait le réel dans le bon sens. Ce qu'on allait voir n'était pas tout à fait vrai, quoique plausible. C'était possible mais j'ai précisé que c'était un petit peu trop optimiste... *À la vie à la mort* a aussi été un grand succès critique. Les gens qui sont allés voir *Marius* attendaient la suite de ces deux films-là. Et c'est arrivé. Je ne savais pas bien sûr : je ne pouvais pas deviner que ça allait être un tel succès. Après, c'est le film lui-même, l'époque, l'histoire... Après, j'y peux plus rien. Mais la stratégie de conquête du pouvoir à travers la farce, la comédie, le conte, choses qui ont à voir avec Brecht d'ailleurs, avec la puissance des choses théâtrales, la musique à l'intérieur du film : c'est quelque chose de très volontaire. C'est-à-dire : il faut que les gens entendent cette parole-là.

GQV : Le héros positif. N'est-ce pas un aspect original de votre travail, notamment dans le cinéma contemporain qui se méfie de telles figures ?

RG : Je pense qu'il est effectivement intéressant de montrer des héros positifs. [...] Je crois que le cinéma doit aussi permettre de montrer des gens auxquels nous pouvons nous identifier. Ce qui est d'ailleurs la clé du succès public. Je ne suis pas là pour montrer seulement le monde tel qu'il ne va pas, déraisonne. Nous pouvons montrer en même temps en quoi il peut être source de réjouissance, comme il résiste et met en évidence des comportements quelquefois exemplaires. Dans *L'Armée du Crime*, les protagonistes sont bien entendu morts trop tôt et trop jeunes pour être mauvais ou jetés dans les compromis, ils ont accompli leurs vies. Toutes les lettres qu'ils écrivent avant de mourir sont d'ailleurs remplies de joie... Ils étaient à la fois forts et fous. Et sans vexer personne, notamment les descendants, je

crois qu'on peut dire qu'ils ont pensé avoir « bien vécu » même s'ils ont vécus « court ». Ce sont en quelque sorte des « héros » au sens grec du terme, ils n'ont d'ailleurs pas souffert des affres de la vieillesse, ils sont morts jeunes, le corps intact... Mais ils n'en demeurent pas moins des sortes de héros positifs auxquels nous pouvons nous identifier (ce ne sont pas des gens « sans taches »). Ça existe et je ne vois pas pourquoi on ne le montrerait pas. Je suis toujours effaré par la manière dont la critique considère que tout ce qui est tragique, grave etc. l'emporte systématiquement sur la comédie. [...]

ND : Quelle place accordez-vous au spectre de votre enfance, votre éducation, vos lectures, votre apprentissage artistique... dans ce dont sont « faits » vos films ?

RG : Il y a déjà l'école. Mais la religion aussi. Je suis depuis longtemps athée, mais j'ai fait ma communion, suivi des cours de catéchisme. Ma mère est issue de Rhénanie, la seule région catholique d'Allemagne. Cet enseignement m'a au départ impressionné. L'approche du texte a été fondamentale : comme le dit Pasolini, les *Évangiles* sont un des plus beaux textes jamais écrits. Ce texte est remarquable même si je l'aborde personnellement comme une fiction. Mon premier rapport aux formes artistiques a été celui-ci. Les vitraux de la plus petite église du monde, celle de l'Estaque, étaient une expérience elle aussi incroyable. La lumière, les peintures, l'orgue, la musique... tout cela y participait également.

Ensuite il y a eu la rencontre décisive avec le père de Gérard Meylan, mon ami d'enfance. C'était un instituteur communiste, « le maître d'école ». J'aime d'ailleurs cette expression. Il était, comme beaucoup à l'époque, d'une érudition sans bornes. [...] Il avait réponse à tout. [...] Il était insomniaque et lisait un roman tous les jours. Ajouté à quoi il était un fin connaisseur de musique classique. Il me prêtait des vinyles, les symphonies de Beethoven...

Cette rencontre a évidemment joué un rôle. Le Parti communiste de cette époque joue un rôle formidable, voire indispensable, d'éducation populaire. Les almanachs de l'*Humanité* de ces années me laissent aussi un émouvant souvenir, cela a touché toute une génération. Je suis ensuite allé chercher, vers l'âge de 15 ans et après, Pasolini, Fassbinder... et parce que je savais que leurs préoccupations résonnaient avec les miennes. Il y a eu donc tout cela et le fait que la religion, en tant que forme, m'intéresse depuis toujours. Elle est une source de production artistique immense, une des plus connues et usitées du reste.

GQV : La question du rapport à soi, de la fidélité à soi, est elle aussi très insistante chez vous...

RG : La fidélité à soi-même est c'est vrai une hygiène intellectuelle intéressante, même importante. S'interroger sans arrêt sur ce qu'on est et ce qu'on fait de soi, permet de vérifier – par delà les adaptations nécessaires, on ne pense pas nécessairement ou scrupuleusement la même chose à 20 ans et 40 ans, il faut considérer que des évolutions sont possibles et parfois souhaitables, on peut penser à 40 ans les mêmes choses qu'à 20 ans mais adaptées à aujourd'hui, au contexte – ce qui est passé entre les mailles du filet. Cet examen autocritique est indispensable, sain. C'est une belle chose qui peut nous permettre de considérer qu'on s'est éventuellement trompé à certains moments. Il n'y a rien dans cela de mortifère, cela peut même revêtir un aspect pétillant, cet examen donne de la vitalité. C'est ce que j'aime chez mes deux personnages principaux des *Neiges du kilimandjaro*... Au fond, ils se disent « on a été justes, mais peut-être aurait-on pu l'être encore un peu plus ». Cela peut d'ailleurs, et même souvent, interpeller le spectateur lui-même sur ce que ce sont devenus ses vieux rêves. [...]

*Robert Guédiguian est cinéaste.

ÉDUCATION POPULAIRE : UN ENJEU DE LUTTE

Reprendre le maquis de l'éducation populaire « avec un petit e » c'est se ressaisir de la question de l'émancipation.

PAR ALEXIA MORVAN *

L'éducation populaire est une invention du XIX^e siècle. Elle suppose deux événements historiques très étroitement liés : la révolution industrielle (naissance du capitalisme) et la Révolution française (naissance d'une démocratie représentative ou formelle). Instruire ces nouveaux citoyens (pour les citoyennes il faudra attendre le XX^e siècle !) pour la République, ou ces travailleurs pour les besoins de l'industrie, devient un enjeu pour tous les courants politiques et pour les patrons même si leurs objectifs diffèrent.

UNE CONSTRUCTION PAR ÉTAPES

À partir de cette première période de l'éducation populaire qualifiée « d'éducationniste », toute l'histoire de ce champ peut se lire comme un lent processus de domestication des organisations civiles par l'État, qui, par étapes spécialise, rétrécit et finalement incarcère leur potentiel critique. Le premier acte de dissociation est la loi de 1884 sur la reconnaissance des syndicats qui va d'ailleurs inspirer celle de 1901 sur les associations. Alors même que le parti politique, le syndicat, l'association, sont issus d'une même matrice historique (l'association), la loi entérine un principe de division des rôles qui assure l'étanchéité entre scène politique (aux associations politiques autorisées, la vision globale, les questions d'intérêt général, la représentation du peuple à l'assemblée) et scène professionnelle (aux syndicats, les conflits du travail).

« Viser l'émancipation par des savoirs et des pédagogies critiques, par l'exercice politique du plus grand nombre, pour la transformation radicale de l'ordre hiérarchique du monde social. »

Pelloutier estimait que la domination de la bourgeoisie ne pouvait se perpétuer sans la domination idéologique dont l'art et l'enseignement « officiel » constituaient les vecteurs essentiels. Une majeure par-

tie de l'éducation populaire en s'institutionnalisant (en relation étroite avec la laïcisation de l'enseignement) prend le sens de supplément extrascolaire de l'école républicaine pour les classes populaires. Les termes de culture populaire ou ouvrière attestent de la présence continue d'un clivage avec cette conception de l'éducation populaire (démocratisation scolaire), une méfiance à l'égard des savoirs transmis par la culture dominante, tant en terme de contenus que de modalités d'appropriation du savoir.

La loi Astier de 1919 (deuxième tournant) sur l'enseignement technique approfondit le travail de segmentation en attribuant la responsabilité de l'extension des loisirs à l'éducation populaire tandis que se multiplient les mouvements de jeunesse et avec eux une spécialisation par l'âge, le milieu et le genre. On comprend mieux dès lors pourquoi en 1936 le premier secrétariat d'État qui entreprend directement des relations avec les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, est réservé aux sports et loisirs, puis en 1940 pourquoi se crée pour la première fois un département ministériel en charge des seuls problèmes de la jeunesse sous le gouvernement de Vichy. *A contrario* en 1944 le projet d'ordonnance de Guéhenno pour les associations, fédérations, coopératives, comités d'entreprises et sections jeunesses des partis politiques assimilées à des œuvres éducatives, est une tentative d'inscrire la finalité d'une formation critique des citoyens dans une large politique publique d'éducation populaire. Ce projet (au nom de la culture populaire) s'affronte avec celui d'une direction de la jeunesse et des pratiques sportives. L'échec de l'équipe de Guéhenno entérine le succès d'une conception récréative de l'éducation populaire (démocratisation des loisirs, épanouissement personnel).

Le troisième tournant de cette domestication se manifeste à partir de 1958 par la professionnalisation du secteur (personnel spécialisé formé par l'État) et la planification d'équipements socioculturels (avec la charge de locaux) dans le cadre d'une vaste politique d'animation mais surtout de pacification de la vie sociale des quartiers urbains. L'État reproche aux associations d'être trop idéologiques et pas assez techniques.

La quatrième étape de cette domestication s'amorce avec « l'État modeste » en 1975. Celui-ci, de plus en plus libéral, devient expert du découpage de l'action publique en dispositifs de traitement local à court terme des symptômes (chômage, délinquance juvénile...) d'une société non démocratique. Les modes de financements publics incitatifs décentralisés découpent les actions de l'éducation

« L'éducation populaire politique consiste dès lors, en groupe, à dire le monde, tel qu'il est, tel qu'on voudrait qu'il soit, et exercer une volonté collective quant à la façon de vivre. »

populaire en contrats territorialisés sur des objectifs opérationnels avec une invasion de sigles à la mesure des interventions spécialisées. Les nouveaux animateurs sont censés concevoir des séquences d'activité pour un public donné, guidés par une « méthodologie de projet » avec de nouvelles références (médiation culturelle, insertion sociale, développement local...).

Dans ces conditions l'éducation populaire « avec un petit e » pouvait elle être autre que clandestine ?

ÉDUCATION POPULAIRE ET ÉMANCIPATION

Depuis 1995, les indices d'un retour de la conflictualité sociale en France s'accompagnent d'une réappropriation de la notion d'éducation populaire (offre publique de réflexion du ministère de la Jeunesse et des Sports entre 1998 et 2000). L'enjeu du XXI^e siècle consiste à entretenir ce deuxième pôle plus restrictif dans sa définition mais plus ouvert du point de vue de ses protagonistes (au-delà des acteurs officiels agréés) d'un type d'éducation populaire visant l'émancipation par des savoirs et des pédagogies critiques, par l'exercice politique du plus grand nombre, pour la transformation radicale de l'ordre hiérarchique (patriarcal, colonial, capitaliste...) du monde social. Cette orientation impose la désinstitutionnalisation au sens de la dé-spécialisation de l'éducation populaire comme condition de sa repolitisation.

La question centrale devient de qui, de quoi faut-il s'émanciper ensemble, faire cause commune (classe) et comment ? L'éducation populaire politique consiste dès lors, en groupe, à dire le monde, tel qu'il est, tel qu'on voudrait qu'il soit, et exercer une volonté collective quant à la

façon de vivre. Elle prend sa source dans les expériences concrètes de domination des groupes concernés car l'émancipation est indéterminée et multiple jusqu'à ce qu'elle prenne forme par des aliénations identifiées dans des situations réelles, base de construction d'une revendication et d'une stratégie commune de transformation. Elle s'accompagne d'une pédagogie expérimentale d'instruction des conflits tournée vers l'action collective.

Cette pédagogie tente d'articuler une philosophie de l'émancipation (Rancière, Boltanski) et une théorie (ou sociologie) critique de la domination (Marx, Bourdieu). Elle peut investir tous les espaces, objets, possibles, avec des groupes et des méthodes pédagogiques variées et stimulantes (histoires de vie, conférences gesticulées, théâtre de l'opprimé, enquêtes, jeux à partir de situations problèmes, entraînement au débat

public...), dès lors que ceux-ci soulèvent des conflits d'intérêts au sens large aux yeux des intéressés pour en faire des prétextes d'émancipation collective dans une visée de transformation radicale de la réalité sociale. ■

*Alexia Morvan est docteur en sciences de l'éducation. Elle exerce son activité professionnelle dans une coopérative d'éducation populaire (Le Pavé).

LA CULTURE DANS L'ENTREPRISE : QUEL DIALOGUE POSSIBLE ?

Si nous l'avions oublié l'actualité se ferait fort de nous rappeler que l'opposition Capital/ Travail est toujours à l'œuvre, mais si derrière ce couple infernal, l'incidence économique est d'emblée reconnue, elle ne doit pas cacher que la question culturelle est bel et bien, elle aussi décisive.

PAR JEAN-MICHEL LETERRIER*

La reconnaissance de la culture au sein de l'entreprise fut longtemps contestée par le patronat, même si la création des comités d'entreprise en 1945 constitua une rupture décisive. Pour autant les relations entre le monde de l'entreprise et celui de la culture ne furent pas un long fleuve tranquille, loin s'en faut, tant cette reconnaissance porta et porte toujours de rudes coups aux politiques de gestion patronale. Cette histoire pourrait se résumer en cinq phases.

LA CONSTRUCTION DU SYNDICALISME

Première phase, c'est à l'aube des années 1850, au tout début de la grande industrialisation, que le patronat, afin de sédentariser une main-d'œuvre qu'il juge trop mobile, organise autour de l'entreprise une véritable toile d'araignée tentaculaire « les œuvres sociales patronales ». Le patron qui est aussi souvent le maire et le député, régente de « la naissance au cimetière » la vie des habitants : stade de foot, harmonie municipale, fanfare, caisse de solidarité, école professionnelle, hôpital, mutuelle... Tout est géré, organisé, subventionné et surtout contrôlé par le patron.

C'est contre cette mainmise paternaliste que va se construire le syndicalisme, et ceci n'est pas la moindre des exceptions culturelles françaises. Les premiers syndicats de métier vont très vite revendiquer la gestion des affaires qui les concernent en créant eux-mêmes leurs propres caisses de solidarité, leurs mutuelles, leurs clubs sportifs... En proposant au sein des universités populaires dès leurs premières années à la fin des années

1880, des cours d'économie politique, de philosophie, d'histoire, des ateliers d'arts plastiques, de théâtre, des conférences avec des intellectuels, des écrivains, des lectures collectives...

En 1895, année de sa création, la CGT, née de la fusion des Fédérations de métiers et de la Fédération nationale des Bourses du travail, trouve dans sa corbeille de naissance une riche tradition de gestions sociale et culturelle. Ce mouvement va encore s'amplifier jusqu'aux années 1936, des fédérations telle celle des métaux se dotent d'un solide patrimoine, sanatorium, centre de loisir, polyclinique, centrale d'achat, bibliothèques...

La victoire du Front populaire signe un retournement du rapport de forces tout en marquant la fin de cette première phase.

LA CRÉATION DES COMITÉS D'ENTREPRISE

C'est dans la Résistance, dans le programme du CNR, puis à la Libération, que se construit la seconde phase. Les grandes nationalisations, la création de la Sécurité Sociale, des caisses vieillesse et retraites, puis celle des CE transfère enfin le pouvoir aux salariés...

Dans les entreprises les « œuvres sociales » sont « rétrocedées » à partir de 1945 aux comités d'entreprise. Ceux-ci vont s'employer en quelques années à substituer à la notion « d'œuvres sociales » celle « d'activités sociales et culturelles ». Derrière ce glissement sémantique se donne à lire une farouche volonté de s'affranchir des concepts d'assistanat, de caritarisme, de paternalisme, et de creuser une conception de la culture émancipatrice, héritière des « Lumières ». De la « Bataille du livre » au soutien de l'aventure du TNP de Jean Vilar, les CE innovent, construisent. Ils se

dotent d'un patrimoine important dans le tourisme social, invitent des artistes et aident à la création de nombreuses œuvres artistiques. Mais les obstacles patronaux sont toujours nombreux, bibliothèque de Renault Billancourt démenagée en une nuit, il faudra attendre 1982 pour que le bibliobus du CE Peugeot Montbéliard puisse enfin pénétrer dans l'entreprise.

INTRODUCTION DU CONCEPT « CULTURE D'ENTREPRISE » ET MÉCÉNAT CULTUREL

Une troisième phase s'inaugure à l'orée des années 80, le patronat tente de reprendre la main en déployant le concept de « culture d'entreprise ». Slogan qui cache, en fait, deux opérations de nature distincte, la première d'ordre idéologique a pour finalité la recherche d'un consensus au sein de l'entreprise, « nous sommes tous sur le même bateau », « nous devons ramer ensemble », « nous partageons les mêmes valeurs », « l'entreprise est une communauté culturelle ». Les syndicats ne seront pas dupes et cette opération idéologique sous couvert de caution culturelle fera long feu. La seconde, rendue possible par de nouvelles dispositions législatives, permet aux entreprises, en fait aux employeurs, de faire œuvre de « mécénat culturel » et de bénéficier en retour d'allègements fiscaux substantiels. Il va s'en dire qu'un certain nombre d'entreprises profiteront de cette ouverture sans que le comité d'entreprise, pourtant décisionnaire en la matière depuis la loi de 1946, ne soit consulté ni même informé. La Fondation Renault Art Industrie, par exemple qui rassemble la plus grande collection d'œuvres du peintre Vasarely n'a jamais fait l'objet d'une information devant le CE et n'a donc encore moins

été présentée aux salariés de l'entreprise qui en sont pourtant en quelques sortes les copropriétaires.

LA CULTURE AU TRAVAIL

La quatrième phase s'ouvre dans les années 1990, lorsque la CGT met en avant le double concept de « la culture au travail ». Double parce qu'il s'agit tout à la fois de revendiquer et de faire reconnaître l'action culturelle menée par les CE et dans le même temps d'affirmer que le travail, en tant que tel, est en lui-même producteur de culture. Ainsi l'entreprise est tout à la fois « réceptacle » de culture grâce à l'action culturelle mise en œuvre par les CE, tout en étant dans le même mouvement, un « foyer », un « creuset », de culture parce que le travail est lui-même culture. Cette affirmation est au cœur des batailles syndicales d'hier et d'aujourd'hui. En effet, le patronat a toujours tenté, et longtemps réussi, à déconnecter le travail de la culture, à extraire la culture du travail. Le Fordisme, le taylorisme, hier, la parcellisation des tâches, le télétravail, la précarisation des tâches, tout fut fait, tout est fait pour briser le collectif de travail.

Le combat pour tenter de faire reconnaître « le travail réel » et non le « travail prescrit » reste un combat culturel de premier ordre.

LE DÉFI D'AUJOURD'HUI

Nous entrons aujourd'hui dans une cinquième phase en forme de défi lancé aux

comités d'entreprise, à savoir tenir les deux bouts de la culture « au » travail et de la culture « du » travail.

“ **affirmer que le travail, en tant que tel, est en lui-même producteur de culture.** ”

La tâche est rude pour les syndicats qui doivent se battre sur les deux fronts, d'une part, développer des activités sociales et culturelles émancipatrices qui se démarquent du consumérisme ambiant, qui se singularisent en suscitant la citoyenneté, la lucidité, en provoquant le pluralisme des idées, des images, des imaginaires, c'est à dire en agissant à « contre courant » des média et de la société de consommation, ce qui n'est pas tâche facile.

L'autre front, lui aussi est plus que décisif, il s'agit de la bataille pour le contenu, les conditions et l'exercice du travail. Il faut rendre celui-ci davantage qualifiant, davantage épanouissant... Il n'y a pas de fatalité en la matière...

Les deux combats sont liés, et plus que jamais interdépendants, pas de loisirs et de pratiques culturelles épanouissants sans travail qualifiants. L'usage de ce temps que l'ont dit improprement « libre » est modelé, aspiré, hanté par la sphère du travail.

Aujourd'hui les CE sont doublement menacés, directement par les fermetures

de sites, les délocalisations, les suppressions d'emplois et indirectement par eux-mêmes s'ils cèdent à la facilité, s'ils s'alignent sur les demandes consuméristes, ou redistribuent leur subventions en chèques lire, et autres chèques de tous ordres. Bref s'ils perdent leur singularité, leur spécificité, leurs raisons d'être, les CE sont aussi menacés par eux-mêmes.

C'est donc un double combat qu'ils doivent mener, celui pour la bataille de l'emploi, de son contenu, de sa qualité, de sa « plus-value » sociale et culturelle. L'autre combat concerne la qualité et la singularité des activités sociales et culturelles qui doivent être, devenir, ou redevenir, des activités au service de l'épanouissement des salariés, des outils au service d'une pleine et riche citoyenneté.

Le dialogue culturel dans l'entreprise c'est le dialogue, le métissage entre ces deux réalités culturelles. Le patronat l'a bien compris qui cherche à faire entrave au bon fonctionnement du CE (la très grande majorité des CE perçoit beaucoup moins de 1% de la masse salariale) et qui fait pression pour « déculturer » cette expérience majeure qu'est le travail. Ceux qui aujourd'hui, se gaussent ou caricaturent l'action des comités d'entreprise, seraient bien inspirés d'aller voir ce qui se passe dans le travail, car quand le travail est malmené la culture toujours en souffre. ■

*Jean-Michel Leterrier est syndicaliste et essayiste.

CULTURE DE MASSE OU CULTURES DE CLASSES ?

Les écarts entre les groupes sociaux, vis à vis des pratiques culturelles apparaissent plus importants aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a trente ou quarante ans. L'émancipation par la culture demeure ainsi plus que jamais un enjeu pleinement politique.

PAR PHILIPPE COULANGEON*

Les pratiques culturelles des Français, comme celle des ressortissants de la plupart des pays occidentaux, font, depuis une trentaine d'années l'objet d'observations régulières et fouillées. Il n'est d'ailleurs pas fortuit que l'attention portée aux habitudes en matière de lecture, d'usage des média ou des technologies de l'information et de la communication, de fréquentation des équipements culturels comme d'activités artistiques amateurs se concentre principalement dans cette partie du monde où la culture s'envisage de plus en plus comme un segment parmi d'autres du monde mar-

chand, et les observateurs les plus scrupuleux de nos comportements en la matière se recrutent désormais chez les professionnels du *marketing*. Il n'est ainsi sans doute pas aujourd'hui de caractérisation des pratiques plus efficacement « prédictive » que celle produite par les algorithmes des *data miners* (les défricheurs de données) recrutés à prix d'or par les sites de vente en ligne de produits culturels, dont, pour un peu, l'on croirait les suggestions d'achat sorties de *La Distinction* de Bourdieu...

Aussi ce que nous apprend aujourd'hui la sociologie des pratiques culturelles est-il indissociable d'une certaine marchandisation de la culture qui, pour

n'être pas parfaitement nouvelle, connaît aujourd'hui une intensification portée par la rencontre de l'épuisement d'un régime de croissance fondé sur la consommation des biens matériels, d'une élévation généralisée des niveaux d'éducation, ainsi que d'un accroissement global du temps libre. Mais aucune de ces transformations ne se déploie de manière uniforme, bien que l'idée d'une certaine standardisation des styles de vie et de la culture fasse aujourd'hui recette, chez les prophètes de la société des loisirs comme chez les contempteurs du déclin des humanités. Consensus surprenant autour d'un diagnostic pourtant assez largement erroné.

JAMAIS SANS DOUTE LA CULTURE NE FUT AUSSI DISCRIMINANTE

Dans sa forme scolaire, le capital culturel continue tout d'abord de peser très puissamment sur les destins sociaux. Au terme de trois décennies d'une expansion scolaire sans précédent, il est même vraisemblable que la valeur sociale des diplômés n'ait jamais été aussi forte, comme le montrent, *a contrario*, les difficultés d'insertion professionnelle considérablement accrues des non-diplômés. Et si l'on dépasse cette dimension strictement scolaire de la culture, nombreuses sont les épreuves de la vie sociale – que l'on pense notamment aux entretiens d'embauche – où les discriminations s'opèrent de manière souvent peu visible mais extrêmement puissante sur la base d'un ensemble de caractéristiques et de compétences « molles » – manières de parler, de se comporter, etc... – qui relèvent d'un capital culturel très largement et très inégalement hérité, dont les apprentissages scolaires compensent imparfaitement l'emprise. Or, et l'on reconnaîtra là – l'un des principaux legs politiques de la sociologie de Pierre Bourdieu – ces dimensions culturelles, au sens large, de la domination en rendent la contestation d'autant plus difficile que celle-ci se donne, pour les dominés eux-mêmes, les apparences d'une domination légitimée par un principe extérieur, qu'il s'agisse du « mérite » scolaire, de la « distinction » culturelle ou de « la classe », dont la polysémie dit pour tout on ne peut mieux la nature.

Du reste, même en adoptant une définition de la Culture étroitement calée sur le périmètre d'intervention du Ministère en charge de ce domaine, les écarts entre les groupes sociaux, quels que soient les indicateurs pris en compte, apparaissent plus importants aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a trente ou quarante ans. Les enquêtes du ministère de la Culture sur les pratiques culturelles des Français nous apprennent ainsi qu'en 1973, plus de la moitié des ouvriers (54%) ne fréquentaient ni musées, ni monuments historiques, ni théâtres, concerts de musique classique ou spectacles chorégraphiques, pour ne retenir que des pratiques particulièrement emblématiques de l'univers des loisirs cultivés, mais qu'ils étaient 65% dans ce cas en 2008. D'une manière générale, la proportion de Français ne fréquentant aucun de ces équipements s'est sensiblement accrue dans la plupart des groupes socioprofessionnels, à l'exception des cadres supérieurs, dont le « privilège culturel » semble ainsi s'être

renforcé au fil du temps. Des écarts de même nature se manifestent dans le domaine de la lecture. Toujours selon la même source, les cadres supérieurs étaient ainsi en 2008 environ un tiers à lire au moins 20 livres par an, contre 21% chez les cadres moyens, 14% chez les patrons de l'industrie, de l'artisanat et du commerce et chez les employés, 7% chez les ouvriers et 5% chez les agriculteurs.

“ **En 1973, plus de la moitié des ouvriers (54%) ne fréquentaient ni musées, ni monuments historiques, ni théâtres, concerts de musique classique ou spectacles chorégraphiques, [...] ils étaient 65% dans ce cas en 2008.** ”

Le renforcement de ces écarts n'est du reste pas sans rapport avec l'accroissement des inégalités de nature économique, comme le montre l'examen sur longue période des données de l'INSEE sur les budgets de consommation des ménages. Alors que la part des dépenses consacrée à la culture et aux loisirs n'a cessé – au moins jusqu'à une période récente – de croître dans les classes supérieures, celle-ci demeure ainsi étroitement limitée, dans les ménages ouvriers, par le poids des dépenses contraintes (logement, combustible, etc.).

LE SAVANT, LE POPULAIRE ET LE MÉLANGE DES GENRES

Qu'en est-il alors de cette uniformisation des pratiques (et des goûts) dont les média de masse et l'industrie du divertissement seraient, nous dit-on, aujourd'hui les vecteurs ? En la matière il convient de ne pas surestimer la force de frappe d'une industrie dont la puissance demeure d'autant plus limitée que l'on s'élève dans la hiérarchie sociale. Rappelons, par exemple, que la télévision demeure aujourd'hui le seul bien dont le taux d'équipement est plus élevé dans les ménages ouvriers que dans les ménages de cadres (respectivement 97 et 92,5% en 2006, selon l'INSEE). Mais il faut pourtant sans doute se démarquer partiellement à cet égard de l'héritage de la philosophie critique de l'école de Francfort, prompte à considérer les classes populaires comme inévitablement et radicalement aliénées par la « consommation » passive des « produits » de l'industrie culturelle. Issu lui aussi du marxisme, le courant des *cultural studies*,

très florissant au Royaume-Uni, s'est de longue date employé à montrer les marges d'autonomie et de résistance dont disposent les dominés dans l'élaboration de répertoires culturels – ou plus exactement « contre-culturels » – qui s'appuient souvent sur un « braconnage » subtil des produits de l'industrie de la culture de masse, comme le montre par exemple l'histoire contemporaine de bien des courants de la musique populaire.

À l'opposé, on ne saurait se méprendre sur la signification sociale de l'éclectisme culturel aujourd'hui observé au sein des classes supérieures, et qui est parfois présenté comme la norme contemporaine de la « distinction » et du goût « cultivé ». La frontière qui sépare la culture savante de la culture populaire s'est certes sans doute brouillée, mais cela ne signifie pas que les frontières culturelles et les hiérarchies symboliques entre les groupes sociaux aient totalement disparu. Ces frontières sont peut-être même d'un certain point de vue plus brutales que ne l'était l'opposition du « savant » et du « populaire », car la norme d'éclectisme est sans doute plus résistante à la « bonne volonté culturelle » et au mimétisme « scolaire », pour citer de nouveau Bourdieu, que ne l'était la norme « savante » traditionnelle. Bref plus difficile à conquérir... et à contester.

Pour conclure, on voit bien le type de parallèle qui peut être établi entre ce qui s'observe – et ce qui se dit – au sujet des pratiques culturelles et au sujet des attitudes politiques. Dans un cas comme dans l'autre, on peut s'accommoder de l'idée qu'il y aurait, en gros, d'un côté des élites éclairées, tolérantes, ouvertes à la diversité (culturelle, esthétique, morale, politique, etc.) et de l'autre, des « masses » enfermées dans leurs petites singularités. Mais cette vision très essentialisante des rapports sociaux est évidemment largement aveugle aux déterminismes sociaux qui commandent l'accès aux biens culturels – comme aux biens politiques – dans un contexte où, par ailleurs, l'humeur nostalgique de celles et ceux pour qui toute entreprise de démocratisation culturelle est inévitablement vouée à se muer en une corruption de la « vraie » culture, bénéficie de puissants relais dans le débat public. L'émancipation par la culture demeure ainsi plus que jamais un enjeu pleinement politique. ■

*Philippe Coulangeon est sociologue. Il est directeur de recherches au CNRS.

NOUVEAUX TERRITOIRES DE L'ART, UN ATOUT POUR INNOVER

Dans ces espaces s'exprime une des tendances fortes de l'art actuel, le désir de faire de l'œuvre un lieu de prédilection de la rencontre entre les hommes.

PAR MICHEL DUFFOUR*

L'appellation « nouveaux territoires de l'art » renvoie à des expériences qui ont un fonds commun. Mais ces trois mots – fabriques, lieux alternatifs, espaces intermédiaires – peu importe, puisqu'il s'agit à chaque fois de donner à voir l'originalité et la pertinence d'actes artistiques cherchant à ouvrir des pistes jusqu'alors insuffisamment explorées.

DES EXPÉRIENCES NOVATRICES

Ces expériences ne sont pas sans passé. Les pionniers de la décentralisation théâtrale, je pense aux Dasté, Gignoux et autres, demeurent des défricheurs étonnamment jeunes ; c'est un peu cet état d'esprit, toutes proportions gardées, qu'on trouve dans ces nouveaux lieux qui se développent hors des institutions reconnues. Phénomène marginal ? Non. Car ce qui pousse des artistes, le plus souvent dans de jeunes structures ayant moins de comptes à rendre à des tutelles, à faire feu de tout bois pour s'adresser aux publics qu'on voit peu dans les circuits traditionnels, à transgresser les coupures entre disciplines, à explorer des voies neuves d'appropriation et de fonctionnement, devient un phénomène courant. C'est réjouissant et passionnant.

Il est primordial, dans un monde de plus en plus standardisé, de favoriser des espaces qui essaient « autre chose ». Mon propos ne s'inscrit pas dans le sillage des procès faits aux scènes labellisées ou au spectacle vivant tel qu'il a été promu par le ministère de la Culture. Un travail gigantesque a été accompli là en un demi-siècle. Aucun autre pays n'a offert autant de résistances aux pressions du marché et le grand nombre d'artistes venus du monde entier pour en bénéficier est une preuve parmi d'autres de la pertinence dont nos politiques publiques ont fait preuve. Mais l'évolution de nos sociétés et le poids des idées libérales

ont écorné le rêve d'une « démocratisation de la culture » par le haut et par l'offre qui devait ouvrir, pensait-on, sur un goût croissant de tous pour les créations artistiques les plus exigeantes. Nul n'a démerité mais des passions ont été asphyxiées ; les mouvements d'éducation populaire se sont étiolés.

« Les espaces pour inventer du commun, jeter des passerelles entre différentes formes d'expression, sont une exigence pour toute politique émancipatrice. »

Un besoin impératif de renouvellement s'est donc peu à peu imposé. Pas à la place de l'existant, mais à côté. C'est un des traits du paysage culturel actuel et c'est en cela que les nouveaux territoires sont un atout exceptionnel. Au cours de mon bref passage au ministère de la Culture, j'avais été interpellé par un écrit de Paul Virilio évoquant ces espaces intermédiaires comme « une sorte de cri pour retrouver la ville, le commun. » Le recensement opéré alors – rapport Lextraît – sur la densité de ces aventures atypiques fut pour moi une découverte. S'il est évident qu'existe parfois un décalage entre les réalités et les discours tenus, le grand intérêt de ces expériences est l'envie qui domine de bousculer la représentation du statut de l'artiste, de sa fonction sociale et des politiques culturelles pouvant en naître. Il existe là, sans que cela soit antagonique à d'autres approches, une des tendances fortes de l'art actuel, le désir de faire de l'œuvre un lieu de prédilection de la rencontre entre les hommes.

LES RAPPORTS AVEC LES POPULATIONS

Le choix qui y est fait de travailler sur plusieurs entrées, d'offrir une diversité d'approches aux populations les plus circonspectes, de jouer sur les croisements entre disciplines, de penser davantage aux rapports avec les populations qu'en ciblage de publics, le choix de faire cohabiter sans tomber dans la confusion le travail artistique avec des activités sociales ou associatives, la volonté enfin

sans céder en rien aux exigences de la création, d'écouter et de dialoguer dans un but d'appropriation de l'œuvre me semblent aller à l'essentiel des défis d'aujourd'hui.

Cette approche, qui est menée de manière plus ou moins convaincante selon les lieux, et qui n'est pas absente de ceux qui oeuvrent au sein des institutions, est une des clés de la « démocratie culturelle ». Il est évident que les inégalités frappent culturellement l'ensemble du champ social. C'est une plaie intolérable qui mine les rapports entre les individus. Celui qui n'a accès qu'aux *show* télévisés est diminué dans ses possibilités de penser, d'aimer et de résister. Mais il faut aussi admettre comme point de départ, à moins d'entériner les fossés existants, que chacun a ses représentations culturelles du monde, une sensibilité, des mots pour l'exprimer. On ne peut pas présupposer que les millions de gens qui ne vont ni dans les théâtres, ni dans les bibliothèques seraient incultes, aliénés à la marchandise, voués automatiquement à des stupidités télévisuelles.

« Il est évident que les inégalités frappent culturellement l'ensemble du champ social. C'est une plaie intolérable qui mine les rapports entre les individus. »

Il est donc réconfortant de voir des artistes, et c'est une pratique dominante dans les nouveaux territoires de l'art, s'intéresser aux représentations culturelles que les gens ont d'eux-mêmes et des autres, aux configurations symboliques qui les font agir ou subir, aux pratiques culturelles qu'ils développent en propre. Nicolas Bourriaud, qui fut directeur du Palais de Tokyo à Paris, a développé une belle métaphore sur la « pluie culturelle » ; constatant que n'importe quel individu est aujourd'hui confronté à une véritable pluie d'objets culturels et de signes, tout projet, pense-t-il, qui veut s'adresser au plus grand nombre, doit

s'efforcer, sans renoncement aucun, de ne pas balayer cette « pluie », de construire au contraire des rigoles, des dispositifs pour comprendre et capter les envies et s'en servir. C'est ainsi que des relations se nouent entre des publics nouveaux et des œuvres et que naissent des espaces de dialogue.

Ce désir de refaire avec d'autres la ville, de révolutionner les expériences de travail, offre la possibilité de dépasser une vision réductrice de la culture. La place de cette dernière dans la cité, dans la vie sociale, est désormais le cœur de l'évo-

lution de nos sociétés ; c'est là un enjeu politique fondamental. L'intervention citoyenne a besoin d'échanges, de confrontations, d'un langage créatif et commun. L'ancien maire de Rennes, Edmond Hervé, qui comme président de l'Institut des Villes poursuivit après 2002 le travail pour sauver les territoires de l'art de l'étranglement financier que la droite leur infligeait, affirmait que ces innovations permettaient de réunir les conditions d'une interpellation transversale de l'économique, du social, de l'éducatif et de l'urbain. Les espaces pour

inventer du commun, jeter des passerelles entre différentes formes d'expression, sont une exigence pour toute politique émancipatrice. Les nouveaux territoires de l'art sont de solides points d'appui pour relever ce défi. La droite au pouvoir n'en est pas venue à bout. Ces lieux de résistance aujourd'hui relèvent la tête et attendent avec raison les moyens de remplir leurs missions. ■

***Michel Duffour** a été secrétaire d'État PCF au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle de 2000 à 2002.

LA CULTURE À L'ÈRE MÉTROPOLITAINE

Comment prendre en compte l'art et la culture dans les politiques territoriales, réinterroger le rapport droit commun/droit spécifique, repenser les morphologies et les périmètres des géographies prioritaires.

PAR NAWEL BAB-HAMED*

Lors de cette dernière élection présidentielle, un vif débat avait animé le Front de gauche sur la question de la politique de la Ville. Il y avait ceux qui prônaient la disparition du ministère de la politique de la Ville au nom de l'universalité du traitement social des citoyens et il y avait ceux qui prônaient la prise en compte des identités sociales et spatiales et culturelles dans leurs rapports à la ville. Mais tous avaient pour objectif une politique qui « pense le changement au lieu de changer le pansement ». Le projet d'une VI^e République venait englober cette finalité en posant la question de l'horizontalité de l'intervention de l'État qui permettrait aux citoyens de « prendre le pouvoir » sur leur parcours de vie. Une part non négligeable de ce débat concernait les politiques culturelles : Démocratie ? Démocratisation ? Il s'agit, historiquement, d'une prise en compte de l'art et de la culture dans les politiques territoriales. L'action culturelle fut progressivement mobilisée par l'action publique au côté des droits fondamentaux (emploi, logement, santé, éducation, mobilité) pour veiller à l'égalité qui fonde notre République.

Les géographies prioritaires rendent certes visibles bien plus qu'ailleurs les situations d'exclusion et de précarité sociale et culturelle, mais celles-ci ne représentent qu'une partie de l'iceberg. De plus, nous sommes dans une phase où la logique structurelle de l'intervention publique

change. L'Europe de l'austérité rend les acquis sociaux de plus en plus vulnérables et opère un décrochage social durable. Parallèlement, avec les réformes territoriales, l'effort est centré non pas sur la réduction de l'écart entre des quartiers prioritaires et le reste de la ville, mais sur l'interconnexion des centralités entre elles. C'est un « nouvel ordre » dans l'organisation de l'espace urbain qui s'opère : conception discontinue des territoires, mise en réseau des élites et des technopoles, spécialisation fonctionnelle des territoires, interdépendance sélective. Nous sommes à l'ère métropolitaine.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE CULTURE DES PÔLES MÉTROPOLITAINS

Selon le titre d'un colloque organisé par l'association des maires des grandes villes de France, les métropoles sont au « tournant des politiques culturelles ».

Dans les statuts des pôles métropolitains officiellement arrêtés au 1^{er} juin 2012, la culture fait partie des compétences énumérées par l'article 20 de la loi RCT du 10 décembre 2010 puisqu'il s'agit de coopération intercommunale « en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture ». Il apparaît aussi dans les rapports communautaires, la volonté de faire émerger le sentiment d'appartenance métropolitain. Ainsi, le modèle métropolitain inspire, pendant que le modèle européen expire mais le modèle de « la concurrence libre et non faussée » reste le même. Les politiques culturelles engagées sur un

territoire en processus de métropolisation ont l'obligation d'être structurantes. Elles se trouvent face à un double enjeu : celui de la cohérence avec d'autres stratégies publiques, et celui du déploiement des projets culturels pour des territoires plus étendus et plus hétéroclites.

Pourtant cette nouvelle compétence est quasiment occultée du débat démocratique actuel sur les métropoles. Plus exactement, le monde culturel est mis devant le fait accompli puisque cette compétence est confinée dans une approche utilitariste, dépendante du développement économique, inscrite dans les « pôles de compétitivité », liée à l'attractivité financière et touristique des grandes villes, déclinée dans les industries créatives au côté de la mode et du *design*. La promotion des activités culturelles aurait donc pour but d'attirer les investissements économiques, l'implantation d'entreprises, l'attraction touristique et le renouvellement de sa population. Quelles classes sociales attire-t-on ainsi ? dans quelles conditions s'insèrent-elles localement ?

À l'évidence, la métropolisation des politiques culturelles engage le changement d'échelle qui réinterroge le rôle des équipements et manifestations d'intérêt métropolitain. Elle vise à mutualiser les coûts, à réguler les concurrences internes d'une part et se mettre en concurrence avec ceux des autres métropoles nationales, européennes et internationales d'autre part. Ainsi, le transfert des grands équipements à l'échelon métropolitain pose des questions fondamentales : quelles mises en réseau pour quelles dynamiques culturelles structurantes ? pour quelle identité des territoires ? Est-il envisagé des coopérations entre centralités et périphéries ? Quelle conception de la proximité ? Quelle serait la valeur ajoutée du modèle métropolitain ? Au plan local, les politiques culturelles

doivent appréhender ce nouvel échelon puisqu'il nous conduit à réinterroger le rapport droit commun/droit spécifique, et, par là, à repenser les morphologies et les périmètres des géographies prioritaires.

L'ensemble de ces projections nous oblige à penser l'art autant par le prisme de la complexité sociale et spatiale de cette nouvelle configuration en marche, qu'en termes culturel et financier.

Nous devons, donc, aller au-delà du « mythe fondateur » de ce nouveau territoire promis : mener une politique cul-

turelle c'est se donner les moyens de prendre connaissance des enjeux et anticiper sur les nouvelles politiques culturelles des grandes villes régionales, du quartier à la métropole, en posant la question précise de ce que pourra être l'aide à l'expérimentation, à la création, à la diffusion, qu'il s'agisse de professionnels ou d'amateurs.

Si la gauche partage le postulat que l'art se pense à la fois dans sa relation avec la société qui le produit et dans les relations sociales qui se jouent à travers lui, le réduire à un instrument de pouvoir ou

le limiter à « l'accès à l'art » (faisant fi de l'influence de la société sur son expression) serait fatalement destructeur voire autocratique. Alors, il devient urgent d'identifier démocratiquement les enjeux culturels contemporains et de verser au débat politique les finalités et les garde-fous de ce processus de métropolisation de l'intervention artistique dans la « Métro-Cité ». ■

*Nawel BAB-HAMED, est conseillère municipale (PCF) déléguée à la culture de la mairie du 1^{er} arrondissement de Lyon.

QUAND JE SERAI GRAND, JE SERAI INTERMITTENT !

L'intermittence en soi ne saurait suffire à déterminer un « statut ». Elle n'est qu'une adaptation d'un mode particulier d'exercice du travail à la situation générale.

PAR JEAN-JACQUES BAREY*

Nous avons tous rencontré un jour un enfant qui nous a dit : « Quand je serai grand, je serai comédien ! ». Ou danseur, ou pianiste, ou même ingénieur du son ou costumier(e). Je n'en ai pas encore rencontré qui m'ait dit : « Quand je serai grand, je serai intermittent ! ».

Pourtant, et notamment depuis une dizaine d'années et le conflit de 2003 consécutif à la « réforme » des annexes 8 et 10 de la convention UNEDIC et la signature d'un nouveau protocole entre le patronat et les organisations syndicales de salariés, les luttes intenses de l'été 2003 ont fait entrer le mot dans la langue, sans autre précision. L'intermittent est devenu la figure obligée du travailleur du spectacle. Si bien qu'il n'est pas rare, y compris chez les intéressés eux-mêmes, d'entendre parler du « statut d'intermittent » : « Je viens enfin d'obtenir mon statut... », formule qui signifie que le salarié a enfin réussi à travailler suffisamment longtemps pour entrer dans le système, et y demeurer. On entend plus rarement dire : « J'ai enfin obtenu mon statut de précaire »... Le terme est devenu comme un référent identitaire, en quelque sorte en creux. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir ce régime spécifique d'assurance-chômage tenir lieu de « carte d'identité professionnelle » à ses bénéficiaires ! Un genre de « statut de l'artiste » par défaut en quelque sorte.

Il y a au moins deux grandes familles d'artistes : les interprètes et les auteurs. Les

premiers sont comédiens, danseurs, musiciens instrumentistes, artistes de variétés... Les seconds sont écrivains, compositeurs, plasticiens... Ils sont auteurs. On les qualifie souvent de « créateurs ». Nul ne conteste que les uns et les autres soient des travailleurs, désireux de vivre de leur métier, de gagner correctement leur vie, de bénéficier d'une couverture sociale décente. Il n'en reste pas moins que nous avons affaire à deux statuts très différents : le statut de salarié et le statut d'auteur.

Toutes les batailles des travailleurs du spectacle, depuis des décennies, visent à ce que leurs droits sociaux soient les mêmes que ceux des autres travailleurs, ou qu'ils y tendent, qu'il s'agisse du droit à un contrat de travail, à une protection sociale digne, à une formation professionnelle continue, à des congés payés... bref, à des droits communs à ceux des autres salariés. L'intermittence en soi ne saurait suffire à déterminer un « statut ». Elle n'est qu'une adaptation d'un mode particulier d'exercice du travail à la situation générale.

BLOCAGES ET IMPASSES DE L'INTERMITTENCE

Pierre-Michel Menger dans son dernier ouvrage (*Les intermittents du spectacle, sociologie du travail flexible*), nous donne les derniers chiffres disponibles : en 1992, les « intermittents » étaient 61 583. En 2007 ils étaient 137 307 (soit 223 %). Pendant ce temps le volume de travail mesuré en milliers d'équivalents-jours, est passé de 4 947 à 9 157 (soit 185 %) : le volume d'emploi croît beaucoup plus lentement que le nombre de travailleurs concernés. Un autre chiffre est encore plus paradoxal : le nombre

des contrats de travail, dans cette même période, croît de... 460 % ! Comment interpréter cela ? Plusieurs raisons :

- Un nombre croissant de jeunes gens souhaite exercer un métier artistique. On peut s'en réjouir. Mais l'offre de travail ne suit pas. Ces activités sont étroitement tributaires de l'intervention publique. Or, à part la réelle progression des budgets culturels des collectivités, progression qui elle-même se ralentit brutalement, les budgets culturels stagnent.

“ **Le « non-travail » d'un artiste interprète ou d'un collaborateur de création, technicien ou autre, n'est pas une période d'inactivité.** ”

- Les employeurs, profitant de l'aubaine du CDD d'usage, en profitent pour morceler à l'infini, à des fins d'« optimisation » des plannings, les contrats de travail, d'où la croissance exponentielle de ces derniers.
- La « permittence » n'a pas été jugulée. Qu'est-ce donc ? Il suffit de déclarer comme « intermittents » des salariés travaillant à l'année, à temps plein, chez un employeur unique. En effet pourquoi salarié quelqu'un 7 jours sur 7 si l'ASSEDIC peut en prendre en charge 4 ? C'est cynique ? Oui. C'est possible, sinon permis. On trouve ça partout, y compris chez les sociétés de l'audiovisuel public, les centres dramatiques nationaux, voire certains théâtres de villes même communistes. La résorption de cette crise chronique est un casse-tête dont personne ne voit la sor-

tie. Il est pourtant rapidement possible, au prix de quelques mesures réglementaires simples, de corriger ces dérives. On peut interdire l'usage du régime des annexes 8 et 10 pour certaines fonctions par essence permanentes. On peut aussi pénaliser de façon dissuasive les entreprises qui abusent du système, par exemple en jouant sur les taux de cotisations (un genre de bonus-malus), ou sur les subventions publiques. Il suffit d'un peu de volonté politique.

Enfin, on ne sortira pas durablement des « crises » qui affectent le régime de l'intermittence en se bornant à résorber des abus, resserrer encore le champ d'application ou réduire les prestations. Nul n'ignore que la consolidation du régime, depuis 1983 et ensuite, a concouru à faciliter l'entrée dans les professions du spectacle de nombre de jeunes professionnels, a permis à des centaines d'équipes artistiques, notamment dans le spectacle vivant, de se professionnaliser, et a par conséquent mis sur le marché du travail des milliers de jeunes artistes et techniciens. On ne saurait contester une telle dynamique, qui a correspondu à une période d'accroissement important des budgets culturels de l'État, puis des collectivités territoriales. Aujourd'hui la part de l'intervention publique (État, toutes administrations et collectivités territoriales, tous niveaux confondus) est d'environ 14 Md€, soit moins de 0,7 % du PIB, quand la dépense culturelle totale (pouvoirs publics, entreprises et particuliers) est de l'ordre de 80 Md€, soit 4 % du PIB environ. Notons au passage que la plupart de ces nouveaux emplois, avec la complicité des tutelles, ont largement profité de l'effet d'aubaine des annexes 8 & 10, et fort peu à l'emploi durable. Un directeur de CDN me racontait, alors qu'il procédait à la création d'un atelier de construction de décors pour son théâtre, et créait dans un premier temps

deux emplois permanents de techniciens qualifiés, qu'il s'était fait tirer les oreilles par la DRAC (direction régionale de l'action culturelle) au prétexte qu'il aurait pu recourir à l'intermittence...

QUELLES SOLUTIONS ?

On ne réformera pas durablement l'intermittence si on ne revisite pas à fond les conditions d'exercice des métiers. On ne peut plus longtemps supporter que l'augmentation du volume de travail, réelle ces trente dernières années, se traduise par une augmentation plus grande encore du chômage et de la précarité. Il est inacceptable que l'intermittence, mode d'exercice inévitable, quoique non exclusif, des professions du spectacle, soit devenue une absence de choix.

Le « non-travail » d'un artiste interprète ou d'un collaborateur de création, technicien ou autre, n'est pas une période d'inactivité. Le danseur poursuivra l'entretien de son corps, plusieurs heures par jour ; le pianiste continuera à faire ses gammes ; le metteur en scène mettra à profit cette période de calme pour lire des textes ou réfléchir à son prochain projet ; l'éclairagiste, le machiniste ou le technicien du son se formera, visitera les salons professionnels, testera les nouveaux matériels ; etc. Le « chômage » des travailleurs du spectacle est le plus souvent une période d'intense activité. On estime que le « nouveau protocole » de 2003 a provoqué l'éviction du métier de plus de 20 000 professionnels par an, parmi les plus fragiles, même si le choc a fini par se lisser à la longue. Qui peut oser dire que c'est un « progrès » ?

Après avoir analysé les blocages et les impasses du système, force est de constater qu'on n'en sortira qu'en créant de l'emploi permanent. Dans l'audiovisuel, la

résorption de la précarité devra porter sur tous les métiers qui n'ont aucune vocation à être « intermittents », et dans le spectacle vivant on développera les politiques dites de « permanence artistique ». Cela passe par un accompagnement suivi des pouvoirs publics, y compris financièrement. Si les études sur les « Pratiques culturelles des Français » de ces dernières décennies font apparaître une relative stagnation des publics, notamment du spectacle vivant, il est clair que les expériences de « permanence artistique » se sont toutes traduites par un élargissement durable des publics et créatrices d'emploi. Reste à consolider ces créations d'emploi en les rendant en grande partie pérennes. Exemple quasi-unique en France : le TNP de Villeurbanne, où Christian Schiaretta, poursuivant l'expérience engagée lorsqu'il était directeur de la Comédie de Reims, a reconstitué une troupe permanente, aujourd'hui composée de 14 artistes. Quelques Centres dramatiques et chorégraphiques commencent timidement à s'engager sur ce chemin.

Le seul gisement d'économies en matière d'intermittence est dans la création d'emplois permanents. Développer une politique audacieuse d'emploi permanent, artistique et technique, dans le spectacle, des milliers d'artistes et de techniciens sortiront par le haut du système, verront leur emploi consolidé, leur travail pérennisé et leur fonction sociale confortée. Les citoyens-spectateurs, actuels ou potentiels, verront les équipes artistiques de leur territoire en situation d'assumer leur fonction de « laboratoire du symbolique » et de « partage du sensible » au service de l'ensemble du peuple. ■

*Jean-Jacques Barey est opérateur culturel. Il est co-animateur du collectif Culture du PCE.

L'ART DE L'IMPÉRIALISME

Si l'art moderne était intimement lié aux luttes du prolétariat, en revanche, l'art contemporain propose, impose l'inverse. L'humanité est née dans sa qualité de créatrice exclusive de toute réalité historique, culturelle.

PAR SAMUEL ZARKA*

Considérons l'art contemporain dans sa genèse. Alors sa trajectoire n'est pas réductible au vol de l'art moderne par New-York, mais consiste aussi et surtout en la production progres-

sive d'une structure internationale d'exploitation de la main d'œuvre artistique. Dans cette structure, l'artiste est producteur individuel et, comme de bien connu, l'œuvre d'art est marchandise. Ce faisant, l'artiste produit des pièces dont la vente est assurée par le distributeur : le

galeriste. Le marché est capitaliste, la plus-value est opérée sur la vente. S'il y a production de série, c'est la bonne vieille manufacture qui prévaut, avec extraction de plus-value sur la base du travail des assistants de l'artiste. L'artiste, lui, devient patron.

Mais l'artiste est aussi chef de projet : il postule, et dans le meilleur des cas, intègre une partie de sa production à la réalisation d'expositions personnelles ou collectives, commanditées par l'institutionnel, public ou privé. S'il est payé, c'est à la commande, l'institution acquérant sa production. Ce faisant, il

construit, entretient sa cote sur le marché, corollaire du débouché en galerie. Pour accéder à la vente en galerie ou à la commande institutionnelle, il s'agit de sortir de la marée des artistes... sans galariste. D'ici là, un gagne-pain, ou le chômage... et les expositions « gratuites ». À ce propos, rappelons que le statut d'intermittent ne s'applique pas à la profession d'artiste plasticien.

En outre, une raison spécifique à l'art implique que la disproportion entre artistes chômeurs et précaires d'une part, et artistes honorés par les institutions et maisons de vente d'autre part, prenne un relief remarquable : la paupérisation d'une masse d'artistes légitime, à l'autre extrémité des revenus, le prix des productions de quelques génies.

“ **L'institutionnel commande et diffuse les expressions artistiques les plus adéquates à la persévérance de ses représentations.** ”

L'exploitation commerciale se double alors de l'aliénation la plus intense : pour être reconnu, il faut exprimer ce qui est reconnaissable du point de vue de l'institutionnel.

« Quand les attitudes deviennent forme » affirmait le titre d'une exposition fondatrice de l'art contemporain en 1969. La réalité de l'art nouveau ne pouvait être mieux énoncée : par son comportement, il faut exprimer l'idéologie.

Et pour cause, l'institutionnel commande et diffuse les expressions artistiques les plus adéquates à la persévérance de ses représentations. L'aliénation est donc retorse : l'artiste doit assumer la liberté la plus radicale, celle du Créateur (substitut de la mort de Dieu) tout en conformant sa production aux représentations de ses commanditaires. Quel paradoxe !

LE STYLE CONTEMPORAIN

Exprimer l'idéologie. Par une pratique sacramentelle... ou à l'opposé : transgressive. James Turrell ou Joseph Beuys.

De fait, l'art international de marché se développe selon cette double voie : sacralisation et transgression. En première approche, ces deux tendances semblent séparées par le plus grand écart possible. Pourtant ces deux tendances expriment la même dynamique : la *Reconquista* que la bourgeoisie entame à partir des années 70 aux États-Unis, en Europe, au-delà,

contre les acquis du siècle précédent. Les deux tendances de l'art contemporain illustrent cette reconquête.

D'une part, le sacré place l'art au-dessus ou au-delà du politique : il pose l'art en valeur transcendante, absolue, refuge, surtout indépendante de l'histoire politique et sociale. Au-delà de l'émancipation il y a... l'art. D'autre part, la transgression fait de l'art la proue des « nouvelles luttes », sociétales, qui promeuvent la multiplication de conflits parcellaires, marginalisant la lutte portant sur l'émancipation des travailleurs comme classe.

Le caractère commun à l'une et l'autre tendance de l'art apparaît : le déni de lutte de classes.

Aussi, ces deux côtés ne sont pas statiques. Ils s'engendrent réciproquement, à l'infini. Le sacré devient la transgression, la transgression le sacré. L'art dégagé devient l'art engagé, l'art engagé l'art dégagé. D'un Buren à l'autre.

Bref, la reconquête substitue le signe au sens, l'intéressant au beau. Contre le resenti : l'hégémonie du discours. Un discours qui permet de promouvoir une culture hyper-sélective. En fait, ségrégative. Car elle ne se développe que par fréquentation de l'entre-soi, du mondain, par le partage des représentations les plus homogènes à la persévérance de la bourgeoisie dans ses croyances et son mode de vie.

Quel raffinement alors, dans l'aliénation du public. Tandis qu'il agglomère les composantes les plus diverses du salariat, l'idéologie lui dénie toute qualité de créateur. Par métonymie, c'est l'humanité qui est niée dans sa qualité de créatrice exclusive de toute réalité historique, culturelle. Cela au profit de l'unique, du seul, de l'artiste. Qu'en dire lorsque celui-ci n'a fait qu'assembler ce que d'autres ont produit ? Mais l'aliénation du public n'en est qu'à ses prémices. C'est par sa présence dans l'exposition, qu'à son corps défendant, il parachève son aliénation : il cautionne

alors la dynamique de la cotation et, en dernière instance, le prix attaché à ce qui est exposé (et qui le nie comme créateur). Cependant le public déambule dans les couloirs et galeries de l'art contemporain. Est-il muni du bon code de la route ? La signalétique se fonde sur la rumeur selon laquelle Marcel Duchamp aurait affirmé que tout peut être art. Proposition dont ceux qui la professent montrent qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent.

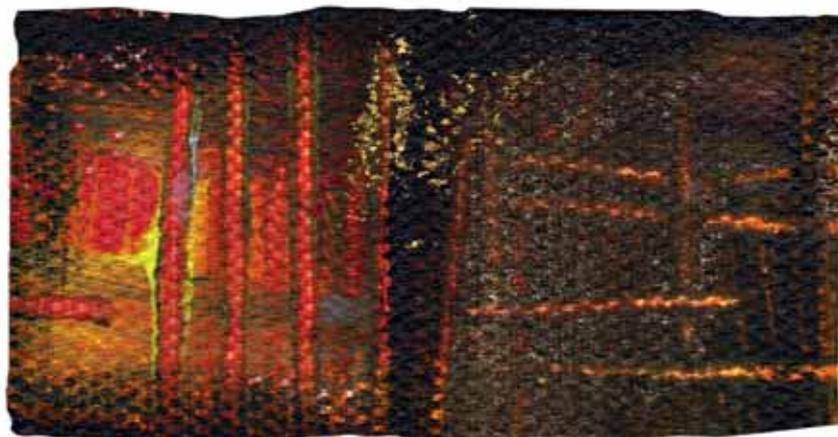
Trissotin puise dans des précis de citations ce qu'il convient de dire à Madame. Il en ressort un discours repris par mille sophistes aux quatre coins de la planète. Par leurs thèses et réfutations, ordres et contre-ordres, ils multiplient les emphases, soutiennent des courants, déclenchent des polémiques, selon une dynamique spéculative qui, s'autonomisant, mime la spéculation financière.

Si, de Courbet à Siqueiros, de Maïakovski à Picasso, l'art moderne était intimement lié aux luttes du prolétariat, en revanche, l'art contemporain propose, impose l'inverse : un grand renfermement dans le cube blanc, un glacis du temps. Il est contemporain, jamais.

À l'intérieur du cube, cela s'agite comme dans une boule de Noël, tourne en kaléidoscope, s'évapore en bulles de savon. La comédie de Molière se maintient dans une fantasmagorie continuée, réduisant l'histoire à celle que racontent les monographies d'exposition. Le comique de la situation réside dans le degré d'aliénation nécessaire pour assumer chaque jour, dans le déni d'histoire, d'être la crème de l'histoire. ■

Retrouvez la seconde partie de cet article. La libération de l'artiste sur le site du livre Art contemporain : le concept - <http://artcontemporain-leconcept.net>

***Samuel Zarka** enseigne la philosophie des médias à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Liège.



ACCÉDER À L'ARBITRAIRE DU SIGNE

Exercer l'art avec plus de justice sociale dans une société plus démocratique. Agir dans les venelles vers l'émancipation est le contraire de la financiarisation.

PAR JACK RALITE*

Le 1^{er} août 2007, dans sa lettre de mission à Christine Albanel, ministre de la culture, le président Sarkozy lui recommandait entre autres une démarche : veiller à ce que les crédits ministériels du spectacle vivant aillent bien à des œuvres correspondant aux demandes de la population.

“ **Je rêve de mettre en scène des œuvres théâtrales dont le public quand il les rencontrera ne sait pas encore qu'il va les aimer.** ”
Jean Vilar

Le nouveau président de la République engageait là une politique où « l'œuvre d'art est affaire du suffrage universel ». Cette question traverse l'histoire du théâtre et interdit, en tout cas futile, une véritable politique de création artistique singulièrement de création théâtrale, démarche impliquant l'obsédante question du public.

Je souhaite évoquer une expérience vécue au delà de ce que disait Jean Vilar de la programmation du Festival d'Avignon qu'il avait créé en 1947 : « Je rêve de mettre en scène des œuvres théâtrales dont le public quand il les rencontrera ne sait pas encore qu'il va les aimer ».

ÊTRE OUVERT AUX VOIX ET VOIES INCONNUES

Il y a quelques années, je suis saisi d'une demande d'un sculpteur de se voir prêter le temps d'une exposition une sculpture achetée par la ville d'Aubervilliers en 1947 au Salon d'automne. Maire d'Aubervilliers, je n'avais jamais vu cette œuvre, ni su même qu'elle existait. Le sculpteur m'envoie le document d'achat de son travail par la ville. Je me suis mis à chercher et après beaucoup d'interrogations d'habitants d'Aubervilliers à la Libération, j'ai retrouvé non pas la sculpture, mais sa mémoire et le sort qu'elle avait connu. Elle représentait « la maternité ». Mais la forme en était audacieusement nouvelle et le quartier où elle avait été installée devant une école maternelle ne l'accepta pas. Le traitement de la femme heurtait les habi-

tants et le maire d'alors décida de la déposer dans un petit jardin intérieur d'un établissement scolaire où elle serait protégée, mais inaccessible à la vue. Le temps passa et l'œuvre fort belle, taillée dans un tissu de plomb, fut petit à petit abîmée par les intempéries, certaines soudures lâchant et différentes parties tombant sur le sol connurent le sort dramatique des ordures ménagères. Le regard hermétique au nouveau et sans tendresse devant des formes inconnues avait condamné la sculpture. Ce fut la mort d'une statue.

Lors de son prix Nobel, Saint-John Perse parla de la poésie comme d'un « luxe de l'inaccoutumance ». Jean-Luc Lagarce disait « une société, une cité, une civilisation qui renonce à sa part d'imprévu, à sa marge, à ses atermoiements, à ses hésitations, à sa désinvolture... est une société qui se contente d'elle-même ». Elle refuse l'inattendu, le nouveau, l'étrange, (ajoutez un « r » et ça fait étranger), elle s'immobilise, s'ossifie, perd sa fraîcheur, sa fragilité, son feu. « Dès qu'un art se fige il meurt » disait Jean Vilar en 1952, ajoutant en 1966 : « Le chemin du milieu est celui qui ne mène pas au festival d'Avignon ». D'ailleurs en 1967, il réinventa le Festival d'Avignon, en rompant avec les programmes devenus habituels, en mêlant au théâtre la danse, le cinéma, le chant, la littérature, il appliqua avec audace cette idée d'Aragon « se souvenir de l'avenir ». Je me rappelle d'une de ses boutades expliquant son renoncement au TNP qui était son œuvre : « Les spectateurs en étaient arrivés à s'applaudir eux-mêmes ». Il y a là une règle d'or et il n'est pas d'époque où il ne faille se mettre debout et enrager pour défendre cette façon de voir : être ouvert aux voix et voies inconnues. « Provoquer, surprendre, réveiller, irriter même, liberté de création », telle était la pratique de Vilar. On est loin de « la culture comme œuvre de bonne volonté individuelle », « du consommateur roi », de « la culture unanimiste ».

C'est alors que Jean Vilar me chargea de réunir les responsables politiques élus par les collectivités et les artistes travaillant et créant dans les communes. Le débat eut lieu les 27 et 28 juillet 1967, il fut vif, il n'y eut pas de pensées molles, mais des pensées drues. C'était un affrontement entre

le réalisme de nomenclature et le réalisme expérimental. C'était une illustration de la remarque d'Aragon : « Il n'a jamais suffi à l'art de montrer ce qu'on voit sans lui » et du propos d'Apollinaire : « Quand l'homme a voulu imiter la marche il a créé la roue qui ne ressemble pas à une jambe ». En fait, la création qui est une vue, une réflexion, une transposition, une découverte de la réalité, est dans un premier temps reçue comme blasphémateur de cette réalité.

Et ce qui se passait en 1967 n'est pas effacé aujourd'hui. Il y a même aggravation à proportion de l'envahissement des programmes fabriqués par les industries culturelles marchant à la rentabilité, allant au nombre, fabriquant ce qu'on appelle « la culture de masse ». Aujourd'hui la vie artistique est agressée par ce phénomène que j'ai rencontré à l'état pur et naïf dans une ville du 93, Blanc-Mesnil, où quelques rares responsables de cette ville trouvaient que le théâtre local n'ayant pas plus de 50 % d'habitants de la ville dans sa fréquentation n'était pas justifié et qu'il fallait voir autrement. Au cours de la réunion pour examiner notamment cet argument, j'ai posé la question : « Combien avez-vous d'abstentionnistes aux élections dans votre ville ? ». Réponse : 50 % environ. Moi : « Alors vous avez décidé de supprimer le suffrage universel ? ». Un rire salvateur conclut cet épisode.

L'ESPRIT DES AFFAIRES L'EMPORTE SUR LES AFFAIRES DE L'ESPRIT

Mais l'idée est tenace et revient sans cesse. Elle est renforcée par l'envahissement du marché dans le domaine culturel, par sa financiarisation et par des fatalités qui pour avoir une nuance comique sont très opératives : Le visiteur du soir de l'Élysée, Alain Minc, n'a-t-il pas dit : « Le marché est naturel comme la marée » ? Et Alain Madelin : « Les nouvelles technologies sont naturelles comme la gravitation universelle ». Or, le marché et les nouvelles technologies sont des inventions humaines pour s'en servir. En les chosifiant, leurs laudateurs les naturalisent et dans un même mouvement font de leurs inventeurs – des hommes et femmes – des êtres subsidiaires, des invités de raccords. C'est le monde à l'envers, c'est l'esprit des affaires l'emportant sur les affaires de l'esprit. C'est le « chiffage » des « gestionnaires » culbutant le « déchiffage » des « créateurs », c'est la financiarisation qui pénètre tout et impose son vocabulaire. Tout cela a des répercussions sur le travail des créateurs, des publics et au lieu de contribuer à les faire se rencontrer, les éloi-

gnent les uns des autres. Le travail dans ce domaine comme dans tous les autres est malade du management, ceux qui le font y respirent mal et voient prolonger cette mauvaise respiration dans le temps des loisirs rendant difficile la rencontre entre créations et publics. Il n'y a pas de perfusion culturelle à l'extérieur du travail malade.

On ne nous parle que d'utilité (avec l'esérance d'en faire de l'utilisable), que de compréhensible (après avoir abîmé la faculté d'étonnement, de penser, d'imaginer de chacune, chacun), que d'économie (sous direction du ciel bancaire et des jeux ténébreux du profit). On ne nous parle en fait que de médiocrité comme si c'était le destin obligé des hommes et des femmes alors que l'on devrait se parler et agir selon la belle expression du peintre chilien José Balmès : « en se compromettant avec la personne humaine ».

TRAVAILLER POUR L'ART ET SA RENCONTRE AVEC LES PUBLICS

C'est un travail inouï. Il ne faut pas avoir peur de dire, de faire, d'être affectueux, de considérer – surtout, dans ces temps de tourmente – que travailler pour l'art et sa rencontre avec les publics c'est faire des investissements de haute mer, des investissements humains et non cette incroyable consigne impérative, cette tyrannie rentabilisatrice extraite du rapport Jouyet-Levy sur « L'Immatériel » remis au minis-

tre de l'économie en 2006 : « Il convient de traiter économiquement le capital humain ».

Pierre Soulage dit : « L'art donne forme à l'inachevé ». Pierre Reverdy écrit : « La science découvre et dévoile peu à peu ce qui est. L'art créé d'un seul coup, d'après ce qui est, ce qui n'était pas », Christa Wolf commente : « Le sentiment éprouvé dans l'expérience artistique nous permet d'imaginer ce que nous pourrions devenir ». Écoutez Aragon : « En entendant chanter Fougères, l'héroïne de *La mise à mort*, j'apprends, j'apprends à perte d'âme » et Foucault : « On écrit pour se dépandre de soi-même ».

Comment ne pas mêler ces voix de poètes à celles de scientifiques concernant l'homme, la femme, les publics. « L'homme est plein à chaque minute de possibilités non réalisées ». « Les hommes et les femmes peuvent se retrouver une tête au-dessus d'eux mêmes » (Vygotski), « La vie est habituellement en deçà de ses possibilités mais se montre au besoin supérieure à sa capacité escomptée » (Georges Canguilhem), « Au travail contrairement aux apparences on ne vit pas dans un contexte, on cherche à créer du contexte pour vivre » (Yves Clot).

Cette mêlée précieuse est un pouvoir d'agir dans les venelles vers l'émancipation, le contraire de la financiarisation. Elle me fait penser à ce garçonnet, à cette fillette qui apprennent apparemment si facile-

ment à nommer leurs premiers jouets, train, wagon, locomotive avec leur papa, leur maman. Arrive l'école et l'écriture de ces mots. L'enfant est stupéfait que le train qui est long soit désigné par un mot court (5 lettres) et le locomotive qui est courte le soit par un mot long (10 lettres). L'institutrice qui me rapportait cette histoire ajoutait : « Mon travail est d'aider l'enfant à "accéder à l'arbitraire du signe" ». Dans un rapport de 1987 : *Projet pour le Théâtre de la Comédie de Genève* écrit par Matthias Langhoff on lit ceci : « Un bon directeur de théâtre ne doit pas mettre ses efforts au service d'une prise de décision majoritaire et démocratique. Son travail tout comme son être doivent être animés par un tel esprit d'ouverture et de curiosité que les décisions qu'il sera appelé à prendre permettront à chaque individu de se développer et de s'épanouir au maximum [...] L'art n'est pas démocratisable ; on pourra seulement l'exercer avec plus de justice sociale dans une société plus démocratique [...] Les subventions ne sont pas là pour que le théâtre existe mais pour que la population puisse goûter au meilleur théâtre [...] ». ■

Extraits d'un entretien consacré à Jean Vilar publié dans *l'Humanité*, reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

***Jack Ralite** est ancien ministre (PCF) et maire honoraire d'Aubervilliers. Il a fondé les États généraux de la culture.

ARAGON, L'INTIME ET LE POLITIQUE

« Où cela commence, où cela finit-il, moi ? »

Notre temps tente de reconsidérer les rapports de l'individualité avec la politique. Nul n'accepterait plus une « discipline de parti » où les subjectivités ne trouveraient leur place.

PAR OLIVIER BARBARANT*

Cette conquête, dont on peut se réjouir, se double cependant d'une difficulté : il reste à penser un groupe véritable, qui ne s'émiette pas en singularités inefficaces. Dans le domaine littéraire, cette inflexion se traduit par une reconsidération de la dimension politique de l'écriture. Pour ne plus la confondre avec l'écriture partisane, l'on met plutôt en avant une perception de l'Histoire au ras des subjectivités. Ainsi Jacques Rancière montre-t-il comment c'est en étant pleinement littéraire qu'elle travaille à inventer un

« partage du sensible » (*Politique de la littérature*, Galilée, 2007). Le *Journal du dehors* (Gallimard, 1993) d'Annie Ernaux prend la mesure de la réalité politique en recueillant des aperçus personnels, des choses vues ou entendues dans le RER. C'est par le retentissement intérieur de quelques phénomènes (une conversation, un comportement) qu'on entrerait au plus profond de l'époque, en évitant les discours à la fois superficiels et grossiers qui proclament un « nous » indéfini, et distribuent des slogans. Loin des trajectoires prédéfinies, d'une mise en scène militante, on s'y met à l'affût de ce que le monde nous dit, que l'écriture dévoile, cerne,

donne à voir. Pas de sens du monde, que l'écrivain détiendrait, mais une sensibilité au réel. L'écriture pourrait aussi brouiller les identités, les catégories, contester les représentations figées, et en cela rouvrirait, sans fanfares ni sentiment de tenir le volant de l'Histoire, au domaine du possible.

L'ANCRAGE DU POLITIQUE

S'il a un pied dans la vision politique du XIX^e siècle (le Hugo des *Châtiments*, le poète détenteur des premières lueurs de l'avenir), s'il a pratiqué toutes les poétiques, je me demande cependant si Aragon ne nous aurait pas aussi, dans ces sortes d'explorations en partie précédés. À côté des quelques salves directement militantes, l'ancrage du politique se fait chez lui au cœur de la personne, au creux des identités indécises, qu'il s'agisse de celles des personnages romanesques, et de façon plus troublée encore dans les miroitements vertigineux d'un « je » lyrique. S'il la présente quelquefois comme



un accès à la vérité, la politique lui est presque toujours une forêt : celle d'une vie confuse, complexe, où le sujet se perd en se réalisant, se déchire quand il aspire à se réconcilier.

Un de ses rares inédits (*Pour expliquer ce que j'étais*, Gallimard, 1989) le confirme. Rédigée en 1943, cette « confession » suppose que le créateur trouve urgent de faire le point sur lui-même, pour des mobiles qui croisent le plus intime (notamment la mort récente de sa mère) à la politique (faire l'autopsie idéologique de sa génération, des erreurs de jeunesse qui ont conduit de la première à la deuxième guerre mondiale). Au plus près de l'expérience autobiographique, l'écrit est cependant conduit à s'ouvrir : « j'hésite à cesser de dire *je*, pour dire *nous*. Ce que je devrais pourtant honnêtement faire ». Il s'agit là d'une conscience de ce que l'individu dans sa singularité n'est pas exempt des conditions historiques qui le façonnent : « j'étais de ceux qui achevèrent leurs années de collège après la Marne »... La leçon est d'importance ; elle mérite de se voir rappelée aujourd'hui, quand le fantasme de la toute-puissance, le culte consumériste de l'individu fait accroire aux comportements les plus banals qu'ils auraient le lustre d'une irréductible singularité. On ne le voit que trop : ce ne sont plus jamais les appareils collectifs (pourtant considérablement décriés) qui écrasent les individus, c'est la célébration publicitaire d'un « individu-roi » qui fabrique des comportements moutonniers.

Mais ce rappel se montre très insuffisant au regard de ce qui se joue dans l'œuvre d'Aragon. S'inaugure dans la Résistance

ce qui ne cessera de travailler l'œuvre : quand il prend la mesure des désastres politiques en 1956 par le biais d'une autobiographie (*Le Roman inachevé*), quand il noue délibérément le combat résistant à la volonté de montrer « à ce pays déchiré le visage resplendissant de l'amour » au seuil des *Yeux d'Elsa*, quand il affirme n'en « avoir jamais fini de cet enfantement de moi-même » dans *Les Poètes*, quand il fait de la quête identitaire le cœur de *La Mise à mort* comme du « *Mentir-vrai* », il ne cesse de montrer comment la complexité de l'Histoire se noue à celle de la personne. Quand la critique perçoit l'importance de cet aspect de l'œuvre, elle le fait presque systématiquement pour l'éloigner de la politique : la doxa est qu'un Aragon défait par la faillite du rêve chercherait à se replier sur la quête de soi. Pis encore : on « explique » un comportement « aberrant » (avoir été communiste si longtemps !) par une psychanalyse sommaire : l'enfance illégitime, la quête d'une famille, l'absence de père... S'il est certain que ces données dramatisent, chez Aragon, la quête d'une cohérence, elles ne l'expliquent pas.

LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE

L'entrée en politique d'Aragon n'a jamais abandonné le souci de la construction identitaire. Les deux vont de pair, et leur solidarité peut parfois, dans la déroute, prendre l'allure d'une catastrophe subjective. Mais la leçon de l'œuvre demeure devant nous. Comme le montrent *Le Crève-cœur* aussi bien que *Le Fou d'Elsa*, Aragon ne sépare pas artificiellement une proclamation « épique » et combat-

tante d'une intériorité « lyrique ». Aurélien choisit un éclairage indirect qui permet de figurer, dans leurs tensions, les dérives intérieures d'un sujet sensible et une époque dans laquelle il flotte s'en savoir s'y inscrire. Ce n'est pas par hasard qu'Aragon a toujours célébré les premières pages de *La Confession d'un enfant du siècle*, de Musset : dans l'éclat d'une écriture musicale, s'y construisent d'un même pas un autoportrait et une vision de la génération née après l'Empire. Repenser aujourd'hui la politique, et une littérature politique, c'est considérer ce feuilleté d'enjeux qui fait une existence. Aragon nous enseigne à tisser sans les inféoder les données les plus intérieures avec celles de notre situation historique. Le réalisme au sens propre n'a jamais été une fixation simpliste sur quelques données sociales, mais une volonté de prendre en considération à la fois l'intérieur et l'extérieur, les plis et les nœuds de ce qui fait l'humanité. Il fut toujours chez Aragon du côté de la « perception » autant que de la « représentation », ouvrant en cela à la complexité d'un rapport au monde qui s'étagé et s'étoile en plans divers dont on cherche plus que jamais à figurer les liens. « Il n'y a pas que moi qui ai perdu mon image. C'est tout un siècle qui ne peut plus comparer son âme à ce qu'il voit » (*La Mise à mort*). Aragon est aussi un guide pour reconstruire aujourd'hui ces miroirs conjoints du monde et du moi. ■

*Olivier Barbarant est poète et docteur ès-lettres. Il est inspecteur général de l'Éducation nationale.

LES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA CULTURE SONT NOTRE BIEN À TOUS

Sortir du « je » pour s'accomplir dans le « nous », unir sans uniformiser, c'est donner corps aux valeurs de solidarité et d'égalité.

PAR NICOLAS MONQUAUT
ET CLAUDE MICHEL*

Malgré le travail déployé par le Front de gauche sur les politiques de la culture, de l'art, de l'information, ces questions n'ont occupé qu'une place modeste dans la campagne. Si peu de temps pour la pensée, le sensible et la création, le « vivre ensemble » est une impolitesse faite à notre humanité. Est-ce un excès de le dire dans une période où les inégalités sociales, et bien plus encore culturelles, ne cessent de s'aggraver ?

Il est vrai que nous sortons d'une période de dix ans où la droite au pouvoir a porté des coups aux politiques et aux services publics culturels, réduisant leurs financements et exaltant la marchandisation de la culture. Ces politiques ont porté atteinte au maillage territorial et aux réseaux qui s'étaient constitués sur le temps long. Ceux qui nous resservent aujourd'hui le refrain de la vertu budgétaire seraient bien avisés de ne pas oublier les mobilisations cinq ans durant – et le large écho qu'elles ont rencontré – des très nombreux acteurs, militants et travailleurs de la culture contre le pouvoir sarkozyste.

S'INSCRIRE DANS LE PARTAGE

S'« élargir » des imaginaires, des représentations, des mémoires et de la diversité créatrice de tout l'humain, s'inscrire dans le partage d'un monde commun, être reconnu comme porteur de culture constituent des droits fondamentaux et universels. Reste encore, combat sans cesse inachevé, à créer les conditions du plein exercice de ces droits. C'est là, par essence même, une responsabilité publique.

Les politiques publiques de la culture sont essentielles. Sortir du « je » pour s'accom-

plir dans le « nous », unir sans uniformiser, c'est donner corps aux valeurs de solidarité et d'égalité. Soutenir toutes les formes d'appropriation populaire de l'art, des savoirs, du patrimoine comme la création vivante, en faire le bien commun, défendre le pluralisme des expressions, protéger la liberté et le travail des artistes, c'est permettre à la citoyenneté et à la démocratie de s'exercer.

Défendre et développer des politiques publiques culturelles, les inscrire dans la durée, exige de faire prévaloir l'intérêt général sur les règles de marché.

L'esprit des affaires et du marché s'empare aujourd'hui des opérateurs et de l'administration même de la culture. Échanges commerciaux, marques culturelles, locations d'œuvres, de savoir-faire, prestations de services tarifées, produits dérivés, mises en concurrence : à grand train s'imposent les modes de management de l'entreprise, la logique du chiffre, de la « performance » économique, la course à la rentabilité et aux fonds privés. Le Rapport Lévy-Jouyet, amalgamant l'homme et le capital, est devenu la feuille de route des managers culturels, comme ils se nomment eux-mêmes.

Les biens et services culturels, parce que porteurs d'identité, de valeurs et de sens, ne doivent pas être soumis aux règles de libre échange et de libéralisation, sous peine de voir les politiques culturelles contestées au nom de la « liberté du commerce ». La forte mobilisation des milieux culturels à partir de 1993 a permis à l'Europe d'obtenir des exemptions aux clauses de libre-échange de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de refuser tout engagement de libéralisation pour les services audiovisuels et culturels. L'exception culturelle est donc un acquis

incontestable, mais il reste fragile et contournable. Ainsi, les États-Unis ont multiplié les accords bilatéraux de libéralisation, intégrant le plus souvent possible les services audiovisuels et surtout les services liés au numérique et au commerce électronique, et la Commission européenne développe à présent des accords de libre-échange (celui avec les États-Unis est programmé) intégrant des PCC (Protocoles de coopération culturelle). La culture pourrait devenir l'objet d'un marchandage au sein d'accords commerciaux.

Le marché et la globalisation tendent à l'uniformisation culturelle et à l'aliénation dans le tout-consumérisme.

L'EXCEPTION CULTURELLE

Diversité et liberté culturelles ne peuvent vivre et prospérer sans l'exception culturelle, sans le maintien de notre capacité à développer les dispositifs et les financements publics. C'est bien la lettre et l'esprit de la Convention Unesco de 2005 sur la diversité des expressions culturelles dont la portée politique reste à construire.

C'est en France, probablement, que les politiques publiques pour la culture, le maillage, l'aménagement culturel du territoire, les systèmes de financements dédiés, de mutualisation et de péréquation de moyens, les dispositifs de soutien à la création et à sa diffusion ont été le plus développés. Il faut évidemment défendre ces principaux acquis, mais c'est loin d'être suffisant.

La fracture culturelle à l'œuvre montre cruellement toutes les limites que rencontre l'intervention publique dans le champ de la culture, dans ses modes d'organisation et de fonctionnement actuels, comme dans ses objectifs, qu'il est urgent de réinterroger.

Si nous combattons la frénésie à tailler dans les dépenses utiles, dépassons les seules questions budgétaires, aussi cruciales soient-elles. Réfléchissons à une véritable démocratisation de la définition, de l'écriture, du contrôle et de l'évaluation des politiques culturelles, associant véritablement les citoyens, répondant à l'aspiration grandissante et légitime à l'égalité des expressions. La culture est l'affaire de tous. Faisons considérablement évoluer la conduite et l'organisation de la chose publique, et progresser la démocratie culturelle. Ils en ont grand besoin. ■

*Nicolas MONQUAUT, est responsable de la CGT-Culture, Claude MICHEL, est responsable de la CGT-Spectacles.



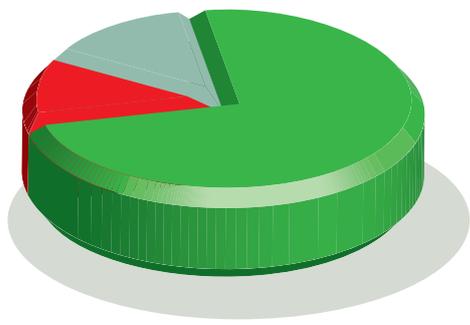
Une nouvelle image communiste

Une enquête de l'agence Viavoice, intitulée Observatoire des communistes et de l'idée communiste, a été rendue publique à l'issue de l'université d'été du PCF, le 2 septembre dernier, aux Karellis (Savoie).

Une étude riche qui montre l'importance d'un électorat communiste potentiel (entre 15 et 20%), le poids de l'idéologie dans le choix communiste, le caractère unitaire de cet électorat potentiel, sa façon de plébisciter la stratégie du Front de gauche, son envie face à la crise de solutions (plus que de révolution), l'importance des

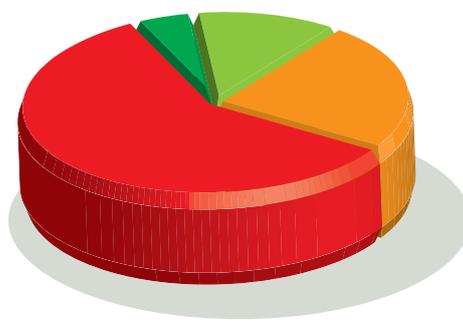
valeurs de combat qu'il soutient (partage, égalité, solidarité) ; l'enquête montre qu'un électeur « potentiel » sur deux ne connaît pas de communistes dans son entourage ; elle confirme enfin la nouvelle image du communisme qui s'installe dans l'opinion, loin des vieux clichés.

27



Depuis la création du Front de gauche auquel participe le PC, diriez vous que l'opinion que vous avez du PC

- S'EST PLUTÔT AMÉLIORÉE 74%
- S'EST PLUTÔT DÉTÉRIORÉE 12%
- NSP 14%



Si des élections présidentielles avaient lieu dimanche prochain, pourriez vous certainement, probablement, probablement pas ou certainement pas voter pour un candidat ou une candidate présenté(e) ou soutenu(e) par le Parti communiste ?

- CERTAINEMENT 5 %
- PROBABLEMENT 12%
- PROBABLEMENT PAS 23%
- CERTAINEMENT PAS 57%

Nous avons changé de monde

Ce mois-ci Jacques Fath, responsable du secteur Relations internationales, paix et désarmement du PCF, fait le point des grands enjeux qui dominent la scène internationale.

La conscience de la globalité du monde progresse mais dans le même temps elle est souvent perçue comme un obstacle au changement. Comment dépasser ce paradoxe ?

L'idée de globalité correspond à des réalités - la mondialisation capitaliste ou les grandes problématiques environnementales, par exemple - et notre réponse politique doit s'inscrire dans une dimension globale. Elle ne peut pas être seulement française. D'ailleurs, l'idée du changement politique dans un seul pays est probablement une idée morte. Au sens où on ne transformera pas structurellement les choses en France sans un contexte favorable ou porteur en Europe, avec des convergences de luttes suffisantes et des rapports de forces qui soient une aide. Cela ne veut pas dire qu'il serait devenu impossible de penser le changement en France. Cela signifie qu'il faut le construire dans son contexte d'enjeux et de luttes en France et en Europe. On voit d'ailleurs à quel point les questions européennes sont devenues des questions politiques de notre quotidien national... Tout est lié. Mais, en effet, la globalité des enjeux peut être instrumentalisée pour décrédibiliser toute perspective de changement. Autrement dit : à quoi bon se battre - diront certains - puisque les leviers de pouvoirs seraient hors de portée ? Pour dépasser cela, il faut une conception opérationnelle de l'internationalisme. Il faut surtout se demander comment la France et l'Europe peuvent elles-mêmes changer et peser - changer *pour* peser - sur le plan international afin, précisément, de contribuer à lever les obstacles au changement en France.

Pour être plus précis, il y a une triple

dimension dans notre réponse politique : nationale, européenne et globale (ou mondiale). En Europe, nous sommes engagés pour un référendum contre la ratification du traité Sarkozy-Merkel qui veut « constitutionnaliser » une austérité brutale sous contrainte et sous contrôle préalable d'instances européennes non élues. On a vu beaucoup de choses dans l'histoire de l'intégration européenne depuis les années 1950... mais jamais la volonté d'un tel coup de force anti démocratique et anti social alors que le nombre et la diversité des oppositions à ce traité dépasse les rassemblements réalisés antérieurement.

“ **Notre réponse politique doit être la recherche d'un changement profond du mode de développement, des stratégies et des choix de gestion dans tous les domaines.** ”

Tout cela signifie une grande bataille pour refonder la construction européenne, faire que l'Europe devienne une dimension active de la réponse aux attentes sociales, un moyen de consolidation des souverainetés et du rôle des pays européens dans le monde avec l'Afrique, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et aussi l'Amérique latine. On ne construira pas une Europe démocratique, sociale et solidaire sans une conception structurée de son rapport au Sud.

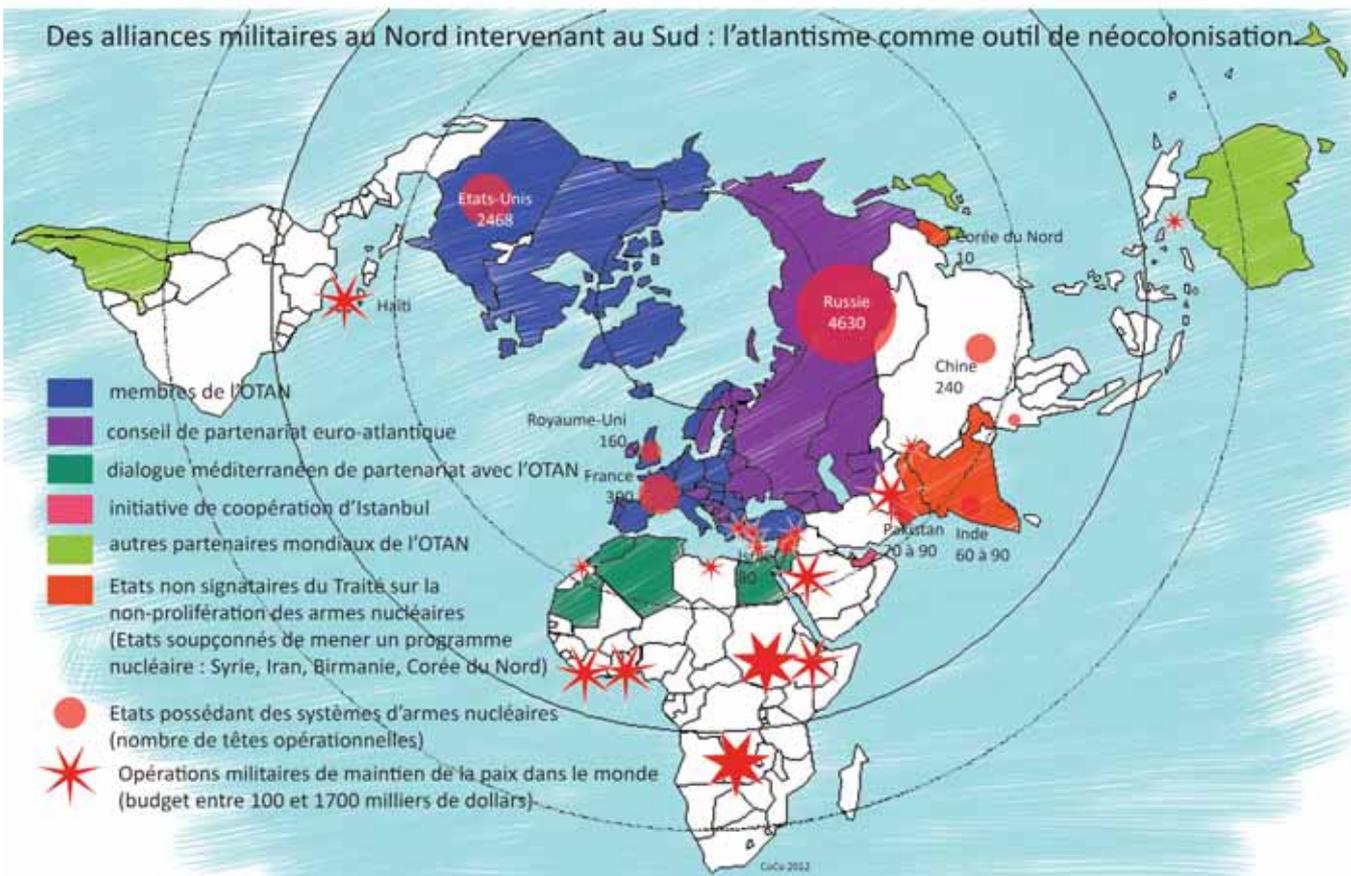
Le monde est à la fois globalisé et extrêmement contradictoire, avec des marginalisations et des exclusions de popula-

tions et de pays entiers... mais c'est un monde où, en effet, les grands enjeux sont pour l'essentiel mondiaux : maîtrise financière, réchauffement climatique, énergie et écologie, sécurité humaine, migrations, paix et désarmement, coopération et lutte contre le sous-développement. Et la prise en compte de ces enjeux globaux est aussi une dimension de la réponse aux attentes sociales concrètes pour la vie quotidienne, l'emploi, le pouvoir d'achat, la santé.

Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, les conflits se multiplient, le PCF combat les interventions militaires. Alors que faire ?

Je ne sais pas si les conflits se multiplient. Je crois que c'est un sentiment assez général mais ce n'est pas la réalité. La période historique précédente, avant la chute du mur et la décennie-charnière des années 1990, fut marquée par un nombre important de conflits de forte intensité qui avaient un rapport direct avec l'antagonisme Est/Ouest et l'affrontement des blocs. Aujourd'hui, c'est tout à fait autre chose. On assiste aux effets d'une exacerbation de la crise partout dans le monde, à l'aggravation de ses conséquences, à la montée des inégalités, des sentiments d'injustice et d'humiliation avec des réponses néolibérales et capitalistes socialement destructrices mais qui montrent leur limites... Les puissances occidentales dominantes cherchent à contenir ou réduire des stratégies et des forces qu'elles considèrent hostiles à leurs intérêts stratégiques. On le voit au Proche-Orient. Dans le même temps on constate la montée d'exigences populaires nouvelles. Le capitalisme est

Des alliances militaires au Nord intervenant au Sud : l'atlantisme comme outil de néocolonisation



Sources : Atlas « Mondes émergents » Le Monde diplomatique et <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/index.shtml>

face à un aiguisement très fort de ses propres contradictions. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique il n'a plus d'autre ennemi que lui-même et ses propres contradictions. D'où la nécessité pour ses dirigeants de créer un nouvel adversaire irréductible, le terrorisme, alors que celui-ci est lui-même un pro-

“ **Tout est à repenser dans la façon dont les forces progressistes, et notamment les communistes doivent agir, y compris dans la façon dont on conçoit l'internationalisme, ce que nous avons commencé à faire depuis des années.** ”

duit du système en crise.

Les politiques mises en œuvre sont essentiellement militaires et sécuritaires dans une logique de force permanente qui conduit le plus souvent à des échecs et des situations aggravées. Par exemple

en Libye. Sarkozy, Cameron, avec Obama et l'OTAN ont manipulé le Conseil de sécurité et déclenché une guerre qui a déstabilisé et mis en danger l'ensemble de la zone sahélo-saharienne et offert plus de la moitié du territoire malien à des groupes intégristes. dont certains détiennent 6 otages français ! Plus on fait la guerre, plus on s'enfonce dans l'impasse. Notre réponse politique doit être la recherche d'un changement profond du mode de développement, des stratégies et des choix de gestion dans tous les domaines. Aucune réponse viable ne pourra être trouvée sans la fin des humiliations politiques, le respect des souverainetés et sans les conditions économiques et sociales d'un développement humain durable.

Les soulèvements du monde arabe, en dépit des problèmes aigus d'aujourd'hui, ont témoigné d'une très forte aspiration au changement. On a assisté à un basculement de l'histoire politique du monde arabe. Comme il y a eu un basculement politique en Amérique latine dès les

années 1990. Lorsque les conditions économiques, politiques, sociales et même psychologiques s'agrègent positivement, on a ces basculements, ces ruptures qui témoignent en même temps de l'état réel des sociétés, des diversités nationales... On voit par exemple une affirmation problématique des courants de l'islamisme politique, y compris radicaux. Mais ce qu'il y a d'intéressant, c'est l'affirmation en Amérique latine, en Europe, en Méditerranée, en Afrique et ailleurs d'une certaine volonté populaire d'engagement social, d'expression politique et citoyenne, de combativité, de créativité militante.

Le conflit israélo-palestinien s'éternise. Faut-il faire une croix sur la paix à moyen terme au Proche-Orient ?

Le non règlement de la question de Palestine constitue une injustice fondamentale totalement inacceptable et un vecteur d'instabilité et d'insécurité pour l'ensemble du monde. C'est une question centrale car rien ne pourra se régler au Proche-Orient et sur le plan internatio-

nal sans une solution juste pour le peuple palestinien.

Le règlement de cette question passe par l'application des résolutions des Nations unies. Cela veut dire en finir avec la colonisation et l'occupation militaire israélienne. Cela veut dire en finir avec la lâcheté occidentale, avec la consternante carence française qui laissent les dirigeants de Tel Aviv écraser les Palestiniens sans réagir. Il faut au contraire sanctionner Israël, et que la France et ses partenaires européens se décident enfin à prendre des initiatives. Mais, pour l'instant, c'est le silence et l'inaction. La France devrait au moins reconnaître l'État palestinien et agir pour son admission à l'ONU. La question va venir bientôt concrètement. Il faudra que chacun, et en particulier les autorités françaises, mesure ses responsabilités.

François Hollande a annoncé son intention de ne pas revenir sur la présence de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Qu'en dites-vous ?

François Hollande avait annoncé qu'il entérinerait la décision de Nicolas Sarkozy mais aussi qu'il poursuivrait la dissuasion nucléaire. Ce n'est donc pas une surprise. Il s'inscrit dans le prolongement des politiques conduites depuis des

“ **L'internationalisme doit devenir concret, opérationnel et porteur d'avenir.** ”

dizaines d'années. Nous pensons à l'inverse que la France doit se dégager de cette organisation politico-militaire qui aurait dû disparaître avec la fin de la guerre froide. Il faut agir pour sa dissolution, pour la refondation d'un système de sécurité collective en Europe et dans le monde sur la base des buts et principes de la Charte des Nations unies. Personne ne dit que c'est facile... Mais l'insécurité est grandissante dans le monde d'aujourd'hui. Il faut donc créer d'autres rapports internationaux et de véritables modes de gestion et de règlement des tensions, des crises et des conflits. La France doit être là aussi à l'initiative pour le désarmement, pour que finisse par s'imposer une

vraie conception de la sécurité dans l'esprit d'une démilitarisation des relations internationales. Il est possible à la France de jouer un rôle original dans le monde. C'est une bataille politique à mener.

La France est une ancienne puissance coloniale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, elle détient l'arme nucléaire. Comment concevoir son rôle en tant que révolutionnaires ?

On peut dire qu'on n'est pas encore sortis du colonialisme aujourd'hui dans les pratiques de la Françafrique, dans les mentalités de nos classes dirigeantes et souvent, même, dans l'expression d'une certaine droite et de l'extrême droite. Mais l'histoire de France n'est pas que néo-coloniale. Elle est aussi marquée par des exigences universelles et progressistes qui viennent des luttes du peuple français et de ses révolutions. Notre pays suscite des attentes légitimes dans le monde. Est-elle capable d'y répondre ? À l'évidence, les politiques conduites depuis des années ne le permettent pas. Intervenir pour que la France soit à la hauteur de ces attentes, c'est une responsabilité que nous devons assumer pour que notre pays se dote d'une grande politique internationale afin de contribuer à des réponses adaptées aux problèmes du monde : la paix, la sécurité, le développement humain, le multilatéralisme...dans l'idée d'un nouvel ordre international.

En l'état, l'ONU est-elle en mesure de garantir la sécurité mondiale ?

L'ONU ne peut faire que ce que ses États membres lui demandent de faire. Ce qui domine dans le fonctionnement présent c'est la confrontation de puissances et le poids décisif des membres permanents du Conseil de sécurité. L'hégémonie des États-Unis s'est cependant relativisée du fait des bouleversements géopolitiques et de la montée des émergents, énorme question qui mériterait une réflexion en soi. En même temps, la Charte de l'ONU constitue un point d'appui considérable avec, notamment, l'affirmation de la souveraineté des États et le principe du non-recours à la force. En revanche, l'exigence du désarmement n'y figure pas. La France pourrait être à l'initiative sur cette question parce qu'il ne faut accepter ni le *statu*

quo, ni une stabilité fondée sur un soi-disant équilibre des forces qui ne garantit en rien la sécurité internationale. La puissance n'est pas synonyme de sécurité.

Il faut construire des relations de paix sur des bases solides impliquant le désarmement nucléaire et pour tous les types d'armes en lien avec le règlement des conflits et des crises.

Les Nations unies ne doivent plus être instrumentalisées pour légitimer des interventions néo-impériales qui violent l'esprit et la lettre de la Charte, comme c'est le cas régulièrement. Il faut aller vers une démocratisation de l'ensemble du système des Nations unies et notamment vers une réforme du Conseil de sécurité, au moins pour que tous les continents soient mieux représentés. Mais est-ce possible aujourd'hui ? On peut en douter. L'ONU est en tous les cas la seule organisation internationale universelle capable de dire le droit et de constituer le cadre légitime du multilatéralisme.

Comment être internationaliste sans Internationale ?

Le monde n'a pas changé...nous avons changé de monde. Au bouleversement géopolitique intervenu avec la chute du mur s'ajoute la mutation des enjeux de sécurité internationale, la globalisation d'un capitalisme en crise structurelle, l'extension du néo-libéralisme au niveau planétaire, l'explosion du défi écologique, la montée des puissances émergentes, le poids de la Chine. Tout est à repenser dans la façon dont les forces progressistes, et notamment les communistes doivent agir, y compris dans la façon dont on conçoit l'internationalisme, ce que nous avons commencé à faire depuis des années. Il faut définir des objectifs communs de luttes sur toutes les questions politiques, institutionnelles, économiques, sociales qui nécessitent un changement de fond dans les relations internationales et face aux enjeux mondiaux. L'internationalisme doit devenir concret, opérationnel et porteur d'avenir. ■

Écologie

CONTRIBUER À LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE

Après l'échec de RIO+20, l'urgence de la mobilisation des citoyens, des salariés et des élus est à l'ordre du jour de notre agenda de lutte pour le développement humain durable. Élargir la prise de conscience des dangers du changement climatique est pour les communistes une priorité.

Nous voulons donc contribuer aux débats de la conférence environnementale convoquée par la ministre Delphine Batho les 14 et 15 septembre. Le Grenelle est loin d'avoir produit les effets escomptés. Les débats, sans tabous, sur les défis que la société française doit contribuer à relever restent immenses. La discussion risque de buter sur les limites du programme Hollande. Ainsi le député PS Brottes vient d'encadrer le débat sur les tarifs de l'énergie en déposant une proposition de loi sur les tarifs progressifs qui nous semblent dangereuse et inadaptée. Au-delà des thèmes prévus sont les suivants : transition énergétique et biodiversité en priorité puis fiscalité écologique, santé et environnement, gouvernance.

Des débats décentralisés seront organisés jusqu'au printemps 2013 puis un projet de loi déposé. Notre présence à ces initiatives doit dès maintenant se travailler.

Deux documents seront à la disposition des fédérations et des militants du Parti relatifs à une transition énergétique réussie. Les auditions du LEM, les numéros 6 et 13 de la *Revue du projet* et la plaquette *Contribution au débat public* réalisée par les commissions Énergie, Recherche et Écologie, l'édition spéciale de la revue *Communisme et écologie*. Elle est accessible sous forme numérique et papier au prix de 2€. Pour toute commande : jyoudom@pcf.fr.

Nous produirons des fiches détaillées sur tous les autres thèmes.

Enfin nous réfléchissons à la structuration de cursus de formations afin de favoriser une plus grande appropriation de nos options écologiques au moment où nous aurons à donner toute sa place à notre parti-pris écologique lors du prochain congrès.

HERVÉ BRAMY, DÉLÉGUÉ NATIONAL À L'ÉCOLOGIE.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Une intense activité a été développée pendant l'année, accrue pendant la période des présidentielles et législatives et se poursuit au même rythme avec le lancement des Assises gouvernementales sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Nous résumons ici brièvement les principaux axes de ce travail collectif qui a associé une quarantaine de camarades en contact régulier.

Le PCF dispose maintenant d'un programme détaillé pour l'Enseignement supérieur et la recherche ; la revue *XYZ* disponible en format pdf sur le site du PCF (esr.pcf.fr/) a traité de ce programme sous divers aspects ; le programme complet est contenu dans *XYZ* spécial fête huma 2011 (esr.pcf.fr/sites/default/files/xyz_fete_huma_2011_0.pdf). Il faut souligner l'importance de ce document appelé à s'enrichir mais qui constitue la base de travail et la référence la plus complète sur ce sujet pour le PCF.

On trouvera dans la revue de la commission une quantité considérable d'informations et d'analyses relatives au secteur.

Parallèlement, le secteur s'est engagé complètement dans le Front thématique ESR du Front de gauche. Celui-ci a pris des initiatives nombreuses.

Une lettre du Front de gauche a été adressée à la ministre Geneviève Fioraso dès sa nomination. Celle-ci reçoit une délégation le 18 septembre.

Le plus important est le lancement de l'atelier législatif décentralisé du Front thématique qui s'est tenu à la fête de l'Huma. Par cet atelier à la préparation duquel le PCF a pris une part déterminante, nous voulons faire déborder le fleuve de son lit et associer des centaines de chercheurs et d'universitaires à des avancées de gauche significatives, ce qui ne semble pas être la feuille de route actuelle de la ministre.

OLIVIER GEBUHRER, RESPONSABLE NATIONAL ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Jeunesse

BESOIN DE SÉCURISATION ET NON DE PRÉCARISATION !

Ces derniers mois, les organisations de jeunesse se sont particulièrement mobilisées et rassemblées pour porter des propositions, des projets de loi pour en finir avec la précarité et sécuriser leurs parcours de vie : c'est vrai de l'appel pour un *Big Bang* de la Jeunesse, du projet de loi cadre pour les jeunes diplômés rédigé par l'Unef et l'Ugict-CGT, et de la campagne des Jeunes communistes et du Front de gauche pour faire connaître et soutenir le projet de loi-cadre portant sur l'avenir des jeunes déposé par les députés Front de gauche... C'est un gisement de propositions crédibles pour sortir de la crise et créer enfin les conditions d'un avenir meilleur pour la jeune génération qui ne veut pas être sacrifiée.

Le candidat Hollande a fait de la jeunesse la priorité de son quinquennat. Face aux chiffres en augmentation du chômage et de la pauvreté des jeunes, il y a certes urgence, cela n'empêche pas de prendre en compte les propositions de ces organisations pour améliorer les premières mesures annoncées par le gouvernement : les emplois d'avenir et les contrats génération et engager une politique ambitieuse pour la jeunesse dans tous les domaines de la vie.

Ces exigences portent sur les points suivants :

- en finir avec les contrats précaires et aidés pour les jeunes avec à chaque fois des exonérations de cotisations sociales comme si le travail des jeunes était du « sous travail », la pérennisation de ces emplois doit être garantie ;
- l'obligation de formations qualifiantes ;
- la mise en place d'accompagnement réel quand il y en a besoin (tutorat), les Missions locales doivent être renforcées pour assurer le suivi et le contrôle de ces dispositifs par tous les acteurs dont les organisations de jeunesse et syndicales ;
- il faut aussi faire grandir des batailles rassembleuses pour refuser dans tous les domaines les politiques d'austérité, obstacles à la sécurisation de l'emploi et la formation des jeunes.

C'est ainsi qu'une politique ambitieuse pour l'avenir des jeunes sera possible. Les multiples débats de la Fête de l'Humanité sur les questions de la jeunesse, avec une pluralité d'intervenants des organisations associatives, syndicales et politiques sont un point d'appui pour engager les mobilisations pour gagner le changement.

ISABELLE DE ALMEIDA, RESPONSABLE NATIONALE JEUNESSE

Par GÉRARD STREIFF

Qui dirige le CAC 40 ?

Qui sont les dirigeants des sociétés cotées à l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris ? Qui peuple les états-majors (exécutifs) des grands groupes capitalistes et les conseils d'administration ? Plusieurs enquêtes, études et thèses récentes permettent de préciser le profil de ces capitalistes de 2012 ; on y voit comment les gens de la finance envahissent tout, comment aussi l'État se privatise et « donne » ses hauts cadres ; comment se reconstitue, se régénère la classe dominante, un groupe étroit, fermé, d'individus dont la cooptation se prépare dès les « grandes » écoles.

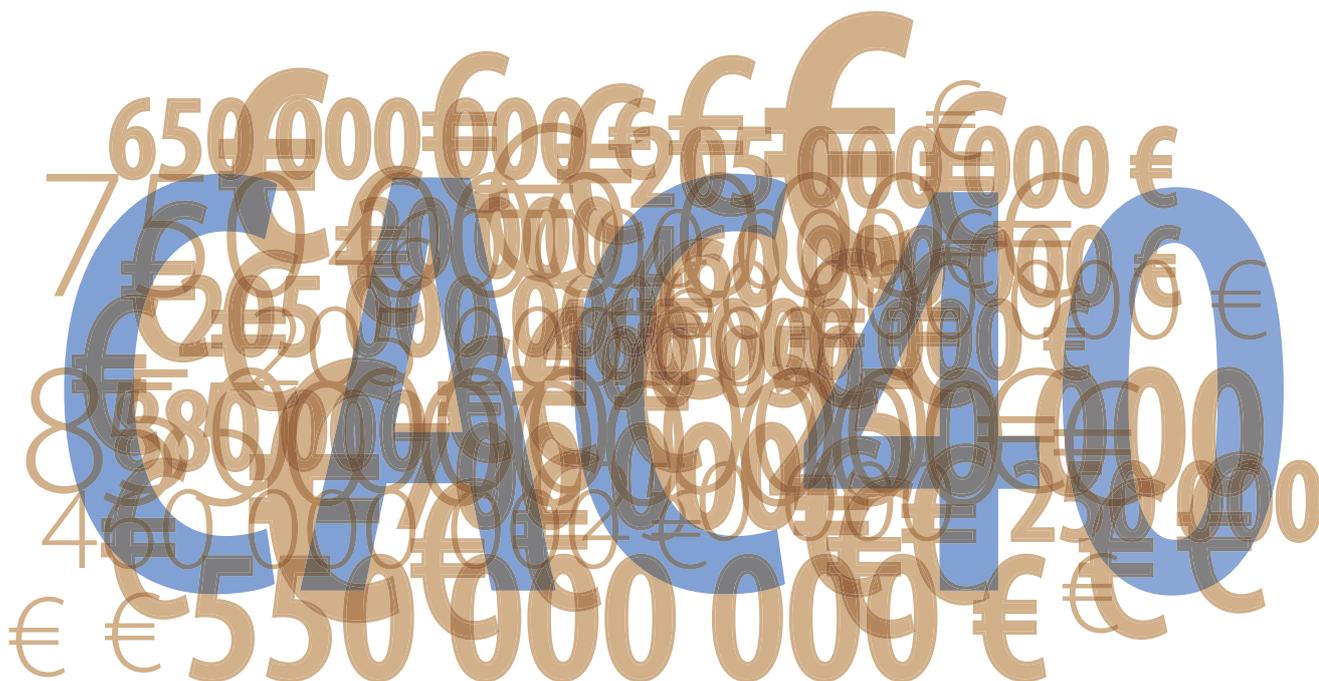
Le dirigeant d'entreprise du CAC 40 est un mâle quinquagénaire, formé dans une des trois grandes écoles que sont l'ENA, HEC ou Polytechnique, et assez souvent, aussi, issu du haut appareil d'État. C'est ce qui ressort d'une étude de l'OPESEC (Observatoire politico-économique des structures du capitalisme www.opesc.org). Quatre de ses chercheurs, François-Xavier Dudouet, Erix Grémont, Hervé Joly et Antoine Vion ont procédé à une « radiographie des comités exécutifs du CAC 40 ». Selon leur définition, l'état-major, ce sont « les collègues situés au sommet de la hiérarchie de l'entreprise, soit le comité exécutif ou son équivalent (directoire, direction générale, comité de direction) ». Ils ont planché sur près de 500 personnes. Ce sont essentiellement des quinquagénaires mâles. On sait que dans les conseils d'administration, un quota de femmes a été recommandé. Ce n'est pas le cas dans les comités exécutifs où leur nombre est ridiculement faible : 33 femmes pour 420 hommes. Ces dirigeants sont, pour les trois quarts, des Français ; le quart restant sont des Américains (5%), des Allemands, des Belges et des Italiens (près de 3% chacun). Autre caractéristique : la spécificité du système français des grandes écoles. Longtemps, le dirigeant

d'entreprise a eu une formation de droit ou d'ingénieur ; aujourd'hui, ce sont des « commerciaux », des « financiers », des diplômés d'HEC, de l'ESSEC ou de l'ESCP, souvent associés à un passage par l'ENA alors que Polytechnique continue d'être recherché. Nos auteurs écrivent : « Au delà du constat immédiat, ce sont les modes de légitimité pour accéder au pouvoir économique qui sont peut-être en train de changer. À la figure du directeur-ingénieur qui avait été le type dominant de dirigeant économique au XX^e siècle, se substitueraient des généralistes de l'économie plus orientés vers les métiers de la finance et du commerce que de la production ». L'étude montre que 45% des dirigeants français sont passés par l'ENA, HEC ou Polytechnique : « Ce résultat est en soi impressionnant puisqu'il revient à dire que trois écoles seulement produisent près de la moitié de l'élite économique française. La proportion est encore plus importante parmi les quadragénaires où elle atteint près de 61% contre 39% pour les plus de 50 ans. » De la même manière, le poids des cadres de l'économie issus des « grands corps » de l'État (Cour des comptes, Conseil d'Etat, Corps des mines, des ponts, des télécoms, Inspection des finances) est important : 18,7% de l'ensemble des diri-

geants, et ce pourcentage augmente chez les dirigeants plus jeunes. D'où cette autre observation de nos chercheurs : « Le résultat obtenu est très significatif lorsque l'on sait que l'effectif total de ces corps ne dépasse guère quelques centaines de membres. La capacité des hauts fonctionnaires à se reconvertir dans le privé, voire à privilégier cette voie, montre combien le pouvoir s'est déplacé de l'univers politico-administratif vers le monde économique ». Dernier exemple en date : l'arrivée en juin 2012 de Xavier Musca, ancien secrétaire général de l'Élysée sous l'ère Sarkozy, à la direction du Crédit agricole.

UN RÉSEAU TRÈS FERMÉ

Voilà pour les directions exécutives. Qu'en est-il des membres des conseils d'administration ? Le tableau est très proche. Là encore, c'est un monde de mâles. Certes il y a ici obligation légale de nommer plus de femmes. Aussi, pour être politiquement correct, les grands groupes sollicitent un petit vivier de femmes, toujours les mêmes, fines fleurs de la haute bourgeoisie. Exemples, cités dans une enquête intéressante du journal *Le Monde* du 9 mai dernier : chez Bouygues, on trouve Anne-Marie Idrac, ancienne présidente de la RATP puis de la SNCF, ex ministre de droite, qui est également au conseil d'adminis-



tration de Saint-Gobain, de Vallourec, de Mediobanca, de Total ; Patricia Barbizet qui siège dans six autres CA ; Colette Lewiner (7 autres CA) ; Monique Bouygues, la maman de Martin Bouygues, 87 ans. Bref, des femmes « emblématiques » qui ne bousculent guère l'écrasante domination masculine ni ne contrarient « la consanguinité des conseils d'administration », selon la formule d'Olivia Flahault et Frédéric Genevrier, de la société d'analyse financière OFG.

Le club des administrateurs représente un réseau très soudé, une toile d'araignée au maillage serré où s'imposent quelques sociétés financières. BNP Paribas, Société Générale, Axa, Crédit agricole sont les vaisseaux amiraux d'une flottille où brillent aussi Saint Gobain, Sanofi, Renault, Carrefour, etc. Chacun d'entre eux a placé ses hommes (et quelques femmes, donc) chez les autres. Genre Michel Pébereau, président d'honneur de BNP Paribas, et titulaire de sept mandats d'administrateur : Axa, Bnp Paribas, Bolloré, EADS, Pargesa, Saint-Gobain, Total... Un phénomène donc de connivence, de complicité, de cooptation. La bourgeoisie française aime cumuler. Un administrateur de grande société cotée sur deux (47%) détient trois mandats ou plus, ce qui est un taux particulièrement élevé, bien supérieur à la moyenne européenne.

En mai-juin dernier, lors de renouvelle-

ments (partiels) de CA, on notait par exemple l'arrivée du DG de St-Gobain à BNP/Paribas ou la venue d'un des dirigeants de Michelin au CA de St Gobain. « En France, on est les champions de la financiarisation des conseils. Les administrateurs sont trop souvent de purs financiers au détriment des spécialistes métiers, des industriels » regrette la société d'analyse financière Alphavalue. Dans une thèse récente, soutenue à l'Université Paris-Dauphine, Aurélien

Eminet (voir l'encadré), confirme le caractère étroit de cette caste aux commandes de l'économie. Il s'agit d'un « milieu sociologique homogène », des gens tous formés dans les mêmes écoles. Les liens qui les unissent, loin de se distendre après la loi de 2002 qui prônait une « gouvernance » plus ouverte, ne cessent de se resserrer, affirme ce docteur parlant de « plafond de verre » qui bloque l'entrée du club à tout intrus qui ne présenterait pas le *pedigree* nécessaire. ■

CONNIVENCE ET PRESTIGE SOCIAL

« Dans une thèse récente, Oligarchie et dynamique de professionnalisation des administrateurs, 2012, Aurelien Eminet (université Paris-Dauphine) montre que les administrateurs « indépendants » des très grandes sociétés sont majoritairement des dirigeants ou d'anciens dirigeants d'autres grandes entreprises et qu'ils possèdent souvent au moins deux mandats. Les dirigeants des grandes sociétés appartiennent donc à un milieu sociologiquement défini dès la formation dans des écoles prestigieuses, plutôt de type politique. On peut tirer trois conclusions de ces données. D'abord la connivence entre les conseils d'administration ne concerne que les grandes entreprises qui sont bien sûr les plus influentes. Ensuite les pressions pour imposer l'indépendance des administrateurs ont sans doute consolidé plutôt qu'affaibli l'élite issue des grandes écoles : l'appartenance à un milieu sociologique homogène permet une complicité culturelle entre les administrateurs et les directions. Enfin [...], dans les grandes entreprises, il semble exister un « plafond de verre » barrant l'accès de la gouvernance aux managers qui ne sont pas issus des écoles d'élite. La possibilité d'appartenir aux conseils d'administration des grandes entreprises est un label de prestige social que l'on obtient dès ses études ».

Pierre-Yves Gomez, *Les grandes écoles dominent toujours le CAC 40*,
Le Monde/Entreprise, 5 juin 2012

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'idéologie allemande*

PAR JACQUES RANCIÈRE*

De l'art et du travail

En quoi les pratiques de l'art sont et ne sont pas en exception sur les autres pratiques.

* JACQUES RANCIÈRE est philosophe. Il est professeur émérite à Université de Paris VIII

« Dans l'hypothèse d'une "fabrique du sensible" le lien entre la pratique artistique et son apparent dehors, à savoir le travail, est essentiel. Comment, pour votre part, concevez-vous un tel lien (exclusion, indifférence...) ? Peut-on parler de "l'agir humain" en général et y englober les pratiques artistiques, ou bien celles-ci sont-elles en exception sur les autres pratiques ?

Dans la notion de "fabrique du sensible" on peut d'abord entendre la constitution d'un monde sensible commun, d'un habitat commun, par le tressage d'une pluralité d'activités humaines. Mais l'idée du "partage du sensible" implique quelque chose de plus. Un monde commun n'est jamais simplement *l'ethos*, le séjour commun qui résulte de la sédimentation d'un certain nombre d'actes entrelacés. Il est toujours une distribution polémique des manières d'être et des "occupations" dans un espace des possibles. C'est à partir de là que l'on peut poser la question du rapport entre l'"ordinarité" du travail et l'"exceptionnalité" artistique. Ici encore la référence platonicienne peut aider à poser les termes du problème. Au troisième livre de la *République*, le miméticien est condamné non plus seulement par la fausseté et par le caractère pernicieux des images qu'il propose, mais selon un principe de division du travail qui a déjà servi à exclure les artisans de tout espace politique commun : le miméticien est, par définition un être double. Il fait

deux choses à la fois, alors que le principe de la communauté bien organisée est que chacun n'y fait qu'une chose, celle à laquelle sa "nature" le destine. En un sens tout est dit là : l'idée du travail n'est pas d'abord celle d'une activité déterminée, d'un processus de transformation matériel. Elle est celle d'un partage du sensible : une impossibilité de faire "autre chose", fondée sur une "absence de temps". Cette "impossibilité" fait partie de la conception incorporée de la communauté. Elle pose le travail comme la relégation nécessaire du travailleur dans l'espace-temps privé de son occupation, son exclusion de la participation au commun. Le miméticien apporte le trouble dans ce partage : il est un homme du dou-

« Il faut sortir du schéma paresseux et absurde opposant le culte esthétique de l'art pour l'art à la puissance montante du travail ouvrier. C'est comme travail que l'art peut prendre le caractère d'activité exclusive. »

ble, un travailleur qui fait deux choses en même temps. Le plus important est peut-être le corrélat : le miméticien donne au principe "privé" du travail une scène publique. Il constitue une scène du commun avec ce qui devrait déterminer le confinement de chacun à sa place. C'est ce re-partage du sensible qui fait sa nocivité, plus encore que le danger des simulacres amollissant les âmes. Ainsi la pratique artistique n'est pas le dehors du travail mais sa forme de visibilité déplacée. Le partage démocratique du sensi-

ble fait du travailleur un être double. Il sort l'artisan de "son" lieu, l'espace domestique du travail, et lui donne le "temps" d'être sur l'espace des discussions publiques et dans l'identité du citoyen délibérant. Le dédoublement mimétique à l'œuvre dans l'espace théâtral consacre et visualise cette dualité. Et, du point de vue platonicien, l'exclusion du miméticien va de pair avec la constitution d'une communauté où le travail est à "sa" place.

Le principe de fiction qui régit le régime représentatif de l'art est une manière de stabiliser l'exception artistique, de l'assigner à une *tekhné*, ce qui veut dire deux choses : l'art des imitations est une technique et non un mensonge. Il cesse d'être un simulacre, mais il cesse en même temps d'être la visibilité déplacée du travail, comme partage du sensible. L'imitateur n'est plus l'être double auquel il faut opposer la cité où chacun ne fait qu'une seule chose. L'art des imitations peut inscrire ses hiérarchies et exclusions propres dans le grand partage des arts libéraux et des arts mécaniques.

Le régime esthétique des arts bouleverse cette répartition des espaces. Il ne remet pas en cause simplement le dédoublement mimétique au profit d'une immanence de la pensée dans la matière sensible. Il remet aussi en cause le statut neutralisé de la *tekhné*, l'idée de la technique comme imposition d'une forme de pensée à une matière inerte. C'est à dire qu'il remet au jour le partage des occupations qui soutient la répartition des domaines d'activité. C'est cette opération théorique et politique qui est au cœur des *Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme* de Schiller. Derrière la défi-



niton kantienne du jugement esthétique comme jugement sans concept - sans soumission du donné intuitif à la détermination conceptuelle -, Schiller marque le partage politique qui est l'enjeu de l'affaire : le partage entre ceux qui agissent et ceux qui subissent ; entre les classes cultivées qui ont accès à une totalisation de l'expérience vécue et les lasses sauvages, enfoncées dans le morcellement du travail et de l'expérience sensible. L'état "esthétique" de Schiller, en suspendant l'opposition entre entendement actif et sensibilité passive, veut ruiner, avec une idée de l'art, une idée de la société fondée sur l'opposition entre ceux qui pensent et décident et ceux qui sont voués aux travaux matériels.

L'ART REDEVIENT UN SYMBOLE DU TRAVAIL

Cette suspension de la valeur négative du travail est devenue au XIX^e siècle l'affirmation de sa valeur positive comme forme même de l'effectivité commune de la pensée et de la communauté. Cette mutation est passée par la transformation du suspens de "l'état esthétique" en affirmation positive de la volonté esthétique. Le romantisme proclame le devenir-sensible de toute pensée et le devenir-pensée de toute matérialité sensible comme le but même de l'activité de la pensée en général. L'art ainsi redevient un symbole du travail. Il anticipe la fin - la suppression des oppositions - que le travail n'est pas encore en mesure de conquérir par et pour lui-même. Mais il le fait dans la mesure où il est production, identité d'un processus d'effectuation matérielle et d'une présentation à soi du sens de la communauté. La pro-

duction s'affirme comme le principe d'un nouveau partage du sensible, dans la mesure où elle unit dans un même concept les termes traditionnellement opposés de l'activité fabricatrice et de la visibilité. Fabriquer voulait dire habiter l'espace-temps privé et obscur du travail nourricier. Produire unit à l'acte de fabriquer celui de mettre au jour, de définir un rapport nouveau entre le faire et le voir. L'art anticipe le travail parce qu'il en réalise le principe : la transformation de la matière sensible en présentation à soi de la communauté. Les textes du jeune Marx qui donnent au travail le statut d'essence générique de l'homme ne sont possibles que sur la base du programme esthétique de l'idéalisme allemand : l'art comme transformation de la pensée en expérience sensible de la communauté. Et c'est ce programme initial qui fonde la pensée et la pratique des "avant-gardes" des années 1920 : supprimer l'art en tant qu'activité séparée, le rendre au travail, c'est-à-dire à la vie élaborant son propre sens.

Je n'entends pas dire par là que la valorisation moderne du travail soit le seul effet du mode nouveau de pensée de l'art. D'une part le mode esthétique de la pensée est bien plus qu'une pensée de l'art. Il est une idée de la pensée, liée à une idée de partage du sensible. D'autre part, il faut aussi penser la façon dont l'art des artistes s'est trouvé défini à partir d'une double promotion du travail : la promotion économique du travail comme nom de l'activité humaine fondamentale, mais aussi les luttes des prolétaires pour sortir le travail de sa nuit de son exclusion de la visibilité et de la parole communes. Il faut sortir du schéma paresseux et



absurde opposant le culte esthétique de l'art pour l'art à la puissance montante du travail ouvrier. C'est comme travail que l'art peut prendre le caractère d'activité exclusive. Plus avisés que les démythificateurs du XX^e siècle, les critiques contemporains de Flaubert marquent ce qui lie le culte de la phrase à la valorisation du travail dit sans phrase : l'esthète flaubertien est un casseur de cailloux. Art et production pourront s'identifier au temps de la Révolution russe parce qu'ils relèvent d'un même principe de repartage du sensible, d'une même vertu de l'acte qui ouvre une visibilité en même temps qu'il fabrique des objets. Le culte de l'art suppose une revalorisation des capacités attachées à l'idée même de travail. Mais celle-ci est moins la découverte de l'essence de l'activité humaine qu'une recomposition du paysage du visible, du rapport entre le faire, l'être, le voir et le dire. Quelle que soit la spécificité des circuits économiques dans lesquels elles s'insèrent, les pratiques artistiques ne sont pas "en exception" sur les autres pratiques. Elles représentent et reconfigurent les partages de ces activités. » ■

Extraits de *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, La Fabrique, 2000, publiés avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Par ANNIE BURGER-ROUSSENNAC*

Argenteuil, de nouvelles noces et le mouvement communiste

Dans l'histoire des relations du mouvement communiste et des intellectuels, le comité central d'Argenteuil de mars 1966, portant sur les questions idéologiques et la culture, marque un tournant majeur sur deux plans. Consacrant la rupture avec le passé proche d'un art au service du Parti, il est le creuset de nouvelles noces joyeuses et fécondes entre arts et politique. Mais en clôturant le débat sur la nature humaniste du marxisme, il fixe aussi les limites de la liberté concédée et désigne les impasses à venir entre le groupe dirigeant et les intellectuels communistes.

36

*ANNIE BURGER-ROUSSENNAC est doctorante à l'Université Lyon 2.

Le projet d'un comité central entièrement consacré aux questions idéologiques est le fruit d'une évolution amorcée depuis 1956, après le rapport de Nikita Khrouchtchev sur les crimes de Staline. Il est un aspect de l'*aggiornamento*, la politique de renouvellement voulue par le groupe dirigeant communiste pour mettre fin à l'isolement du PCF, lui permettre de comprendre les transformations de la société française des « Trente Glorieuses » et faire de lui un parti de gouvernement. Cette politique prend corps peu à peu au début des années 1960 en imposant un travail de réinterprétation des textes pour produire les soubassements théoriques des stratégies nouvelles. Elle est portée par Maurice Thorez et surtout par son successeur Waldeck Rochet, le nouveau secrétaire du PCF en 1964.

LA FIN OFFICIELLE DE L'ART DE PARTI

Les impératifs du jdanovisme imposés en 1948 sont amendés dans les *Lettres Françaises* par Louis Aragon dès 1958. La revue cultive sa proximité avec les avant-gardes et est ouverte aux productions non communistes. Aragon préface l'ouvrage de Roger Garaudy, *Vers un réalisme sans rivages*. En 1965, il travaille activement à la déstalinisation culturelle en prenant position pour les deux écrivains soviétiques Siniavski et Daniel, respectivement condamnés à 5 et 7 ans de camps à cause de leurs écrits. La *Nouvelle Critique*, revue communiste créée en 1948 pour les intellectuels communistes et fer de lance d'une culture communiste de Guerre froide a pris le même tournant, en contrebande. Elle n'est pas censée faire de propositions nouvelles, mais simplement de vulgariser les idées communistes dans les rangs intellectuels. Pourtant, en 1963, elle fait paraître un numéro sur le culte de la personnalité, en 1964 un autre sur Freud et Lacan. En 1965-66, la revue va plus loin en prenant position pour les idées novatrices de Louis Althusser sur l'antihumanisme du marxisme et soutient les critiques des travaux du philosophe officiel Roger Garaudy. Celui-ci, membre du bureau politique depuis 1956, dirige le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) et prône

un dialogue entre marxisme et chrétiens. Les jeunes philosophes lui reprochent entre autres d'affadir, de vider le marxisme de son contenu.

“ **Les résolutions qui terminent les débats du comité central d'Argenteuil proclament la fin de la tutelle idéologique dans les débats artistiques et littéraires et redéfinissent officiellement la place de l'intellectuel communiste.** ”

Une longue note adressée en février 1965 à Henri Krasucki alors responsable des intellectuels montre qu'au-delà du débat sur la nature du marxisme, Louis Althusser analyse les errements politiques comme un déficit de théorie marxiste et propose d'y remédier par la création d'un espace de débat interne entre marxistes. Par cette innovation, il remet en cause le mode de fonctionnement du Parti comme intellectuel collectif adossé à des vérités dogmatiques intangibles défendues par les membres de son groupe dirigeant. Le débat idéologique ouvert par Althusser contient un

ances entre les intellectuels ste français ?

projet politique subversif pour le mouvement tout entier.

Les résolutions qui terminent les débats du comité central d'Argenteuil proclament la fin de la tutelle idéologique dans les débats artistiques et littéraires et redéfinissent officiellement la place de l'intellectuel communiste. Œuvre collective, Louis Aragon et Waldeck Rochet y ont joué les premiers rôles. La fin officielle de l'art de Parti, le droit de regard que le groupe dirigeant du PCF se réservait sur toutes les œuvres de ses artistes est l'aspect longtemps le plus connu du travail réalisé à Argenteuil. Cette rupture porte la patte d'Aragon. Il est l'auteur du texte adopté. Le PCF y accorde l'autonomie de création aux créateurs. « L'on ne saurait limiter à aucun moment le droit qu'ont les créateurs à la recherche [...] La création artistique ne se conçoit pas [...] sans recherches, sans courants, sans écoles diverses et sans confrontations entre elles. Le parti apprécie et soutient les diverses formes de contribution des créateurs aux progrès humains dans le libre déploiement de toute imagination, leur goût et leur originalité. ».

LE RENOUVELLEMENT DE LA PHILOSOPHIE MARXISTE

Mais le gros des débats porte sur le possible renouvellement de la philosophie marxiste par les propositions de Louis Althusser ou par les travaux de Roger Garaudy. Waldeck Rochet prend part, directement, à ces débats et les arbitre, en tant que dirigeant et que philosophe. Il s'intéresse personnellement, depuis la guerre, à la philosophie et signe en 1966 deux ouvrages sur la philosophie marxiste. Sa position se veut conciliatrice, seule option garante, à ses yeux, de l'unité du Parti. Pour renouveler son cadre théorique, le PCF doit opérer un retour au marxisme, mais celui-ci est nécessairement un humanisme et n'exclut pas le dialogue avec les chrétiens préconisé et mis en forme philosophiquement par Garaudy. Si les tra-

voux d'Althusser sont ainsi battus en brèche et ceux de Garaudy apparemment justifiés, Waldeck Rochet refuse de rompre avec le philosophe de la rue d'Ulm. Il le rencontre en juin et lui affirme le soutien du PCF : « tu as écrit des choses qui nous intéressent ».

LES INTELLECTUELS COMMUNISTES

Un autre compromis est élaboré à Argenteuil. Il porte sur les intellectuels communistes. Désormais définis comme un groupe de spécialistes contribuant à la production de la théorie au même titre que les autres militants, leur place évolue. Ils deviennent de véritables partenaires de la classe ouvrière. Mais cette nouveauté ne remet pas en cause *in fine* le primat du groupe dirigeant dans l'élaboration des choix stratégiques. Le cadre thorézien subsiste.

Les conséquences des résolutions du comité central d'Argenteuil sont immédiates en matière artistique. En janvier 1967, une exposition d'art contemporain pour le congrès du PCF exprime publiquement la rupture opérée avec l'art de Parti. Les pièces classiques et d'avant-garde deviennent une marque de fabrique des théâtres des municipalités communistes. A Ivry où il s'installe en 1971, avec le soutien de Louis Aragon, par exemple, Antoine Vitez a toute latitude pour monter les pièces de son choix. C'est pour lui, le temps des expériences.

Dans *l'Humanité*, des journalistes spécialistes des questions culturelles s'autorisent désormais à analyser plus librement les spectacles dont ils rendent compte. La collaboration à partir de 1974 du dessinateur non communiste Georges Wolinski dans les pages du journal communiste est une étape supplémentaire de cette « révolution culturelle » (André Carrel).

Partout désormais le Parti communiste déploie une politique culturelle destinée à attirer les professions intellectuelles. Elle participe et crée la dynamique de l'Union

de la gauche qui se construit parallèlement. Une partie non négligeable des nouveaux adhérents des années 1970 appartient aux classes moyennes et aux fractions intellectuelles.

La revue destinée aux intellectuels communistes et faite par eux, la *Nouvelle Critique* voit sa formule et son équipe renouvelées dans les mois qui suivent le comité central d'Argenteuil. La nouvelle situation est perçue par les intellectuels communistes comme « une politique d'ouverture, d'un Parti moins sclérosé, moins fermé sur lui-même (Jacques De Bonis) ». Militante et communiste, la revue défend dans ses articles les nouveaux choix politiques, la voie française au socialisme, l'Union de la gauche et l'abandon de la dictature du prolétariat. Mais elle demeure aussi initialement une tête chercheuse. Elle noue des contacts avec les milieux non communistes du groupe *Tel Quel* et des *Cahiers du cinéma* avec lesquels elle tient deux colloques à Cluny. Elle compte 10 000 abonnés en 1972.

Les *Lettres Françaises* en revanche disparaissent en 1972, lâchées par le PCF après avoir longuement persisté dans leur soutien à la liberté artistique et politique des intellectuels tchécoslovaques. La dimension critique de leur militantisme condamne également les intellectuels de la *Nouvelle Critique*. Leur revue est remplacée en 1980. Les libertés octroyées par le comité central d'Argenteuil ne sont alors plus compatibles avec les replis politiques communistes. Dans le cadre d'une politique frontiste de rassemblement en revanche elles ont laissé une latitude inédite aux intellectuels communistes pour exister à la fois politiquement et intellectuellement. Rien d'étonnant, dès lors, que le comité central d'Argenteuil soit resté pour nombreux d'entre eux le souvenir d'un moment heureux. ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR FRANÇOIS MOUILLÉ

L'Union européenne, une gestion différenciée et évolutive des frontières

Les frontières de l'Europe n'ont pas disparu*

L'Union européenne est une production territoriale en constante évolution. Sous l'effet des différentes réglementations des frontières « points » se sont substituées aux frontières lignes à l'intérieur de l'Europe.

38

FRANÇOIS MOUILLÉ est géographe. Il est maître de conférences à l'université d'Artois.

Le degré d'intégration d'un État est en mouvement permanent d'autant que près de la moitié des membres de l'Union est de fait dans une phase transitionnelle. Les années quatre-vingt-dix ont été fortement marquées par un discours dominant sur l'effacement des frontières de l'Europe. Les vingt ans de la chute du mur de Berlin ont été l'occasion d'affirmer le contraire. Les frontières entre les États existent, elles sont sans cesse prises en compte dans les politiques territoriales européennes et nationales avec des objectifs, selon les frontières, parfois très différents.

Depuis 1990, l'Union européenne a néanmoins mis en place une politique innovante en faveur de la coopération transfrontalière et transnationale. Les différentes phases qui se sont succédé montrent la capacité d'expérimentation des politiques européennes pour élaborer des outils politiques les plus perfor-

mants possibles. La logique de la coopération territoriale va-t-elle dans le sens d'une gestion uniforme des frontières européennes ? Nous pouvons déterminer, après vingt ans de coopération financée partiellement par Bruxelles, de véritables impacts spatiaux en contexte frontalier.

LES ESPACES FRONTALIERS

Les États, comme les nombreux niveaux des collectivités territoriales en Europe, constituent des territoires dont certains ont une importance réelle dans l'identité des populations. Les espaces frontaliers ont par essence été des espaces de marges, de confins où les aménagements étaient les plus élémentaires dans une culture historique du conflit. L'histoire récente des convergences des États a permis de créer de la couture sur les cicatrices de l'histoire que sont les frontières. Les dynamiques spatiales actuelles permettent-elles d'observer des territoires innovants qui seraient à cheval sur les lignes frontières, en situation transfrontalière ?

L'histoire récente de l'Union européenne est révélatrice du principe évolutif de son espace. Depuis la chute du socialisme en Europe centrale et orientale, l'ouverture

vers l'Est s'est réalisée en trois étapes successives dans une logique géopolitique de stabilisation des démocraties, exactement comme la période d'intégration des années quatre-vingt sur les rives nord du bassin méditerranéen. La première vague est celle de 1995 avec l'Autriche, la Finlande et la Suède. En 2004, la majorité des dix États intégrés était dans le bloc de l'Est. L'Union a donc intégré de très jeunes démocraties qui ont toutes réalisé des efforts substantiels de convergence avec l'aide de Bruxelles pour que leurs économies, leurs fonctionnements publics et leurs sociétés soient en phase avec le reste de l'Europe, même si des contrastes vont demeurer encore longtemps. En 2007, la Roumanie et la Bulgarie sont intégrées. D'autres États sont candidats notamment la Croatie, la République de Macédoine et la Turquie.

Comprendre l'évolution de l'Europe, c'est admettre son caractère dynamique dans une logique de volontariat, ce qui est un processus politique très particulier. Cela pose bien évidemment la question de la limite territoriale dans le cadre d'un processus d'expansion. La géopolitique est le moteur du processus, pour autant des questions apparaissent sur la pertinence



Frontière Roumanie-Moldavie © F. Moullé



Frontière franco-espagnole © F. Moullé

de la poursuite de cette dynamique spatiale.

LES DÉCOUPAGES SPATIAUX, MONNAIE UNIQUE, SCHENGEN..

Un certain nombre de thèmes de convergences des États s'est d'abord réalisé dans un cadre intergouvernemental. Les acquis produits par l'expérimentation de quelques membres ont été ensuite généralisés de manière fédérative aux nouveaux membres. Ainsi, des découpages spatiaux différencient l'unité apparente de l'Union européenne. Par exemple, l'espace de la monnaie unique, l'euro, n'intègre pas les 27 membres.

Parmi les différenciateurs spatiaux créés par l'histoire de la gouvernance européenne, l'espace Schengen a l'impact le plus fort sur les frontières européennes. L'objectif des accords Schengen signés en 1985 et mis en pratique à partir de 1995 est la liberté des personnes entre les pays membres, ce qui était un élément du traité fondateur de Rome. Pour permettre la libre circulation des personnes dans un espace spécifique, il faut

des mesures garantissant son bon fonctionnement et notamment des contrôles renforcés aux frontières externes. C'est à ce niveau que l'espace Schengen est devenu le différenciateur majeur de l'Europe. Entre les pays membres, les contrôles aux frontières ont été globalement démantelés. Les services des douanes ont été renforcés sur les nœuds des réseaux notamment les aéroports et les ports. Les frontières « points » se sont substituées aux frontières lignes à l'intérieur de l'Europe. Par contre, les lignes extérieures font l'objet de contrôles particulièrement importants avec des outils modernes pour détecter les tentatives de passages. Localement, le principe du mur est mis en pratique notamment pour les deux enclaves espagnoles au Maroc, Ceuta et Melilla. La politique restrictive engagée par les accords de Dublin (1990) en matière de visa a provoqué de nombreux flux clandestins. Le bilan est lourd (Migreurop, 2009) et montre que les frontières externes de l'Europe font partie des lignes les plus dangereuses à franchir dans le monde.

L'Union européenne ne peut être interpré-

tée que dans un processus dynamique d'intégration où les frontières vont évoluer en termes de fonctions. Il est clair qu'il existe

“ Le bilan est lourd et montre que les frontières externes de l'Europe font partie des lignes les plus dangereuses à franchir dans le monde. ”

deux types de frontières diamétralement opposés avec d'une part les frontières externes, filtrantes et sélectives, et les frontières internes, objets d'une politique expérimentale pour favoriser l'émergence de nouveaux territoires jouant un rôle de couture du *patchwork* européen. ■

* Première partie de l'article dont la deuxième sera publiée dans un numéro ultérieur

Par JEAN-PIERRE KAHANE*

La place de la science dans la société 3/3*

L'accès à la science pour tous était une conception révolutionnaire, elle ébranlait les fondements religieux de la cité, elle a valu à Socrate sa condamnation à mort.

*JEAN-PIERRE KAHANE est mathématicien. Il est professeur émérite à l'université Paris Sud Orsay.

Quels sont les changements intervenus pour les chercheurs ?

Les changements sont rapides et très inquiétants. Jamais la paperasse n'a été aussi envahissante. La pratique des contrats à court terme amène les chercheurs à mobiliser leurs forces pour obtenir des contrats puis d'autres contrats, au détriment de la recherche proprement dite. Les jeunes font un long parcours du combattant comme allocataires, assistants provisoires ou post-doc en espérant un poste permanent, et s'ils ont la chance d'être recrutés ils entrent dans un système où l'instabilité est programmée : c'est la politique générale de la recherche qui est en cause, avec Lisbonne et l'économie de la connaissance, avec la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) bien mal nommée, avec l'Agence nationale de la recherche (ANR) qui focalise les énergies, juste en ce moment, pour en obtenir des contrats, et avec la chasse aux contrats européens. La réaction à ces changements dans le milieu se situe entre révolte et résignation. La révolte a eu lieu il y a 4 ans, avec la naissance du mouvement *Sauver la recherche*. En apparence, l'atmosphère est à la résignation : pour vivre et avoir les moyens de travailler, il faut bien passer sous les fourches caudines. Mais la révolte gronde sous la cendre ; elle peut être, ou non, un ferment de conscience politique pour mettre en cause le système actuel et le capitalisme lui-même.

La course à l'excellence avec la politique des laboratoires et initiatives d'excellence fausse la pratique de l'évaluation : l'évaluation peut être le paravent d'une entreprise de démolition. De cela le milieu prend conscience. Un signe parmi d'autres : le conseil scientifique du CNRS lance un cri d'alerte sur les conséquences négatives de la création des nouvelles structures

telles que Labex et Idex sur l'ensemble de la recherche en France

Quels sont les changements souhaitables ?

Les changements majeurs seront des changements politiques. Mais il y en a qui se préparent ou peuvent se préparer dans le milieu lui-même.

Il faut chasser le secret partout où il se niche : dans les instances de décision comme dans la pratique scientifique quotidienne. Dans les statuts votés par les universités au début des années 70, qui attestaient d'une autonomie scientifique et pédagogique non négligeable, il était parfois indiqué que l'université s'interdisait les recherches à caractère secret. Mais il y a eu dérive depuis lors. Les universités ont accepté des contrats avec des clauses de secret. Plus grave, le financement des thèses de doctorat a abouti à soumettre au secret industriel des travaux de doctorants, interdisant de fait la soutenance publique de l'ensemble de la thèse. Cette pratique est inadmissible et doit être combattue.

Il faut améliorer par tous les moyens la communication entre les chercheurs. L'informatique et les télécommunications changent la donne. Le courrier électronique a détrôné les lettres, il est indispensable. La documentation électronique supplée pour une part les bibliothèques, il faut veiller à ce qu'elle ne passe pas au service des grands éditeurs privés. Dans le secteur des publications, la nouveauté la plus importante est constituée par les « Archives ouvertes », où les auteurs peuvent déposer leurs articles sans contrôle scientifique préalable. En contrepoint à la manie de la bibliométrie, voici un exemple remarquable. Le Russe Yuri Perelman a obtenu la médaille Fields lors du dernier congrès international des mathématiciens sans avoir jamais rien publié ; ses travaux, révolutionnaires, avaient seulement été déposés dans des « Archives ouvertes ».

Au cours de l'histoire, la science a progressé

parce que les découvertes ont été communiquées. Les modes de communication actuels sont à examiner de près : ils renferment des dangers, ne serait-ce que de rendre périmés les moyens précédents, mais aussi des possibilités infinies. En particulier, bien employés, ils doivent permettre aux jeunes de s'affirmer plus facilement.

Quels sont les liens, ou les oppositions, entre science et démocratie ?

Première réponse, qui est la position de Claude Allègre : il n'y a aucun rapport entre science et démocratie. En effet, on ne prouve pas un théorème en le mettant aux voix, et on n'élit pas les prix Nobel au suffrage universel.

Seconde réponse : il y a beaucoup de rapports. Quand Périclès vante la démocratie athénienne et son efficacité, il place en premier lieu le débat public et en second la décision majoritaire après le débat ; il dit aussi que le débat n'est pas niveleur, mais qu'au contraire il permet au peuple d'élire les meilleurs aux postes les plus responsables. Quand, plus de vingt siècles plus tard, Montesquieu définit l'*Esprit des lois*, il dit qu'en démocratie, où le peuple a la souveraine puissance, le peuple fait par lui-même tout ce qu'il sait bien faire ; les élections viennent en complément, pour faire faire par des élus ce que le peuple ne sait pas faire directement.

On retrouve ces idées mises en pratique dans la vie scientifique, ou tout au moins admises comme inhérentes à la vie scientifique. Chaque individu, chaque équipe ou labo doit faire ce qu'il sait bien faire, c'est le point de départ ; il faut aussi s'aventurer à faire ce qu'on ne sait pas faire ; là le débat est indispensable, et plus il est approfondi, plus il est efficace. Enfin, quand les débats sont bien menés, ce ne sont pas les démagogues ou les faiseurs qui l'emportent, mais les meilleurs ; la démocratie est gage du succès dans le choix des leaders. Cela, c'est la démocratie en vase clos, dans le milieu scientifique lui-même. Elle s'avère

efficace dans le métier, et aussi au plan de la politique générale, qui est du ressort de la démocratie au sens large. Les débats approfondis entre physiciens des hautes énergies, les conclusions bien établies auxquelles ils parviennent sur les expériences cruciales et les instruments nécessaires pour les réaliser, ont entraîné la naissance puis le développement du Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN), qui est un modèle de coopération internationale.

Même en vase clos cette démocratie nécessite des structures ; celles établies après la Libération avec le Comité national de la recherche scientifique, puis celles des organismes de recherche et des universités, permettent en principe un exercice de la démocratie élargie à une institution assez large. Dans une vision dynamique de la recherche scientifique il faudrait l'élargir encore, et y faire participer la recherche menée dans les industries.

Cela ne suffit pas, mais c'est un bon début pour élargir le débat sur la science à l'ensemble de la société. Un tel début est d'ailleurs nécessaire dans tous les secteurs d'activité : la démocratie doit se développer dans les ateliers comme dans les laboratoires. C'est la condition d'un échange fructueux et de progrès à venir.

Quel contenu peut-on donner à une appropriation collective de la science ?

L'appropriation collective des moyens de production et d'échange est une vieille idée qui est toujours actuelle. Il ne s'agit pas seulement de partager les richesses, mais d'intervenir dans la façon de les produire. C'est la même logique qui s'applique à la production scientifique. Il s'agit pour la collectivité de se rendre maîtresse de la science et des conditions de sa production.

Je vois tout de suite Claude Allègre bon dir. Comment ? Vous allez remettre à tout le monde, aux ignorants, la possibilité de dicter aux chercheurs ce qu'ils doivent faire ! C'est la pire des dictatures que vous voulez instaurer. Nullement. Nous voulons qu'au lieu des capitalistes ce soient les peuples qui aient la parole en toute chose, et cela comprend la grande activité humaine qu'est la recherche scientifique.

Et cela n'implique pas que chacun sache tout. Mais cela implique que toute la science acquise soit assimilée par la collectivité dans son ensemble. Les conséquences sont multiples. C'est la justification des cours avancés dans tous les secteurs de la recherche, pour ne rien laisser perdre des connaissances actuelles. D'où un effort considérable pour l'enseignement supérieur scientifique, hors de proportion avec

les effectifs actuels. C'est aussi la justification d'un lien plus étroit entre tous les ordres d'enseignement. Et c'est aussi la nécessité d'un contact direct organisé entre les chercheurs et les citoyens sous toutes les formes possibles.

Doit-on distinguer science et technologie, découverte et invention, nouveauté et innovation ?

Dans l'histoire humaine la curiosité et l'inventivité ont eu un rôle fondamental. En gros, elles se sont cristallisées sous la forme de la science et de la technologie. Les découvertes sont du domaine de la science, les inventions du domaine de la technologie. Cela dit, il est parfois bien difficile de distinguer invention et découverte. Les inventions techniques sont inséparables du développement des sciences. On peut aussi arguer du fait que la science est une création humaine, qui crée et utilise ses propres outils, que ces outils engendrent souvent des concepts, et que ces concepts à leur tour engendrent des outils d'intérêt général. On pourrait ici multiplier les exemples ; même en se tenant à une seule science, disons les mathématiques, les illustrations sont légion.

La nouveauté en science peut être à très longue portée. La cryptologie contemporaine est l'application, après plus de deux millénaires, de la théorie de la décomposition des nombres en facteurs premiers. L'innovation au contraire se réfère à l'immédiat, et plus spécialement à l'intérêt immédiat du capital. C'est pourquoi on insiste tant aujourd'hui sur l'innovation. Le terme lui-même évoque le court terme. Comment restaurer l'innovation comme objectif respectable ? Je ne le vois possible que dans un changement politique profond.

L'expertise scientifique fait-elle problème ?

Oui, elle fait problème à bien des égards. C'est un mal nécessaire. Si le gouvernement du Sénégal envisage de grands travaux d'aménagement du fleuve, il faut en prévoir les conséquences pour l'état des sols, la navigation, la pêche et l'habitation des riverains. Une enquête est nécessaire. Le Sénégal ne dispose pas de spécialistes dans tous les domaines, mais il a d'excellents mathématiciens qui ont des contacts internationaux et peuvent être consultés sur les experts internationaux choisis dans les différents domaines. En effet, l'expertise a toujours une incidence financière, et les experts les plus respectables n'échappent pas au soupçon, souvent justifié, de conflit d'intérêt.

Dans la société actuelle, l'expertise s'étend

à tous les secteurs dans lesquels il y a à gagner de l'argent par la chicane. Les experts se doublent donc de contre-experts, et les entreprises comme les praticiens tendent à s'assurer contre des expertises défavorables. Ce peut être désastreux dans le domaine médical, comme le montre l'exemple des États-Unis.

Je pense que l'avenir de l'expertise est de rejoindre son passé : les meilleurs experts sont les producteurs, et les producteurs sont responsables. À toutes les grandes époques, dont l'époque de la Libération en France, des grands travaux ont été décidés après un sérieux examen et confiés à des entreprises responsables, qui en France après 1944 ont été des entreprises nationales. Nous n'avons pas eu à nous en plaindre, ni pour l'efficacité ni pour la sécurité.

Quel est le rôle de l'éthique dans la pratique scientifique ?

Dans la pratique scientifique on ne doit pas tricher et on ne doit pas voler le voisin. Mais l'éthique du métier est aussi de bien faire ce qu'on a à faire, comme partout ailleurs. Et pour cela il faut, un peu plus qu'ailleurs, avoir un certain amour du métier. Cet amour se transmet et même s'enseigne, par simple contact. C'est un peu le rôle des directeurs de thèses, des responsables d'équipes, et, peu ou prou, de tous les chercheurs.

En gros, l'éthique fonctionne. Sans cela il n'y aurait pas d'évaluation possible par les pairs, ni de reconnaissance de paternité pour des résultats importants. Mais il y a aussi des cas douteux, où des résultats sont annoncés sans être établis, ou d'autres malhonnêtetés. Un sujet à la mode et qui nous vient d'Amérique est l'intégrité scientifique. On doit en débattre au sein d'un comité d'éthique à l'Académie des sciences, et je pourrai en dire plus à ce sujet dans quelques mois. Mais *a priori* je suis assez effrayé par une tendance qui vient d'outre-Atlantique : inclure dans tout contrat une clause éthique, avec obligation si l'on y a contrevenu de rembourser le montant du contrat. Comme un tel remboursement est impossible, il se dessine déjà un système d'assurance éthique, comme il y a des assurances pour les médecins en cas de procès. On voit les dégâts possibles. ■

** La Revue du Projet présente la fin des réponses de Jean-Pierre Kahane données lors d'un échange en janvier 2011. Il répondait alors à quinze questions sur le sujet. La réponse aux premières questions a été publiée dans La Revue du Projet, n° 14 (février 2012), la suite dans le n° 17 (Mai 2012).*

Par ALAIN VERMEERSCH

L'austérité, vite !

Durant la période estivale, dès avant les multiples prises de position du président de la République de cette rentrée, les médias sonnaient le tocsin. Pour avertir des dangers ou pour préparer le terrain politique à des mesures impopulaires ?

UN DISCOURS DE CATASTROPHE...

Anne Rovan (*Le Figaro* 24/07/12) analyse « Sur fond de crise, de plans sociaux et de chômage, Hollande ne peut que s'attendre à une baisse de popularité. Le président n'entend pas dévier du cap qu'il s'est fixé : d'abord le redressement « dans la justice », ensuite la redistribution. Les Français moyens et modestes devront donc s'armer de patience. Tant sur le front de l'emploi que sur celui du pouvoir d'achat, le gouvernement ayant été chiche sur le smic et annulant la défiscalisation des heures supplémentaires. D'autant que ces premiers signes de désamour pourraient trouver un nouvel écho dans les réformes de société très clivantes que prépare le gouvernement : fin des peines planchers, droit de vote des étrangers aux élections locales ou mariage homosexuel. ». Le même jour, Anton Brender dans le même quotidien remarque « L'ajustement budgétaire européen se fait par compression de la demande interne et donc aussi de la croissance. Le nouvel exécutif français semblait l'avoir compris en axant son discours sur le besoin de croissance. Au sommet européen de juin dernier, ce discours est malheureusement passé à la trappe. Certes, les leaders européens ont reconnu l'importance de la croissance. Mais, ils n'ont pas voulu décider ensemble de desserrer le rythme de la restriction budgétaire. Là est le problème. Nous devons nous préparer à des moments difficiles... » *Libération* (27/07/12) de son côté écrit « La stra-

tégie gouvernementale de réduction des déficits coûte que coûte pourrait se révéler encore bien plus néfaste si l'effet multiplicateur devait être plus important, dans le cas où la crise venait à s'intensifier. Pour éviter ces scénarios noirs, l'OFCE estime qu'il est temps d'adopter une « stratégie vertueuse » qui consisterait à faire un *distingo* entre déficit structurel et celui résultant d'une mauvaise conjoncture. En attendant, l'impact sur l'emploi des mesures envisagées par le gouvernement devrait être plus limité qu'attendu. » Dans *Les Echos*, Dominique Seux (25/07) constate « depuis le 16 mai, la nouvelle équipe s'est pour l'essentiel attachée à installer un nouveau type de gouvernance (avec succès) et, sur le fond, à... défaire les réformes de l'ère Sarkozy. Cet épisode des chevauchées furieuses contre l'héritage du pouvoir précédent ne pouvait évidemment être éternel ! L'exécutif prépare donc la suite. En deux temps. Le premier est l'annonce, depuis quelques jours, d'un certain nombre d'inflexions possibles dans les mois à venir par rapport aux projets de la campagne électorale. Le second temps est celui des annonces concrètes, qui commence aujourd'hui avec le plan d'aide à la filière automobile. Dans ce domaine aussi, le gouvernement est en phase accélérée d'atterrissage. On jugera aujourd'hui si, après le temps du romantisme, vient celui du réalisme. » Yves Thréard dans *Le Figaro* (02/08) avertit « C'est après la trêve estivale que le chef de l'État

devra donner la mesure de ce qu'il sait faire. Ainsi François Hollande pense-t-il avoir satisfait ses électeurs pour l'immédiat. À plus long terme, quand ils devront payer la facture, ils déchanteront sans doute. Sur le reste, le hollandisme de ce début de quinquennat est un impressionnisme. Le souci majeur du chef de l'État est de donner l'impression qu'avec lui tout va beaucoup mieux qu'avec Nicolas Sarkozy. Si tel est le hollandisme, il pourrait vite se désintégrer sous la pression des mécontentements et de l'impatience. Après la rentrée. »

... POUR PRÉPARER LES ESPRITS À L'AUSTÉRITÉ

Jacques Julliard (*Marianne* 27/08), dans son éditorial, conseille « Plus à gauche ? Plus à droite ? Ce n'est pas ainsi que les Français raisonnent. Ils n'attendent pas des positionnements habiles mais des réponses concrètes à leurs problèmes. Ils attendent de leur président une ambition, une direction. Sinon, les uns et les autres reviendront à leur revendication particulière et c'en sera fini de ce qui aurait pu être un nouveau départ. Or, pour le moment, Hollande respecte ses promesses mais il déçoit nos espérances. Faut-il le répéter ? Il n'y a qu'une priorité, qui conditionne toutes les autres : le redressement économique du pays. Il y aura des grincements de dents, des procès en trahison. Pour gouverner vraiment, il faut renoncer à être aimé de tout le monde. » Denis Muzet (*Le Monde* 13/08), directeur de



Médiascopie, affirme « les Français ont compris que, aujourd'hui, la puissance est du côté de la finance et de l'économie. La crise et les agences de notation l'ont démontré. Mais s'il veut entraîner les Français, il lui faut forger un grand récit. Les Français ont intégré la nécessité de la rigueur. On l'a vu à l'automne 2011 au moment des plans Fillon, dont ils trouvaient qu'ils n'allaient pas assez loin. Ils sont prêts à participer individuellement à l'effort, à deux conditions : qu'il soit équitablement partagé - de ce point de vue, des gages ont été donnés depuis trois mois -, mais aussi qu'on voie à quoi il va mener, qu'il va déboucher sur un mieux pour nos enfants, sinon pour nous. » Thomas Wieder (*Le Monde* 29/08) se réjouit « Alors que Michel Sapin, le ministre du travail, s'appête à présenter son projet en faveur des emplois d'avenir, le gouvernement n'entend pas laisser s'ins-

taller l'idée que sa politique contre le chômage se limite à la création d'emplois aidés. Dans ce contexte, l'université d'été du Medef vient à point nommé. Elle sera l'occasion, pour les ministres présents, d'assurer les chefs d'entreprises de l'engagement du gouvernement en faveur de la compétitivité. L'enjeu, pour le gouvernement, est double : convaincre les chefs d'entreprise qu'il agit bel et bien en faveur de la compétitivité, mais éviter que la question ne soit abordée sous le seul angle du problème du coût du travail. ». Laurent Mauduit peut alors écrire (Mediapart) « Dans une conjoncture déprimée, marquée par un effondrement du pouvoir d'achat et une stagnation de la consommation, le nouveau chef de l'État avait le moyen d'apporter la preuve qu'il entendait engager une politique de la demande pour stimuler la croissance. On sait ce qu'il en est advenu : au 1^{er} juillet, le

Smic n'a été revalorisé que de 2 %. Dès la fin juin, à la même époque que l'arbitrage sur le Smic, le gouvernement a révélé qu'il conduirait une politique budgétaire d'austérité, avec des normes d'évolution pour les crédits aussi draconiennes que sous Sarkozy. Cela a transparu dès les premières « lettres de cadrage » de Jean-Marc Ayrault, fixant des priorités budgétaires pour 2013-2015. Au travers du projet de loi de finances pour 2013, qui sera dévoilé courant septembre, on aura la confirmation que ce cap de l'austérité est maintenu. » Laurent Joffrin, à l'émission *Mots croisés* (03/09), encouragé, déclare « C'est un programme de gauche le plus mesuré depuis le Front populaire. L'opinion était prête à entendre un discours d'urgence et de gravité de la crise ». Sans commentaire. ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

La rubrique Critiques évolue... Aux côtés des critiques d'ouvrages récents, vous y trouverez désormais une présentation régulière des revues communistes ou travaillant à l'élaboration d'une pensée progressiste. L'objectif : faire de notre rubrique un carrefour de la pensée communiste et critique, offrant à nos lecteurs une vision d'ensemble des analyses qui circulent et les moyens de nourrir leur propre réflexion. Et parce que quelques lignes ne suffisent pas à rendre compte de la complexité d'une pensée ou de la richesse d'un débat, un texte long sera consacré chaque mois à un penseur ou à une notion clé. Ce mois-ci, nos lecteurs pourront ainsi découvrir ou redécouvrir la pensée révolutionnaire de Michel Vovelle, avant de faire le point le mois prochain sur ce que le mot « néolibéralisme » veut dire.

Marine Roussillon

Un engagement révolutionnaire pour aujourd'hui

MICHEL VOVELLE

PAR LOUIS GABRIEL

« Nous savons, car nous ne sommes pas aussi naïfs qu'on le dit, que la Révolution ne recommencera plus comme en 1789 ou en 1793. Mais nous n'avons pas abandonné l'idée de changer le monde – et en bien. »

Michel Vovelle est connu à la fois pour son œuvre savante, qui en fait l'un des historiens majeurs de la Révolution française, et pour son engagement en faveur des révolutions à venir. La manière dont il articule ambition intellectuelle et politique est d'autant plus intéressante qu'elle est nourrie d'une expérience historique qui a rebattu les cartes : celle du long tournant historique qui a mené du monde de la guerre froide au monde d'aujourd'hui. Plusieurs textes récents, courts et accessibles (presque tous peuvent être consultés en ligne) témoignent de l'actualité de sa pensée révolutionnaire.

UN COMBAT D'UN AUTRE TEMPS ?

À l'époque de l'URSS, l'historiographie de la Révolution française a été aussi polarisée que le monde géopolitique. Deux courants de pensée se sont affrontés. Le premier, inscrit dans une longue tradition d'histoire sociale qui remonte à Jaurès, est devenu dominant pendant une bonne partie du XX^e siècle, au point d'être appelé « classique ». L'autre, dit « critique » et émergent chez les chercheurs anglo-saxons dans les années 1950-1960, a été de plus en plus influent dans les années 1970-1980. François Furet (décédé en 1997) a été la figure majeure de ce courant qui s'est développé avec l'essor des pensées libérales de droite comme de gauche.

Succédant à de grandes figures comme Albert Mathiez, Georges Lefebvre et Albert Soboul, Michel Vovelle est d'abord connu pour avoir été le principal chef de file de la tradition « classique » ou progressiste dans le moment où la polarisation du débat a été la plus forte. S'il a joué un rôle scientifique et institutionnel de premier plan en 1989, président la Commission de recherches historiques pour le bicente-

naire de la Révolution, l'année de la chute du Mur de Berlin correspond également au moment où le courant critique a conquis une hégémonie provisoire. C'est particulièrement du côté des médias que les idées de François Furet sont alors devenues dominantes, pour le rester dans une large mesure jusqu'à aujourd'hui, se constituant, écrit Michel Vovelle « en une nouvelle "vulgate" qu'il ne fait pas bon de contester » (2010, p. 20).

Ce conflit, étroitement lié au contexte de la guerre froide, est-il encore d'actualité ? D'un point de vue historiographique, certaines de ces oppositions sont incontestablement dépassées. Ont-elles seulement jamais été autre chose qu'une simplification du débat ? Opposer l'histoire sociale à l'histoire politique ou la Révolution comme progrès à la Révolution comme « dérapage » n'a plus grand sens. Il n'y a pas une seule interprétation « classique » et une seule interprétation « critique » et il n'est plus bienvenu de se réclamer de l'une des deux traditions. Ainsi, un jeune chercheur comme Guillaume Mazeau, bien que très nettement à gauche du champ historiographique, voit-il dans une préface récente de Michel Vovelle « une répétition des querelles du Bicentenaire » et « une historiographie de combat pourtant un peu déconnectée des débats actuels ». Cela dit, un point du débat au moins reste très clivant : le jugement porté sur la période qui va de la chute de monarchie (10 août 1792) à la chute de Robespierre (9 thermidor an II - 27 juillet 1794). Pour les héritiers du courant classique, la période, hautement politique, est intéressante pour ses innovations. Pour les héritiers du courant critique, elle correspond à une sortie du politique, mérite pleinement son nom de Terreur et annonce tous les « totalitarismes ».

D'un point de vue politique, la convergence idéologique de la social-démocratie et de la droite libérale que nous connaissons aujourd'hui, héritée des années de transition qui ont précédé et suivi la chute du Mur, mérite toujours d'être combattue. Et les travaux de Michel Vovelle peuvent nous y aider.

COMMENT PENSER LA RÉVOLUTION FRANÇAISE LORSQU'ON VEUT FAIRE LA RÉVOLUTION ?

Dans un colloque organisé par la fondation Gabriel Péri en 2005, dans le contexte du référendum sur le traité constitutionnel européen, Michel Vovelle posait la question : « Sommes-nous livrés à une fatalité, et faute d'alternative crédible, contraints au nom du principe de réalité, à demeurer spectateurs passifs d'une évolution dont nous percevons tous les dangers ? ». Un peu plus loin il répondait : « Il n'y a pas de fatalité qui ne soit susceptible d'être surmontée par la volonté collective ». C'est dans cette perspective que le choix de penser la Révolution comme une action collective, et non comme le résultat d'une fatalité, conserve toute sa portée politique. Il s'agit de contrer François Furet et ses héritiers, qui, en passant de l'idée de « dérapage » à celle d'« illusion » et en insistant sur le rôle des « passions » dans le processus révolutionnaire, ont pensé une histoire où l'homme ne maîtrise pas son destin. Mais plus largement, c'est toute la pensée anti-progressiste du désenchan-

tement contre laquelle il importe de prendre position. Michel Vovelle a ainsi récemment dit ses « inquiétudes vis-à-vis d'une tendance qui, après avoir euthanasié la Révolution, s'en prend désormais aux Lumières, comme porteuse de l'idéologie du progrès » (2010, p. 20). Réagissant en 2007 au livre de Régis Debray *Aveuglantes Lumières*, il écrit : « le voici réduit à promener l'idée "ingrate" d'une "gauche tragique" qu'il prêche dans le désert. [...] Parce qu'il n'y a plus d'espérance collective, il a décidé d'éteindre les Lumières, et de naviguer dans le clair-obscur » (2007). Contre les concepts à la mode d'illusion et de désenchantement, Michel Vovelle continue à défendre les idées de progrès et d'action collective raisonnée et maîtrisée.

Il affirme de surcroît la nécessité de la rupture comme mode d'action collective. La Révolution française a-t-elle été une rupture ou s'est-elle inscrite dans la continuité d'un processus plus long ? La question historiographique peut sembler vaine : il est évident que toute étude de détail découvre à la fois des éléments de rupture et des éléments de continuité. Mais les enjeux politiques de la question restent de première importance : les furétiens, en mettant l'accent sur la continuité, poursuivent plusieurs objectifs. D'une part, ils atténuent la portée politique de l'événement révolutionnaire. D'autre part, ils défendent une vision réformiste de la politique, considérant que les transformations graduelles sont toujours préférables et les ruptures toujours dangereuses. Dans sa note du mois de février dernier, Michel Vovelle défend la notion de révolution lorsqu'il marque sa distance avec Edgar Morin, lequel dit préférer les « métamorphoses » (2012, p. 12).

Cette note sur les révolutions arabes est révélatrice d'un dernier enjeu de la pensée de la Révolution pour Michel Vovelle : il s'agit d'affirmer l'actualité de la Révolution, contre François Furet et tous ceux qui après lui ont affirmé que la Révolution était terminée. « Terminée la Révolution ? répond Michel Vovelle, nous le savions depuis 1989, et la campagne du Bicentenaire, quand la formule de François Furet, érigée en slogan sécurisant, a été accueillie avec faveur par une partie de l'opinion et des médias » (2012, p. 3). Si pour Furet le temps n'est plus de faire mais de *Penser la Révolution* (c'est le titre de son ouvrage publié en 1978) comme un événement appartenant définitivement au passé, pour Vovelle au contraire, la révolution se pense et se fait au présent.

MENER LE COMBAT AUJOURD'HUI

Dans le texte qu'il a signé pour la série de portraits de révolutionnaires publiés par *L'Humanité* pendant l'été 2009, Michel Vovelle appelle Robespierre « mon héros » tout en se défendant d'écrire « une hagiographie ». Comment défendre la Révolution sans opposer une légende dorée à la légende noire ? Comment mener à bien la part d'apologie nécessaire, face aux attaques dont la Révolution est l'objet, tout en évitant les oppositions simplistes et confortables grâce auxquelles, écrit Michel Vovelle, « le petit (?) bourgeois n'a pas fini de dire "d'un côté, de l'autre" ... » (2003). L'ironie qui caractérise souvent la manière d'intervenir de Michel Vovelle est sans doute un signe de cette tension. Plus fondamentalement, c'est par ses choix d'objets d'étude et les méthodes mises en œuvre qu'il parvient à concilier histoire, mémoire et engagement. Avec *La découverte de la politique* (1993) et *Les Sans-culottes marseillais* (2009) il étudie avec précision les militants de base de la Révolution plutôt que ses grands hommes. Les pratiques militantes

sont envisagées dans toutes leurs dimensions : économiques et sociologiques bien sûr, mais aussi culturelles. Historien des « mentalités », des « idées » et des « représentations », Michel Vovelle intègre de nouvelles dimensions à l'histoire sociale. Contre le morcellement des approches, il étudie et pense le social dans sa globalité.

Faire vivre la Révolution aujourd'hui suppose également de ne pas l'enfermer dans des schémas déterministes. S'il y a une nécessité historique des révolutions, cela ne signifie pas qu'il existe un seul chemin, écrit d'avance. Dans sa note de février 2012 sur les révolutions arabes, Michel Vovelle met l'accent à la fois sur l'actualité des révolutions (« [elles] se sont intitulées *révolutions* et il n'y a pas lieu de discuter ce statut », p. 23) et sur leur incertitude (« je ne puis me targuer d'être plus malin que les autres car l'aventure n'est pas terminée et l'on n'en connaît pas l'issue », p. 27). Avec ces révolutions de l'année 2011 et « l'irruption non inattendue mais devenue cataclysmique de la crise mondiale, financière, économique, sociale [...] la Révolution est redevenue un objet chaud. Mais nous restons dans le doute sur le visage qu'elle pourrait prendre un jour » (p. 29). Dans un tel contexte, le rôle de l'historien est double : d'une part, il doit s'appliquer à « suivre les inflexions, les audaces et les ratures » de l'histoire (p. 33). D'autre part, il doit s'engager, parce que le débat, loin d'être affaire d'érudition savante, engage l'avenir : « Pouvons-nous éviter de nous situer, aujourd'hui comme hier, dans ce contexte où la Révolution française continue à interroger l'avenir à partir du passé ? » (2010, p. 25). Michel Vovelle nous enseigne ainsi à concilier incertitude et engagement intellectuel.

Michel Vovelle est professeur émérite à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il a dirigé l'Institut d'Histoire de la Révolution française de 1981 à 1993.

Textes cités

« Guillaume Mazeau, *Pourquoi faire la Révolution* », Paris, Agone, 2012 ; compte-rendu dans la *Revue du Projet* d'avril 2012.

« La Révolution française et le monde moderne », *Die Französische Revolution und das Projekt der Moderne*, sous la direction de Anton Pelinka et Helmut Reinalter, Wien, Wilhelm Braumüller, 2002, p. 15.

« Un centenaire qui n'aura pas lieu », *Annales historiques de la Révolution française*, 332, avril-juin 2003, (ahrf.revues.org/5493).

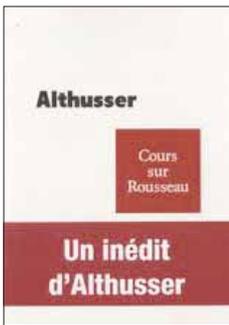
« Les conclusions de Michel Vovelle », Colloque de la Fondation Gabriel Péri, *La transformation sociale à l'heure de la mondialisation*, Paris, 16 avril 2005 (www.gabrielperi.fr/Les-conclusions-de-Michel-Vovelle).

« Régis Debray, *Aveuglantes Lumières* », *Annales historiques de la Révolution française*, 349, juillet-septembre 2007, (ahrf.revues.org/11269).

« Pourquoi je suis robespierriste », *L'Humanité*, 27 juillet 2009, p. 20, repris dans le hors-série *1789-2009, portraits de révolution*, 2009, p. 11 (www.humanite.fr/node/21607).

« Préface » dans *La Révolution française, une histoire toujours vivante*, sous la direction de Michel Biard, Paris, Tallandier, 2010.

Révolution – Révolutions à l'horizon 2011-2012, Note de la Fondation Gabriel Péri, février 2012. (www.gabrielperi.fr/Revolution-revolutions).



Cours sur Rousseau [1972]

Le Temps des Cerises, 2012

LOUIS ALTHUSSER

PAR SHIRLEY WIRDEN

Alors que nous célébrons le tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau, paraît un inédit d'Althusser : trois cours sur Rousseau dispensés en 1972 à l'École normale supérieure étudiant le *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*.

Rousseau est le seul philosophe à avoir pensé à la fois dans l'origine et l'origine elle-même. Althusser dispense une compréhension du fondement de la philosophie rousseauiste : ce « mystère » de l'état de nature. L'erreur des philosophes du droit naturel soulignée par Rousseau est d'avoir pensé dans l'origine sans définir ce qu'elle était. Cela les a conduits à placer dans l'état de nature les raisonnements produits par la société, et à dessiner ainsi un cercle improductif. C'est alors que le concept fondamental de Rousseau est mis en lumière par Althusser :

l'état de pure nature. Althusser nous donne l'occasion de percevoir chez Rousseau des réflexions qui sont encore les nôtres, par exemple sur le rapport de l'Homme à la nature. Rousseau ne catégorise pas l'homme comme bon ou mauvais, il définit l'homme dans son rapport à la nature : dans son rapport aux conditions matérielles objectives d'existence. Rousseau parle d'accidents qui transforment le processus de l'histoire en une nécessité. Ces changements de l'homme n'interviennent pas par une volonté humaine mais bien par des interventions extérieures. Cela fait de l'homme un être dont « la vie détermine la conscience ».

Les philosophes du droit naturel n'ont pu penser véritablement l'origine car ils étaient pris dans un cercle aliéné : incapables d'en sortir. Le philosophe du contrat social est sorti de ce cercle aliéné pour penser en dehors de toute influence de la société. Il a été jusqu'au bout de l'expérience philosophique. On doit retrouver une nature perdue. La nature est « défigurée », « dénaturée », selon les termes de Rousseau. Althusser traduit ainsi : « la nature est aliénée, elle n'existe plus que dans l'autre que soi ». Il faut donc « sortir du cercle par l'intérieur », « rentrer en soi » pour comprendre la réflexion qui a été à la fois celle de Rousseau et celle d'Althusser.



« Vatican II, 50 ans après »

La Pensée, n°371, 2012

PAR PATRICK COULON

Le numéro 371 de *La Pensée* est entièrement dédié au concile Vatican II. La revue

qui s'efforce de cerner les évolutions des savoirs et des formes d'analyses rationnelles dans le champ des diverses connaissances de la nature et de la société s'intéresse donc à ce qu'Antoine Casanova, historien, directeur de la revue et érudit dans l'analyse du fait religieux qualifie d'un des « faits majeur du XX^e siècle ».

On retiendra de ce concile son ouverture au monde moderne et à la culture contemporaine faite de progrès technologiques considérables, d'émancipation des peuples et de sécularisation croissante. « Je veux ouvrir la fenêtre de l'Église, afin que nous puissions voir ce qui se passe dehors, et que le monde puisse voir ce qui se passe chez nous » disait le pape Jean XXIII en ouverture. Des réponses aux questions modernes sont cherchées dans un retour aux racines du christianisme : la Bible (sur la base de nouvelles recherches bibliques) et la grande Tradition.

Le déroulement inattendu de ce concile (qui rassembla 2 540 évêques et supérieurs de congrégations religieuses) s'explique par les différences importantes entre la première et la deuxième session. Un programme préétabli par des cardinaux de curie (avec des textes quasi prêts à être votés) fut rejeté. Le changement de procédure fut immédiatement accepté par Jean XXIII. Tout fut alors très différent, et les discussions plus libres. Elles durèrent du 11 octobre 1962 au 8 décembre 1965.

Nombre de décisions ont modifié la pratique cultuelle et l'organisation pratique des choses : la façon de dire la messe, l'existence de diacres permanents, le travail collectif des

prêtres et des évêques. Quatre constitutions furent adoptées : sur la liturgie, sur la foi, sur l'Église, sur l'Église dans le monde de ce temps. Il faut y adjoindre neuf décrets, sur la formation des prêtres, sur la charge des évêques, sur l'apostolat des laïcs, sur l'œcuménisme... ainsi que trois déclarations, sur l'éducation chrétienne, sur la liberté religieuse et sur les relations avec les religions non chrétiennes. Alors que pour l'heure, Rome œuvre au renforcement d'un modèle plus fortement identitaire, que s'accélère depuis trente ans la chute de la pratique religieuse en Europe de l'ouest (la pratique dominicale en France ne dépasse plus 5% de la population) et que des débats importants traversent l'Église contemporaine, on aura plaisir et intérêt à se plonger dans ce numéro qui réunit analyses et témoignages. De l'extérieur et de l'intérieur de ce concile.



« Gilles Deleuze »

Europe, n°996

PAR JULIETTE FARJAT

La revue *Europe* ne se contente pas, dans son numéro sur Gilles Deleuze, de restituer les grands axes de la pensée deleuzienne, elle a aussi – et c'est là tout son intérêt – une ambition propre. L'originalité de ce numéro réside

dans le fait qu'il ne s'agit pas de parler *de* Deleuze, mais d'écrire, de penser, de créer *avec* Deleuze, d'emprunter et de poursuivre les voies multiples qu'il a laissées ouvertes derrière lui, et de les mener d'une façon ou d'une autre le plus loin possible.

Le lien qui unit ces articles pourtant divers, autant dans les sujets abordés que dans la forme qu'ils peuvent prendre est le rapport que, selon Deleuze, la philosophie doit entretenir avec son « dehors », autrement dit avec le « non-



Marx et l'invention historique

Syllepse, 2012

ISABELLE GARO

PAR NICOLAS DUTENT

Réfutant la version strictement déterministe où schématisée dans laquelle

maints esprits tentèrent de dissoudre en vain le marxisme, Isabelle Garo consacre plusieurs chapitres à démontrer et détailler l'inventivité propre et la création historique que renferme et propose le marxisme. Pour ce faire elle emprunte plusieurs voies et procédés argumentatifs. Elle dissèque les enjeux et les confrontations idéologiques (impliquant Marx, Engels, Lénine, Proudhon, Lassalle...) liées à la *Critique du programme de Gotha* et la polémique portant sur le caractère révolutionnaire ou bourgeois des propositions qu'on y trouve.

Elle se penche sur les contre-sens et les positions parfois sauvages de Cornelius Castoriadis touchant au marxisme. Elle étudie l'expérience de la Commune de Paris comme période d'invention démocratique. Elle développe les

philosophique ». On trouve donc ici des domaines aussi variés que la littérature, les mathématiques, le cinéma, la peinture, la musique, domaines qui ne doivent pas être une simple transposition de la philosophie deleuzienne dans des lieux qui l'excéderont toujours, mais qui doivent au contraire la prendre en charge, la réinventer, la recréer avec leurs langages propres. Cette dernière ambition conduit dans certains articles à des résultats étonnants. L'entretien *Writing in the wind* de Mathieu Potte-Bonneville avec Alain Damasio offre ainsi un exemple intéressant de la fécondité que peut avoir une pensée conceptuelle lorsqu'elle est prise en charge par la fiction. « Lorsque je lis Deleuze, je suis touché par une forme très discrète, très sobre de lyrisme qui vient souvent d'une image modeste, contre-emphatique, ou d'un bout d'histoire qui n'est jamais spectaculaire mais qui fait entrer quelque chose comme un trou d'air dans la page. Deleuze, c'est le style inimitable de l'appel d'air [...] ». Ce numéro de la revue *Europe*, nous montre qu'il est possible de lire un philosophe sans pour autant s'enfermer dans une sois-disante contrainte des concepts, qu'il est possible pour des écrits philosophiques de laisser des espaces, des ouvertures pour d'autres voix en provenance d'autres lieux.



« Europe, Démocratie en crise »

Transform! n° 10

PAR DOMINIQUE CROZAT

Transform! paraît depuis cinq ans, en quatre langues. Cette revue politique, européenne, confronte idées et expériences

pour contribuer à une pensée politique alternative de gauche afin de transformer la société sur la base de valeurs sociales, féministes, écologiques, démocratiques et pacifistes.

conditions d'une discussion renouvelée tant sur la *Critique de l'économie politique* que sur le fétichisme de la marchandise. Elle évoque aussi longuement la centralité de la relation individu-classe-parti. Enfin elle défend un exposé dans lequel la conjugaison des luttes collectives et d'une libération individuelle est réintroduite au cœur du projet émancipateur « total » – même si jamais achevé – de Marx... Pour Isabelle Garo, le marxisme ne saurait être réduit – et ne peut l'être objectivement – au règne plat et intransigeant de déterminations multiples. L'histoire peut être rendue aux hommes résolus à la « faire » ou la produire diversement. Par delà les affres de l'imprévisibilité historique et la réussite incertaine des luttes émancipatrices engagées.

Cet ouvrage, qui révèle une certaine proximité avec les thèses formulées par Michel Vadée dans le trop méconnu mais brillant *Marx, penseur du possible* par la démonstration de l'existence d'une liberté conditionnelle mais bien réelle dans cette philosophie, réunit les modalités pour que l'histoire, sur le mode de la subjectivité comme du devenir collectif, puisse espérée être choisie au lieu d'être exclusivement subie. L'auteure participe ainsi au mouvement et au renouvellement d'un marxisme vivant engagé depuis plusieurs années.

Alors que les dirigeants néolibéraux redoutent l'intervention des peuples, le numéro 10 revient sur les enjeux de la démocratie. Hervé Kempf, Walter Baier, Constantinos Tsoukalas et Franco Russo abordent la remise en cause de la démocratie par une oligarchie et une droite poreuse aux idées d'extrême-droite. Ils soulignent l'exigence de retour du politique, de reconstruction de la souveraineté des peuples.

Joachim Bischoff et Richard Detje développent l'enjeu du pilotage de l'économie et de la société par la démocratie, l'écologie, le social. Alors qu'existe un fort potentiel de travail en commun des forces syndicales, politiques, des mouvements sociaux, d'intellectuels, Elisabeth Gauthier et Walter Baier présentent le projet de sommet alternatif européen. Le syndicaliste Christian Pilichowski témoigne des possibilités d'action commune des travailleurs en Europe. Janine Guespin souligne la nécessité d'articuler science et démocratie pour répondre aux besoins.

Crise et alternatives sont bien présents. Bob Jessop, François Calaret, Jacques Rigaudiat, Steffen Lehndorff et le Centre d'Études marxistes suédois analysent les politiques actuelles, l'impasse de la social-démocratie, les enjeux pour la gauche. Francisco Louça décrit le scénario d'une sortie du Portugal de l'euro. Christiane Marty traite des femmes dans la crise. Cornelia Ernst et Lorenz Krämer, Manuela Kropp et Anna Striethorst abordent la politique européenne d'immigration, la situation des Roms.

L'interview de Rena Dourou, de *Synapismos*, souligne que la Gauche doit se renouveler pour un lien politique fort avec la société, notamment les jeunes. Plusieurs articles, enfin, sont consacrés aux élections. L'analyse de Philippe Marlière met en regard les élections en France et en Grèce, le Front de Gauche et Syriza.

Ancrés dans l'actualité, le mouvement du monde, les expériences concrètes, ces articles de chercheurs et militants de onze pays différents veulent nourrir la réflexion des militants.

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac Responsable de la Revue
Guillaume Quashie-Vauclin Responsable adjoint
Noëlle Mansoux Secrétaire de rédaction
Amar Bellal Sciences
Gérard Streiff Combat d'idées
Marine Roussillon Pages critiques
Nicolas Dutent Communisme en question
Alain Vermeersch Revue des médias
Corinne Luxembourg Territoires
Léo Purguette Travail de secteurs
Côme Simien Histoire
Renaud Boissac Collaborateur
Étienne Chosson Regard
Frédo Coyère Mise en page graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz ; Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli ; Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.



REVUE RECOMMANDÉE PAR LA RÉDACTION DE MÉDIAPART ET DE L'HUMANITÉ

ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET

HABITER SERA LE THÈME DU FUTUR DOSSIER

En ligne sur : projet.pcf.fr



BULLETIN D'ABONNEMENT TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet
11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Prénom Nom

Adresse

Code Postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement



Date : ___/___/___

Signature